Quatre-vingt-quatrième année. — N° 240. Le Numéro : 15 francs. Lundi 6 et Mardi 7 Octobre 1952.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Débats de l'Assemblée nationale	Débats du Conseil de la République	Débats de l'Assemblée de l'Union française	Avis et Rapports du Conseil économique	ÉDITION COMPLÈTE		
Compte Chèque postal : 9063.13, Paris	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS
Métropole et France d'outre-mer .	3.450	1.800	950	800	600	400	250	5.000	2.800	1.600
Etranger	6.600	3.400	1.750	2.100	1.600	800	450	12.500	6.550	3.500

L'Edition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

L'Edition des AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle.

L'Edition COMPLÈTE comprend : outre l'Édition des Lois et Décrets et les Éditions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations | DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e | POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS

Vient de paraître :

La loi du 11 juillet 1938 sur l'ORGANISATION DE LA NATION POUR LE TEMPS DE GUERRE, entièrement mise à jour, ainsi que les principaux décrets, arrêtés et circulaires se rapportant à cette loi, ont été réunis en un volume. Voir en dernière page de ce numéro tous les détails relatifs à cette nouvelle édition.

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

Présidence du conseil.

Arrêté du 6 octobre 1952 portant délégation de signature (p. 9567).

Ministère des affaires étrangères.

Arrêté portant promotions (conseillers et secrétaires des affaires étrangères) (p. 9567).

Ministère de l'intérieur.

Décrets du 6 octobre 1952 portant modification du classement territorial de préfectures (p. 9570).

Ministère de la défense nationale.

Décret n° 52-1119 du 6 octobre 1952 modifiant le décret n° 52-973 du 20 août 1952 fixant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité de la deuxième fraction du contingent à incorporer en 1952 (p. 9569).

Décret du 6 octobre 1952 portant délégation de signature (p. 9569).

Ministère des finances et des affaires économiques.

Décrets nos 52-1120 et 52-1121 du 1er octobre 1952 portant autorisation de dépenses à titre d'avances, en excédent des crédits ouverts (p. 9567).

Arrêté du 6 octobre 1952 modifiant les dispositions de l'arrêté du 30 juin 1952 relatif au remboursement des charges fiscales aux entreprises exportatrices (p. 9569).

Ministère de l'éducation nationale.

Arrêté du 30 septembre 1952 modifiant certains articles du règlement de l'école nationale supérieure des beaux-arts (p. 9570).

Ministère de l'industrie et du commerce.

Arrêté portant nomination des membres de la commission consultative du charbon et de l'acier (rectificatif) (p. 9570).

Ministère de la France d'outre-mer.

Décret n° 52-1122 du 6 octobre 1952 fixant les régimes de rémunération, de la durée du séjour réglementaire, des congés administratifs et des prestations familiales des personnels civils titulaires et des militaires à solde mensuelle en service dans les Etablissements permanents des terres australes et antarctiques françaises (p. 9570).

Décret du 6 octobre 1952 portant nominations dans la magistrature d'oure-mer (p. 9572).

Ministère des anciens combattants et victimes de la guerre.

Décret du 6 octobre 1952 portant nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 9572).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Assemblée nationale. — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Proclamation d'un député. — Modification aux listes électorales des membres des groupes. — Convocations de commissions et de la conférence des présidents. — Réunion de commission (p. 9572).

Conseil de la République. — Ordre du jour. — Liste des documents mis en distribution. — Convocation de commission. — Réunions de commissions (p. 9575).

INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Modifications aux listes des groupes politiques (p. 9576).

INFORMATIONS RELATIVES AU CONSEIL ECONOMIQUE

Ordre du jour (p. 9577).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

Avis relatif à l'édition et à la mise en vente de publications officielles de la présidence du conseil (direction de la documentation) (p. 9577).

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Résultats du tirage de la tranche spéciale du prix de l'Arc-de-Triomphe 1952 de la loterie nationale (p. 9578).

Avis relatif au tirage de la trente-septième tranche de la loterie nationale 1952 (p. 9578).

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Tarifs de transport présentés à l'homologation ministérielle par les chemins de fer d'intérêt général (p. 9578).

Annonces (p. 9580).

SOMMAIRE DES DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

publiés du 29 septembre au 5 octobre 1952.

ASSEMBLEE NATIONALE

Feuille 11.

Equilibre du budget 1952. — Réformes, dégrèvements et dispositions fiscales. — Rapport supplémentaire par M. Charles Barangé (*suite*) ..... p. 321

Feuille 12.

Equilibre du budget 1952. — Réformes, dégrèvements et dispositions fiscales. — Rapport supplémentaire par M. Charles Barangé (*suite*) ..... p. 353

Identité des membres des Assemblées prévues par la Constitution. — Vérification par les bureaux de ces Assemblées. — Proposition de loi de M. du Léotard..... p. 360

Sécurité sociale. — Ratification de la convention générale entre la France et la Sarre. — Projet de loi..... p. 360

Services médicaux du travail dans les mines. — Organisation. — Projet de loi..... p. 361

Unification législative dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle en ce qui concerne les mines. — Projet de loi..... p. 361

Vente des immeubles de faible valeur dépendant des successions vacantes. — Projet de loi..... p. 362

Délits de presse. — Abrogation de l'article 46 de la loi du 29 juillet 1881. — Projet de loi..... p. 362

Code d'instruction criminelle. — Modification de l'article 5. — Projet de loi..... p. 362

Dégagement des villages des hauts cantons bloqués par la neige dans les Pyrénées-Orientales. — Proposition de résolution de M. Tourné..... p. 363

Réduction de 50 p. 100 sur les transports aux étudiants de l'université de Paris. — Rapport par M. Doutrellot..... p. 364

Notariat. — Modification de l'article 5 de la loi du 25 ventôse an XI. — Proposition de loi de M. Jean Crouzier.. ..... p. 364

Prévention et réparation des accidents du travail et maladies professionnelles dans les territoires d'outre-mer et territoires associés. — Avis..... p. 365

Aide aux victimes des inondations dans les départements du Sud-Ouest. — Proposition de loi de M. Baylet..... p. 371

Emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion. — Projet de loi..... p. 372

Code civil. — Modification de l'article 2135 sur l'hypothèque légale de la femme mariée. — Proposition de loi de M. de Montgolfier..... p. 372

Veuves des victimes d'accidents du travail. — Perception de leur pension primitive aux veuves remariées et de nouveau veuves. — Proposition de loi de M. Minjoz... p. 373

Déportés ou internés décédés ou disparus. — Validation ou homologation des écrits ou volontés exprimées. — Proposition de résolution de M. Guislain..... p. 373

Code du travail. — Complément au livre IV du code en ce qui concerne les secrétaires des conseils de prud'hommes. — Proposition de loi de M. Mignot..... p. 373

Statut du mineur. — Application de l'article 12. — Rapport supplémentaire par M. André Mancey..... p. 374

Officiers ministériels d'Algérie. — Création d'une caisse de retraites. — Proposition de loi de M. Haumesser..... p. 374

Code général des impôts. — Modification de l'article 283. — — Proposition de loi de M. Lefranc..... p. 375

Combattants d'Indochine et de Corée. — Envoi trimestriel d'un colis individuel. — Proposition de résolution de M. Vendroux..... p. 375

Mesures d'exemption fiscale en faveur de la construction. — Proposition de loi de M. Grousseaud..... p. 375

Occupants de bonne foi. — Sursis aux expulsions. — Proposition de loi de M. Fonlupt-Esperaber..... p. 376

Congés annuels. — Modification du livre II du code du travail. — Proposition de loi de M. Pierre Souquès..... p. 376

Prêts garantis par l'Etat pour la construction d'immeubles d'habitation. — Modalités de remboursement. — Proposition de loi de M. Alfred Krieger..... p. 376

Concours de sortie des écoles normales supérieures. — Seconde année de préparation avec traitement. — Proposition de résolution de M. Giovoni..... p. 377

Liste des prisons et camps de concentration. — Inscription sur cette liste des camps et prisons d'Italie. — Proposition de résolution de M. Giovoni..... p. 378

Création de postes d'instituteurs et d'institutrices:

Dans le département du Rhône. — Proposition de loi de M. Cagne..... p. 378

Dans le département des Bouches-du-Rhône. — Proposition de loi de M. Billoux..... p. 378

Statut des sourds de guerre. — Rapport par M. Tourné..... p. 379

Dégagement des villages de la montagne pratiquement isolés par les neiges dans le département du Jura. — Proposition de résolution de M. Barthélemy..... p. 380

Maintien du trafic marchandises sur la ligne Auray-Pontivy. — Rétablissement du trafic voyageurs. — Proposition de résolution de M. Guiguen..... p. 380

Création dès 1952 du concours de l'agrégation de lettres et littératures modernes. — Proposition de résolution de M. Giovoni..... p. 381

Statut des autoroutes. — Projet de loi..... p. 381

Centres d'apprentissage agricole primaires. — Création et fonctionnement. — Proposition de loi de M. Lucien Lambert ..... p. 382

Intégration additionnelle d'agents des postes, télégraphes et téléphones dans le corps des contrôleurs. — Proposition de résolution de M. Furaud..... p. 382

Code du vin. — Modification de l'article 331. — Proposition de loi de M. Léon-Jean Gourdon..... p. 383

Exercice de la profession commerciale dans les Etablissements français de l'Océanie. — Carte de commerçant pour les étrangers. — Avis..... p. 383

Composition et formation de l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie. — Rapport supplémentaire par M. Juglas..... p. 384

Feuille 13.

Composition et formation de l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie. — Rapport supplémentaire par M. Juglas (*suite*)..... p. 385

Billets de congé annuel de la Société nationale des chemins de fer français. — Prolongation de quinze jours. — Rapport par M. Boutavant..... p. 385

Créations des industries saisonnières de l'habillement et de la parure. — Répression de la contrefaçon. — Rapport supplémentaire par M. de Moro-Giafferri..... p. 385

Sursis aux expulsions de certains occupants de bonne foi. — *Complément à la loi du 1er décembre 1951.* — Rapport par M. Minjoz..... p. 386

Création en Afrique occidentale française d'une banque africaine des coopératives. — Proposition de loi de M. Mamadou Dia..... p. 386

Réglementation des changes. — Application de la loi du 2 février 1948 aux territoires d'outre-mer. — Avis..... p. 387

Organisation de la protection des végétaux dans les territoires d'outre-mer. — Avis..... p. 387

Répression du faux-monnayage. — Ratification de la convention internationale du 20 avril 1929. — Lettre rectificative au projet de loi..... p. 388

Code d'instruction criminelle applicable en Afrique occidentale française. — Modification de l'article 253 et rétablissement de l'article 394. — Rapport par M. July.... p. 388

Transcription en Indochine des jugements en matière d'état civil. — Rapport par M. Ninine..... p. 388

Aide aux régions sinistrées par les inondations. — Plan d'aménagement de la vallée de la Haute-Seine. — Proposition de résolution de M. Arbellier..... p. 389

Droit à pension des anciens combattants atteints de blessures de guerre à la tête. — Complément aux dispositions de la législation en vigueur. — Proposition de résolution de M. Peltre..... p. 389

Défense de Toulouse contre les inondations. — Engagement d'un crédit de 3 milliards. — Proposition de résolution de M. Alfred Coste-Floret..... p. 389

Création d'un conseil interprofessionnel des vins d'Anjou et de Saumur. — Rapport supplémentaire par M. Commentry ..... p. 390

Parité de traitement entre les commis et agents des tribunaux et les fonctionnaires et agents des préfectures. — Proposition de loi de M. Minjoz..... p. 391

Bonifications d'ancienneté pour les anciens résistants. — Extension au personnel des entreprises nationalisées. — Proposition de loi de M. Alfred Krieger..... p. 391

Dommages de guerre. — Application à l'Algérie de l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946. — Proposition de loi de M. Blachette ..... p. 391

Organisation d'un service des affaires sociales dans certains territoires d'outre-mer. — Proposition de loi de M. Ninine ..... p. 392

Transcription des actes de naissance des enfants nés dans un établissement hospitalier public ou privé. — Proposition de loi de M. Minjoz..... p. 392

Allocation aux vieux travailleurs salariés. — Modification des conditions dans lesquelles les vieux métayers pourront bénéficier de cette allocation. — Proposition de loi de M. Gilles Gozard ..... p. 393

Signalisation routière. — Modification de la loi du 3 juillet 1934. — Rapport par M. Litalien..... p. 393

Signalisation routière. — Ratification du protocole signé à Genève le 19 septembre 1949. — Rapport par M. Litalien. p. 394

Existence du service des comptes-chèques dans les caisses d'épargne des départements du Rhin et de la Moselle. — Extension de ce service aux caisses d'épargne des autres départements français. — Rapport par M. Schaff..... p. 394

Dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français. — Avis de M. Lemaire..... p. 395

Réduction de 50 p. 100 sur les transports de la région parisienne pour les étudiants de l'université de Paris. — Avis de M. de Gracia..... p. 395

Agents retraités des chemins de fer secondaires. — Application à cette catégorie des dispositions de la loi du 20 septembre 1948. — Proposition de résolution de M. Blachette ..... p. 396

Police des chemins de fer. — Rapport par M. Schaff..... p. 396

Présentation des candidatures pour les sept sièges du comité constitutionnel à la nomination de l'Assemblée nationale. — Rapport par M. Prelot..... p. 397

Législation sur le remembrement. — Modification. — Rapport par M. Elain ..... p. 397

Code du travail. — Complément. — Proposition de loi de M. Minjoz..... p. 397

Contre-partie de métaux non ferreux — Exemption de cette fourniture pour les groupements d'auto-construction (type Castor). — Rapport par M. Brault. ..... p. 398

Réprise de l'exportation des poteaux de mine sur le port de Bayonne. — Proposition de résolution de M. Mora..... p. 398

Protection de l'industrie du verre. — Fabrication des ébauches d'ampoules. — Proposition de résolution de M. Etienne Fajon..... p. 398

Elèves des écoles normales supérieures. — Même traitement que les fonctionnaires stagiaires. — Proposition de loi de M. Giovoni..... p. 399

Dommages de guerre. — Abrogation de l'article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 — Proposition de loi de M. Charles Benoist..... p. 399

Modification de l'article 49 de la loi du 31 mars 1919 au profit de certaines catégories d'agents des ministères de la guerre, de la marine et de l'air. — Rapport par M. Le Coutaller..... p. 400

Contrôle des attributions de décorations au titre de la résistance. — Rapport par M. Guislain..... p. 400

Extension aux déportés et internés résistants de la guerre 1914-1918 du bénéfice de l'article 6 de la loi du 6 août 1948 fixant le statut définitif. — Rapport par M. Guislain. p. 401

Statut des déportés et internés de la Résistance. — Rapport par M. Guislain..... p. 401

Instituteurs remplaçants. — Proposition de loi de Mlle Marzin. p. 402

Attribution d'une indemnité de résidence à tous les élèves fonctionnaires des écoles normales supérieures. — Proposition de loi de M. Giovoni..... p. 403

Maintien du centre professionnel d'apprentissage du Bouscat. — Proposition de résolution de M. Mora..... p. 403

Pensionnés de guerre et ayants cause. Cumul de leurs pensions avec l'allocation temporaire des économiquement faibles. — Proposition de loi de M. Mouton..... p. 404

Bureaux de placement payants. Ratification de la convention n° 96. — Rapport par M. Gazier..... p. 404

Chauffeurs de taxi salariés exclus du régime général des assurances sociales. Rétablissement dans leurs droits, au regard de l'assurance vieillesse. — Rapport par M. Linet..... p. 405

Maintien de l'exploitation des usines de Ranchamp. — Proposition de résolution de M. André Liautey..... p. 405

Equilibre du budget de 1952. Réformes, dégrèvements et dispositions fiscales. — Rapport supplémentaire par M. Charles Barangé..... p. 406

Cumul de l'allocation temporaire aux économiquement faibles avec une pension de veuve ou d'ascendant de marins du commerce ou de la pêche. — Proposition de loi de M. Gaborit..... p. 406

Régime des pensions des marins du commerce et de la pêche. Modification de certaines dispositions. — Rapport par M. Gaborit..... p. 407

Patrimoine de la France. Préservation. — Proposition de résolution de M. Jean-Paul Palewski..... p. 407

Titulaires de la médaille d'honneur du travail. Dotation annuelle. — Proposition de loi de M. Gaillet..... p. 408

Pension de retraite des agents de l'ancien service de l'assurance-crédit d'Etat. Rajustement. — Proposition de loi de M. Frugier..... p. 408

Fonctionnaires retraités. Accord de dispositions plus favorables que celles de la loi du 14 avril 1924. — Proposition de loi de M. Serafini..... p. 409

Commissions de réforme. Représentation des anciens combattants. — Proposition de loi de M. Serafini..... p. 409

Compagnie générale transatlantique. Réduction pour les invalides de guerre se rendant en Corse. — Proposition de résolution de M. Serafini..... p. 409

Exonérations d'impôts pour les vignerons aubois. — Proposition de résolution de M. Briot..... p. 409

Prestations familiales. Majoration pour les travailleurs indépendants. — Proposition de loi de M. Jean Durand.... p. 410

Caisses d'épargne. Modification de la loi du 27 mai 1951. — Proposition de loi de M. Boivin-Champeaux..... p. 410

Allocation de chômage. Modification de l'article 5 du décret du 12 mars 1951. — Propositions de loi de M. André Mercier ..... pp. 410 et 411

Affichage de diverses émissions du « Journal parlé » de la radiodiffusion dans l'enceinte de l'Assemblée nationale. — Proposition de résolution de M. Soustelle..... p. 412

Ratification du traité de cession de la ville de Chanderanagor. — Avis..... p. 412

Agents supérieurs. Intégration dans les cadres des administrateurs civils. Création d'un cadre latéral. — Proposition de loi de M. Frédéric-Dupont..... p. 412

Maintien dans les lieux de certains clients d'hôtels. Prorogation de la loi du 2 avril 1949. — Proposition de loi de M. Maurice Grimaud..... p. 413

Ascendants de guerre. Augmentation des pensions. Suppression des conditions d'âge. Bénéfice de la sécurité sociale. — Proposition de résolution de M. Marcel Ribère ..... p. 413

Pilotes d'avion ou de planeur battant un record du monde. Prime spéciale et remboursement des frais. — Proposition de résolution de M. Pineau..... p. 414

Pensions des orphelins. Cumul des pensions de son père et de sa mère. Modification de l'article 58 de la loi du 20 septembre 1948. — Proposition de loi de Mme François ..... p. 414

Retraités civils et militaires bénéficiaires des lois des 20 septembre 1948 et 2 août 1949. Accord de leur tiret définitif. — Proposition de loi de M. Bartolini..... p. 414

Statut des combattants volontaires de la Résistance. Accord de la carte de combattant volontaire. — Proposition de loi de M. Tourné..... p. 414

Répartition du travail. Semaine de quarante heures pour remédier à la situation angoissante des chômeurs complets et partiels. — Proposition de loi de M. Bessel. p. 415

Taxes sur le chiffre d'affaires pour les cidres. Taxe forfaitaire unique. — Rapport par M. Monin..... p. 415

Deuxième quart de vin aux soldats. — Rapport par M. Seynat. p. 416

Feuille 14.

Deuxième quart de vin aux soldats. — Rapport par M. Seynat (*suite*) ..... p. 417

Crédits provisionnels affectés aux dépenses d'équipement des services de la défense nationale pour mars et avril 1952. — Projet de loi..... pp. 417 et 418

Demandes en autorisation de poursuites contre des membres de l'Assemblée..... p. 426

Code général des impôts. — Suppression de certaines majorations de taux. — Proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ..... p. 426

Contrats de mines. — Application de l'article 20 de la loi du 13 avril 1946 portant statut des baux ruraux. — Proposition de loi de M. Chamant..... p. 427

Prêts aux propriétaires d'immeubles sinistrés à usage commercial ou industriel. — Convention avec les organismes de crédits cités en l'article 47 de la loi du 28 octobre 1946. — Proposition de résolution de M. Lefranc.. p. 427

Exercice de la pharmacie. — Complément à l'article 64 de la loi du 11 septembre 1941. — Proposition de loi de M. Deshors..... p. 428

Crédits provisionnels affectés aux dépenses d'équipement des services de la défense nationale pour mars et avril 1952. — Rapport par M. Christian Pineau..... p. 428

Hôpitaux et hospices publics. — Projet de loi..... p. 429

Retraites du personnel des entreprises. — Suppression de certains abus. — Proposition de loi de M. René Pleven. p. 432

Houillères de Ronchamp — Maintien de l'exploitation et aide aux familles des victimes. — Rapports par M. Deixonne..... pp. 433 et 434

Retraite anticipée aux invalides de guerre titulaires de fonctions civiles. — Rpaport par M. Guislain..... p. 434

Salaires nationaux des ouvriers permanents des parcs automobiles. — Proposition de loi de M. Cavelier..... p. 435

Créances financières françaises réglées par la Pologne. — Ratification de l'accord entre la France et la Pologne. — Projet de loi..... p. 435

Relations commerciales et statut de la représentation commerciale de l'U. R. S. S. en France. — Ratification de l'accord franco-soviétique. — Projet de loi..... p. 437

Caisses nationales d'allocations familiales des marins du commerce et des pêches maritimes. — Elections au conseil d'administration. — Projet de loi..... p. 439

Contingents de soufre et de cuivre pur pour la fabrication de produits anticryptogamiques. — Proposition de résolution de M. Tourné..... p. 439

Expansion de la conchyliculture. — Propositions de loi de M. Max Brusset..... p. 440

Anciens combattants des chemins de fer. — Bénéfice de la campagne double. — Proposition de loi de M. Lemaire.. p. 441

Pensions civiles et militaires. — Abrogation du paragraphe 2 de l'article 17 de la loi du 20 septembre 1948 sur la réforme du régime. — Proposition de loi de M. Godin.. p. 441

Pensions. — Majoration provisionnelle de 15 p. 100 aux fonctionnaires et agents retraités de l'Etat et aux officiers et sous-officiers retraités, à valoir sur la péréquation intégrale. — Proposition de résolution de M. Godin.... p. 442

Monument commémoratif du général Mangin. — Souscription nationale pour sa reconstruction. — Avis..... p. 442

Communauté européenne du charbon et de l'acier. — Ratification du traité signé à Paris le 18 avril 1951. — Résolution ..... p. 442

Constitution de régions sur le territoire de la France métropolitaine. — Proposition de loi de M. Bruyneel..... p. 442

Impôts. — Exonération de la taxe proportionnelle et de la surtaxe progressive pour les agriculteurs lors des deux premières années de leur installation. — Proposition de loi de M. Pelleray..... p. 444

Chambre nationale des huissiers. — Accord d'une subvention. — Proposition de loi de M. Bourgeois..... p. 445

Personnels de police. — Amélioration de leur situation. — Proposition de résolution de M. Dorey..... p. 445

Emplois des services extérieurs des ponts et chaussées. — Extension des dispositions de l'article 1er de la loi du 3 avril 1950. — Proposition de loi de M. Penoy..... p. 445

Statut professionnel d'installateur électricien. — Propositions de loi de M. Jacques Bardoux..... p. 446

Statut des administrateurs de la France d'outre-mer. — Rapport par M. Coffin..... p. 447

Instruction préalable. — Modification de la loi du 8 décembre 1897. — Proposition de loi de M. Frédéric-Dupont.. p. 448

Création de deux justices de paix à Alger et une à Cheragas. — Proposition de loi de M. Biachette..... p. 448

Convention entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France. — Projet de loi..... p. 448

Feuille 15.

Convention entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France. — Projet de loi (*suite*)..... p. 449

Avis formulé sur les projets et propositions de loi dont le Conseil de la République est saisi. — Prolongation du délai. — Résolution ..... p. 449

Musulmans des territoires d'outre-mer. — Heure de reprise du travail du vendredi après-midi. — Avis..... p. 449

Météorologie. — Détachements et fixation du régime des fonctionnaires. — Rapport par M. Maurellet..... p. 449

Fonctionnaires et agents de la défense nationale. — Modification de la date limite pour l'obtention des bonifications. — Rapport par M. Maurellet..... p. 450

Adoptions d'enfants. — Développement et contrôle. — Projet de loi ..... p. 450

Professeurs agrégés et certifiés. — Création de 2.000 postes. — Proposition de résolution de M. Doutrellot..... p. 452

Equité fiscale. — Rétablissement entre les différentes formes de sociétés. — Proposition de loi de M. Guy Petit..... p. 452

Code général des impôts. — Construction de logements nouveaux. — Proposition de loi de M. Liotard..... p. 453

Pensions et traitements dans les entreprises nationales. — Interdiction du cumul. — Proposition de loi de M. Paquet ..... p. 454

Prolongation de l'activité de service de certains fonctionnaires évincés par le Gouvernement de Vichy. — Proposition de loi de M. Jarosson..... p. 455

Fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti dans les départements d'outre-mer. — Proposition de loi de M. Brissol ..... p. 455

Ascendants des militaires morts pour la France. — Amélioration de leur situation. — Proposition de loi de M. Mouton ..... p. 455

Facilités de transports par chemin de fer. — Extension du bénéfice à certains fonctionnaires titulaires d'une pension de retraite. — Proposition de loi de M. Cristofol.. p. 456

Personnes contraintes au travail en pays ennemi. — Bénéfice d'une somme forfaitaire de 15.000 F aux bénéficiaires de ce statut. — Proposition de loi de M. Mouton.. p. 456

Industrie textile. — Développement du marché intérieur. — Accroissement des exportations. — Assurance des moyens d'existence aux chômeurs totaux ou partiels. — Proposition de résolution de Mme Galicier..... p. 456

Remboursement des soins aux ayants droit d'assurés sociaux. — Proposition de loi de M. Villard..... p. 459

Législation de sécurité sociale. — Précision des notions de première constatation médicale. — Proposition de loi de M. Villard..... p. 459

Assurance de longue maladie. — Complément de la législation. — Proposition de loi de M. Villard..... p. 460

Redressement économique et financier de la nation. — Proposition de loi..... p. 460

Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée..... p. 471

Production rizicole d'outre-mer. — Désignation des représentants. — Rapport par M. Duveau..... p. 472

Demandes en autorisation de poursuites contre des membres de l'Assemblée..... p. 472

Accession de l'Etat protégé de Tunisie au statut d'Etat associé, membre de l'Union française. — Proposition de résolution de M. Caillavet..... p. 472

Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée..... p. 477

Production forestière. — Abrogation de l'acte dit loi du 13 août 1940. — Proposition de loi de M. André Lyautey. p. 477

Veuves de guerre ayant plus de soixante ans. — Cumul de leur pension avec allocation temporaire aux économiquement faibles. — Proposition de loi de Mme Rose Guérin..... p. 478

Allocation aux vieux. — Extension du bénéfice. — Proposition de loi de Mme Rose Guérin..... p. 478

Organisation du service de santé scolaire et universitaire. — Proposition de loi de M Deixonne..... p. 478

Congés annuels. — Organisation de la fermeture des entreprises. — Proposition de loi de M. Gilles Gozard..... p. 479

Films cinématographiques. — Modification des règles de contrôle. — Proposition de loi de M. Henri Lacaze.... p. 480

Feuille 16.

Films cinématographiques. — Modification de contrôle. — Proposition de loi de M. Henri Lacaze (*suite*)..... p. 481

Jeunes gens morts pour la France. — Considération au point de vue fiscal. — Proposition de loi de M. Jean Catrice. p. 481

Durée du mandat des membres des comités d'entreprise. — Rapport par M. Gazier..... p. 481

Dommages causés par catastrophes nationales et notamment par des inondations. — *Régime général d'indemnisation.* — Proposition de loi de M. Henri Lacaze..... p. 482

Pouvoirs des contrôleurs des lois sociales en agriculture d'Algérie — *Régime de sécurité sociale et de mutualité sociale agricole en Algérie.* — Rapport supplémentaire par M. Rabier..... p. 486

Pension de retraite des personnels tributaires des lois des 2 août 1949 et 21 mars 1928. — *Validation des services accomplis avant la prise en charge par l'Etat.* — Proposition de loi de M. Francis Gallet..... p. 489

Installation d'un système électrique de votation à l'Assemblée nationale. — Proposition de résolution de M. Minjoz. p. 490

Rétablissement du scrutin d'arrondissement. — Proposition de loi de M. Maurice Violette..... p. 491

Internés et déportés de la guerre 1914-1918. — Proposition de résolution de M. Guislain..... p. 491

Payement des prestations des assurances maladie des Algériens résidant en France. — Rapport par M. Linet..... p. 492

Taux et payement des prestations familiales pour les Algériens salariés résidant en France et dont la famille est en Algérie. — Rapport par M. Linet..... p. 493

Plantations forestières. — *Réglementation.* — Proposition de loi de M. Lalle..... p. 494

Elections professionnelles dans les mines. — *Revision de la législation.* — Proposition de loi de M. Deixonne..... p. 494

Orphelins de guerre pupilles de la nation devenus majeurs. — *Prorogation du droit à la protection de l'Etat dans certains cas exceptionnels.* — Proposition de loi de M. Devemy..... p. 494

Suppression des sous-préfectures. — Proposition de loi de M. Bruyneel..... p. 495

Interdiction de la vente d'immeubles par appartements. — Proposition de loi de Mme Rabaté..... p. 495

Travailleurs de Biarritz en chômage. — *Secours et maintien des chantiers de travaux* — Proposition de résolution de M. Mora..... p. 496

Personnels des réseaux secondaires d'intérêt local. — *Situation.* — Proposition de loi de M. Alcide Benoit..... p. 496

Mesures propres à enrayer l'épizootie de fièvre aphteuse. — Proposition de résolution de M. André Lenormand.... p. 496

Création d'un prêt d'installation aux jeunes diplômés. — Proposition de loi de M. Giovoni..... p. 497

Aveugles, infirmes civils et incurables. — *Mêmes facilités de transport que les mutilés de guerre.* — Proposition de loi de M. Alcide Benoit..... p. 497

Contingent supplémentaire de Légions d'honneur aux Etats associés. — Proposition de loi de M. Serafini..... p. 498

Modification de la loi dite loi sur l'état des officiers. — Proposition de loi de M. Joinville..... p. 498

Enseignement du premier degré. — *Recrutement d'un effectif supplémentaire d'élèves maîtres et d'élèves maîtresses.* — Proposition de loi de M. Signor..... p. 499

Classement des économes d'écoles normales primaires. — *Rétablissement de la parité de traitements entre les économes des divers ordres d'enseignement.* — Proposition de résolution de M. Signor..... p. 499

Loi sur les loyers. — *Modification.* — Proposition de loi de M. Coudray..... p. 499

Mode d'élection des membres du Conseil de la République représentant les citoyens français résidant en Tunisie. — Proposition de loi de M. Devinat..... p. 500

Ayants cause des Français morts dans les rangs de l'armée républicaine espagnole au cours de la guerre 1936-1939. — *Mêmes avantages que ceux réservés aux combattants de la guerre 1939-1945.* — Proposition de loi de M. André Marty..... p. 501

Création du bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières de la France métropolitaine. — Rapport par M. Robert Coutant..... p. 502

Recherche de l'utilisation des alcools provenant de la partie excédentaire de la production vinicole, cidricole et betteravière. — *Mesures susceptibles de diminuer certaines de nos importations.* — Rapport par M. Monin.. p. 502

Soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires du ministère de la France d'outre-mer. — Proposition de loi de M. Duveau..... p. 507

Fixation de la durée du service militaire. — *Recrutement de l'armée.* — *Modification de la loi du 30 novembre 1950.* — Rapport supplémentaire par M. de Villeneuve. p. 507

Approbation de deux conventions conclues entre le ministère des finances et le gouverneur de la Banque de France. — Projet de loi..... p. 507

Situation des fonctionnaires en cas de détachement sur un théâtre d'opérations. — Proposition de loi de M. Albert Schmitt ..... p. 509

Titularisation d'auxiliaires au titre d'emplois réservés. — Proposition de résolution de M. Albert Schmitt..... p. 509

Ristourne sur les carburants agricoles à tous les agriculteurs possédant des tracteurs — Proposition de résolution de M. Waldeck Rochet..... p. 509

Subordination de tout octroi de licences d'importation de laine à la justification d'un achat de laine nationale. — Proposition de résolution de M. Lucien Lambert.... p. 509

Sinistrés des inondations dans les départements de Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, de la Drôme et du Gard. — *Exonération d'impôts.* — Proposition de loi de M. Lucien Lambert ..... p. 510

Importations d'huile d'olive en provenance des pays étrangers. — *Interdiction de toute importation pour la campagne en cours.* — Proposition de résolution de M. Lucien Lambert..... p. 510

Protection de l'olive métropolitaine. — *Intégration dans le plan de garantie des prix définis par le décret du 26 juillet 1947.* — Proposition de loi de M. Lucien Lambert ..... p. 511

Détaxe des carburants utilisés pour les vols d'entraînement, — Proposition de loi de M. Paul Coulon..... p. 511

Groupes sportifs voyageant sur les chemins de fer. — *Réduction de 60 p. 100.* — Proposition de loi de M. Marrane. p. 512

Réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français. — Rapport par M. Midol..... p. 512

Feuille 17.

Réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français. — Rapport par M. Midol (*suite*) ..... p. 513

Hôtels meublés. — *Abrogation de l'arrêté ministériel du 9 février 1951.* — *Fixation du statut et prorogation de la loi du 2 avril 1949.* — Rapport par M. Minjoz.... p. 513

Déclassement de la section Port-Boulet-Avoine-Beaumont. — Rapport par M. Midol..... p. 513

Nom des enfants naturels reconnus d'abord par la mère. — *Modifications des dispositions en vigueur.* — Avis..... p. 513

Installation d'un système électrique de votation dans la salle des séances de l'Assemblée nationale. — Rapport par M. Minjoz..... p. 514

Remise en état de l'écluse du bassin à flot du port des Sables-d'Olonne. — Proposition de résolution par M. Louis Michaud..... p. 514

Code des pensions militaires d'invalidité. — *Modification des dispositions de l'article 81.* — Rapport par M. Bignon. p. 514

Code d'instruction criminelle. — *Extension de l'application des articles 479 et suivants au procès civils.* — Proposition de loi de M. Médecin..... p. 515

Etablissement du régime électoral en matière d'élections municipales. — Proposition de loi..... p. 515

Habitants de Tignes. — *Sauvegarde de leur existence matérielle et professionnelle.* — Proposition de résolution de M. Charret..... p. 516

Institution d'un registre spécial pour l'inscription des artisans. — Proposition de loi de M. Jean-Paul David. p. 516

Limitation du nombre des ministères et de la composition du Gouvernement. — Proposition de loi..... p. 516

Caisses d'Epargne. — *Elévation du montant du compte.* — Proposition de loi de M. de Gracia..... p. 517

Répression de la vente illicite de marchandises sur la voie publique et réglementation de l'exercice du commerce sur la voie publique. — Avis..... p. 517

Retraite des auxiliaires. — *Amélioration du mode de calcul des retenues rétroactives dans les administrations publiques.* — Proposition de loi de M. Maurellet..... p. 517

Service militaire actif. — *Bénéfice de la dispense aux jeunes gens dont deux proches parents sont « Morts pour la France ».* — Rapport par M. Triboulet..... p. 518

Impôts sur les revenus. — *Ouvriers soumis à des horaires irréguliers.* — *Incorporation dans la catégorie des contribuables autorisés à déduire 20 p. 100.* — Proposition de résolution de M. Minjoz..... p. 518

Complément et modification de diverses dispositions du règlement de l'Assemblée nationale. — Rapport par M. Minjoz ..... p. 518

Légion d'honneur. — *Contingent spécial de distinctions aux capitaines ayant commandé des navires à voiles.* — Proposition de résolution de M. Coudray..... p. 521

Redevance pour droit d'usage d'un poste de radio. — *Complément des dispositions relatives à l'exemption de la taxe.* — Proposition de loi de Mme Rose Guérin..... p. 521

Elèves maîtres et maîtresses des écoles normales primaires. — *Bénéfice de l'indemnité de résidence.* — Proposition de loi de M. Signor..... p. 521

Augmentation du coefficient servant au calcul des dommages de guerre mobiliers. — Proposition de loi de M. Brault..... p. 522

Code général des impôts. — Modification de l'article 317 concernant les bouilleurs de cru. — Proposition de loi de M. Delachenal..... p. 522

Bénéficiaires de la loi du 1er août 1950. — Réduction de tarif sur les navires reliant la métropole à la Corse. — Proposition de résolution de M. Cermolacce..... p. 522

Conseil général de la Nouvelle-Calédonie. — Composition et formation. — Proposition de loi de M. Duveau..... p. 523

Règlement des créances de ressortissants français sur l'Allemagne. — Proposition de loi de M. Abelin..... p. 524

Rétablissement des droits syndicaux en agriculture et octroi d'un délai supplémentaire pour l'agrément des coopératives agricoles. — Rapport par M. Boscary-Monsservin. p. 526

Réglementation du port de l'insigne des blessés de guerre. — Rapport par M. Tourné ..... p. 527

Statut des combattants volontaires de la Résistance. — Modification de certaines dispositions de la loi du 25 mars 1949 pour l'attribution de la carte. — Rapport par M. Tourné ..... p. 527

Code général des impôts. — Modification de l'article 211. — Proposition de loi de M. Joseph Denais..... p. 528

Franchise postale aux soldats, marins et aviateurs du contingent. — Rapport par M. Barthélemy ..... p. 528

Système de vente avec timbres primes. — Modification du délai prévu par la loi du 20 mars 1951. — Avis..... p. 528

Officiers supérieurs dégagés des cadres. — Avancement dans le cadre de réserve. — Proposition de loi de M. Alfred Krieger ..... p. 528

Assurés sociaux de plus de soixante ans. — Bénéfice des soins accordés aux invalides. — Proposition de loi de Mme François ..... p. 529

Caisse des retraites des marins. — Prise en considération du temps passé au service de navires ou engins antérieurement possesseurs d'une délivrance obligatoire du rôle d'équipage. — Proposition de loi de M. Cermolacce. p. 529

Suspension des augmentations de loyers jusqu'à la revalorisation des salaires. — Proposition de loi de Mme Rabaté ..... p. 530

Loyers. — Modification de l'article 38 de la loi. — Proposition de loi de M. Pierre Ferri ..... p. 530

Code général des impôts. — Modification de certains articles. — Proposition de loi de M. Pierre Ferri..... p. 531

Lutte contre les marsouins ravageant les filets des pêcheurs. — Proposition de résolution de M. Tourné..... p. 531

Indemnisation des sinistrés immobiliers. — Proposition de résolution de M. Midol ..... p. 532

Personnes contraintes au travail en pays ennemi. — Publication du décret d'administration publique au plus tard le 31 mars 1952. — Proposition de résolution de M. Billat.. p. 532

Auxiliaires des postes, télégraphes et téléphones utilisés dans un emploi permanent pendant au moins quatre heures par jour. — Validation de leurs services de non titulaires pour la retraite. — Proposition de loi de M. Barthélemy ..... p. 533

Rentes viagères. — Modification et complément de certaines dispositions. — Avis par M. Joseph Denais..... p. 533

Impôt sur les sociétés. — Liquidations volontaires des personnes morales. — Proposition de loi de M. Pierre Ferri.. p. 534

Amélioration des canaux desservant le port de Strasbourg. — Proposition de résolution de M. Wolff..... p. 534

Apprentis des centres d'apprentissage et de l'industrie privée. — Bénéfice de la prime de transport. — Proposition de loi de M. Gabriel Paul ..... p. 535

Fromages. — Attribution aux gruyères originaires de certaines régions de l'appellation d'origine « Comté » ou « Beaufort ». — Proposition de loi de M. Barthélemy.. p. 535

Hôtels et meublés. — Bénéfice du maintien dans les lieux aux locataires. — Proposition de loi de Mme Rabaté.. p. 536

Pensions civiles et militaires. — Réforme du régime et revision administrative de certaines pensions. — Avis par M. Charles Barangé ..... p. 536

Engrais. — Annulation des hausses intervenues depuis juillet 1951 et baisse immédiate de 25 p. 100. — Proposition de résolution de M. Waldeck Rochet ..... p. 536

Habitants de Tignes. — Désignation d'une commission d'enquête en vue d'étudier les conditions dans lesquelles ont été assurées la sauvegarde et l'existence matérielle et professionnelle. — Proposition de loi de M. Vendroux. p. 537

Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines. — Augmentation de 20 p. 100 du montant des prestations. — Proposition de loi de M. Meck ..... p. 538

Combattants volontaires de la Résistance. — Suppression de la forclusion fixée au 24 mars 1952 concernant les demandes de cartes. — Proposition de résolution de M. André Bardon..... p. 538

Demandes en autorisation de poursuites contre des membres de l'Assemblée...... p. 538

Revision du mode d'indemnisation des porteurs de titres des sociétés de l'électricité et du gaz. — Proposition de loi de M. Jules Julien..... p. 538

Heure de reprise du travail du vendredi après-midi pour les Musulmans. — Rapport par M. Joseph Dumas..... p. 539

Service militaire. — Modification de certaines dispositions des lois des 30 novembre 1950 et 31 mars 1928. — Rapport supplémentaire de M. de Villeneuve..... p. 540

Coopération agricole. — Modification de certaines dispositions concernant le statut juridique. — Avis par M. Abelin... p. 540

Statut général du personnel des communes et établissements publics communaux. — Avis par M. Robert Lecourt.... p. 540

Variation du salaire minimum interprofessionnel garanti. — Avis ..... p. 540

Majoration des taux de crédit accordés à un ouvrier désirant s'installer comme artisan. — Rapport par M. Meck..... p. 541

Billets populaires de congé annuel. — Prolongation de quinze jours. — Avis par M. Marcel Noël..... p. 541

Vente à crédit d'engins propres à l'exécution de transports combinés rail-route. — Rapport par M. Maurice Grimaud ..... p. 541

Agents des postes, télégraphes et téléphones en fonction dans le département de la Corse. — Attribution d'une prime d'insularité. — Rapport par M. Barthélemy..... p. 541

Déclassement de la section Amélie-les-Bains—Arles-sur-Tech de la ligne d'intérêt général d'Elne à Arles-sur-Tech. — Rapport par M. Regaudie..... p. 542

Prolongation de limite d'âge des candidats particulièrement éprouvés par les circonstances de la guerre. — Proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret..... p. 542

Etrangers déportés et internés politiques. — Modification de certaines dispositions législatives. — Proposition de loi de Mme Rose Guérin..... p. 542

Protection des appellations d'origine. — Modification de la législation. — Proposition de loi de M. Laborde..... p. 542

Code général des impôts. — Complément à l'article 408. — Proposition de loi de M. Laborde..... p. 544

Impôt foncier. — Exonération pendant vingt-cinq ans à tous les immeubles sinistrés. — Proposition de résolution de M. René Schmitt..... p. 544

Feuille 18.

Impôt foncier. — Exonération pendant vingt-cinq ans à tous les immeubles sinistrés. — Proposition de résolution de M. René Schmitt *(suite)* ..... p. 545

Taxes postales et assimilées applicables outre-mer. — Procédure de fixation. — Rapport par M. July..... p. 545

Présentation, à l'Assemblée nationale, des candidatures pour un siège de membre titulaire du conseil supérieur de la magistrature. — Rapport supplémentaire par M. Minjoz ..... p. 545

Renouvellement des membres de l'Assemblée de l'Union française élus par les représentants de l'Assemblée nationale. — Abrogation des dispositions de la loi du 27 août 1947. — Rapport par M. Baylet..... p. 545

Aveugles enrôlés dans la résistance. — Institution d'une allocation spéciale. — Rapport par M. Pradeau..... p. 546

Union française des associations de combattants et de victimes de guerre. — Rapport par M. Devemy..... p. 547

Loi de finances du 31 décembre 1938. — Modification de l'article 103. — Rapport par M. Devemy..... p. 547

Assurances sociales dans l'agriculture. — Modification du décret du 30 octobre 1935. — Proposition de loi de M. Le Sciellour ..... p. 548

Secours immédiat aux veuves. — Formation professionnelle. — Exemption d'arriérés d'impôts. — Proposition de loi de Mlle Dienesch ..... p. 548

Redevance du droit d'usage des postes de T. S. F. — Exonération aux bénéficiaires de l'allocation temporaire aux vieux. — Proposition de loi de M. Bouxom..... p. 548

Evolution sociale des pays d'outre-mer. — Transformation ou amélioration dans le secteur autochtone de l'habitat et de l'alimentation. — Proposition de loi de M. Ranaivo. p. 548

Suppression du recouvrement des impôts et des taxes inférieures à 100 F. — Proposition de loi de M. Villard.... p. 549

Industrie de l'espadrille dans les Basses-Pyrénées. — Mesures en vue de remédier à la crise que traverse cette industrie. — Proposition de résolution de M. Mora..... p. 549

Déclaration de naissance. — Inscription au registre de l'état civil du domicile des parents. — Proposition de loi de M. de Tinguy..... p. 550

Marchés de gré à gré et achats sur simple facture par les communes. — Relèvement des maxima. — Proposition de résolution de M. de Tinguy..... p. 550

Travailleurs du bâtiment et des travaux publics. — Payement d'indemnités en cas d'intempéries. — Rapport par M. Fouyet..... p. 550

Réparations dues aux victimes de la silicose. — Rapport par M. Mailhe..... p. 551

Elections prud'homales. — Abaissement de 25 à 18 ans de l'âge requis pour être électeur. — Rapport par Mme Francine Lefebvre..... p. 553

Fonctionnarisation du personnel d'enseignement professionnel des centres d'apprentissage publics. — Proposition de loi de M. Gabriel Paul..... p. 553

Aliments du bétail. — Suppression de la taxe de 6,35 p. 100. — Proposition de loi de M. Billat..... p. 554

Maintien du tronçon de ligne Fontarèches-Laudun. — Proposition de résolution de M. Gabriel Roucaute..... p. 554

Maintien du trafic voyageur sur la ligne Buzy-Laruns. — Maintien du trafic marchandises sur la ligne Tarbes-Puyoô. — Proposition de résolution de M. Mora..... p. 554

Aide aux sinistrés du cyclone de l'île de la Réunion. — Proposition de résolution de M. Vergès..... p. 555

Proposition de résolution de M. Raphaël Babet..... p. 557

Retraite du combattant. — Rétablissement de deux seules catégories de bénéficiaires. — Proposition de loi de M. Tourné..... p. 555

Carte du combattant. — Attribution aux militaires des régiments territoriaux. — Proposition de loi de M. Mouton. p. 556

Sécurité sociale. — Extension du bénéfice de la loi du 29 juillet 1950 à diverses catégories de veuves et pensionnés. — Proposition de loi de M. Mouton..... p. 556

Abonnements téléphoniques souscrits par les questures des Assemblées: nationale, Conseil de la République et Union française. — Proposition de loi de M. Pierre Souquès ..... p. 557

Baisse sur les produits industriels et les engrais nécessaires à l'agriculture. — Proposition de résolution de M. Waldeck-Rochet ..... p. 557

Médailles d'argent aux instituteurs et institutrices. — Proposition de loi de M. Jean-Paul David..... p. 558

Loi de finances. — *Exercice 1952.* — Projet de loi..... p. 558

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DU CONSEIL

Délégation de signature.

Le président du conseil des ministres,

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant création à la présidence du conseil du plan de modernisation et d'équipement, et fixant les attributions du commissaire général au plan;

Vu le décret du 14 décembre 1951 prescrivant l'établissement d'un deuxième plan de modernisation et d'équipement et fixant les attributions du commissaire général au plan;

Vu le décret du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer par arrêté leur signature,

Arrête:

Art. 1er. — Délégation permanente est donnée à M. Etienne Hirsch, commissaire général au plan, pour signer, au nom du président du conseil:

a) Toutes ordonnances de payement, de virement et de délégation émises sur les crédits ouverts au budget de la présidence du conseil au titre du commissariat général au plan, toutes pièces justificatives de dépenses, tous ordres de recettes, toutes décisions portant engagement de dépenses, tous marchés de fournitures et approbation desdits marchés, en général, toutes opérations comptables intéressant ce même budget;

b) Tous arrêtés ou décisions portant nomination dans les services du commissariat général au plan.

Art. 2. — En cas d'absence ou empêchement du commissaire général au plan, M. Maurice Alcardi, chef de service, est autorisé à signer en son nom tous les actes visés à l'article 1er (*a* et *b*).

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 octobre 1952.

ANTOINE PINAY.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Conseillers et secrétaires des affaires étrangères.

Par arrêté du 6 octobre 1952:

Sont promus à la 2e classe des conseillers des affaires étrangères, 1er échelon, à compter du 1er août 1952:

MM. Monod (Guy), Luc (Robert), Michel (Claude), de Courson de La Villeneuve, Laporte, Wernert, Grellet, Tine, secrétaires des affaires étrangères de 1re classe.

Sont promus à la 1re classe des secrétaires des affaires étrangères, 1er échelon, à compter du 1er août 1952:

MM. Soutou, de Geis de Guyon de Pampelonne, Regnier, de Liencourt, Jeannel, Clostermann, secrétaires des affaires étrangères de 2e classe.

Est rapporté l'arrêté du 7 juin 1952 en ce qui concerne la promotion de M. de La Gorce à la 2e classe des secrétaires des affaires étrangères, 1er échelon, à compter du 2 mars 1952.

Sont promus secrétaires des affaires étrangères de 2e classe, 1er échelon:

(A compter du 1er juillet 1952.)

M. de La Gorce.

(A compter du 15 août 1952.)

MM. Vaurs, Maisonnier, Picquet, Deloche de Noyelle, Chayet (Claude), de Peyster, Savelli, Laouette (René), secrétaires des affaires étrangères de 3e classe.

MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Décret n° 52-1120 du 1er octobre 1952 portant autorisation de dépenses, à titre d'avances, en excédent des crédits ouverts (modifications précédemment apportées à la composition du Gouvernement et mesures diverses).

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur la proposition du secrétaire d'Etat au budget,

Vu l'article 43 de la loi de finances du 30 avril 1921;

Vu l'article 4 du décret du 25 juin 1934 sur l'organisation de la comptabilité publique;

Vu l'article 5 du décret du 29 novembre 1934 relatif à l'application du décret susvisé;

Vu les décrets des 20 janvier, 8 et 14 mars et 18 septembre 1952 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu l'article 53 de la loi de finances pour l'exercice 1951 (n° 51-598 du 24 mai 1951);

Vu les lois nos 51-1485, 51-1489, 51-1490, 51-1495, 51-1496 et 51-1500 du 31 décembre 1951 relatives au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Agriculture, Finances [II: Services financiers], Affaires économiques, Marine marchande, Présidence du conseil, Travaux publics, transports et tourisme [I: Travaux publics, transports et tourisme]);

Vu la loi n° 52-3 du 3 janvier 1952 relative au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Finances. — I: Charges communes),

Décrète:

Art. 1er. — Est autorisée, à titre d'avances, en excédent des crédits ouverts pour l'exercice 1952 par les lois relatives au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 et par des textes spéciaux, l'imputation sur le budget général de dépenses s'élevant à la somme de 208.592.000 F réparties par service et par chapitre, conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Sur les crédits ouverts au ministre des finances et des affaires économiques par la loi n° 52-3 du 3 janvier 1952 et par des textes spéciaux, une somme de 183.561.000 F est

et demeure définitivement annulée au titre du chapitre 6440 « Dépenses éventuelles » du budget des finances (I: Charges communes).

Art. 3. — Les dépenses ainsi autorisées seront engagées, ordonnancées et acquittées comme en matière de dépenses budgétaires.

Art. 4. — Le présent décret sera soumis à l'approbation du Parlement dans les délais fixés par les articles 4 du décret du 25 juin 1934 et 5 du décret du 29 novembre 1934.

Art. 5. — Le secrétaire d'Etat au budget est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1er octobre 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

Le secrétaire d'Etat au budget,

JEAN-MOREAU.

Etat des dépenses autorisées au titre de l'exercice 1952.

CHAPITRES	DÉSIGNATION DES SERVICES	MONTANT des dépenses autorisées.
		milliers de francs.
	Agriculture.	
	4e partie. — Personnel.	
4030	Inspection générale de l'agriculture. — Rémunérations principales	1.830
	7e partie. — Subventions.	
	a) Subventions.	
5080	Prophylaxie des maladies contagieuses des animaux. — Contrôle de la salubrité des viandes. — Amélioration de la recherche vétérinaire. — Indemnités pour abatage d'animaux	155.000
	Total pour l'agriculture	156.830
	Finances.	
	I. — CHARGES COMMUNES	
	8e partie. — Dépenses diverses.	
6400	Rémunération des médecins phtisiologues, cancérologues et psychiatres. — Frais de fonctionnement des comités médicaux départementaux	17.000
	II. — SERVICES FINANCIERS	
	4e partie. — Personnel.	
1000	Administration centrale. — Rémunérations principales	248
1030	Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses	1.875
3000	Administration centrale. — Corps de contrôle et conseil national des assurances. — Remboursement de frais	55
3010	Administration centrale. — Corps de contrôle et conseil national des assurances. — Matériel	3.000
3220	Acquisitions et entretien des matériels automobiles	2.956
	Total pour finances (II. — Services financiers)	8.134
	Affaires économiques.	
	4e partie. — Personnel.	
1000	Administration centrale. — Rémunérations principales	317
	6e partie. — Charges sociales.	
4020	Réparations civiles	5.683
	Total pour les affaires économiques	6.000
	Marine marchande.	
	8e partie. — Dépenses diverses.	
6000	Frais de justice devant les tribunaux civils, administratifs et de commerce. — Réparation de dommages. — Réparations civiles	2.956
	Présidence du conseil.	
	I. — SERVICES ADMINISTRATIFS	
	4e partie. — Personnel.	
1000	Administration centrale. — Rémunérations principales	1.320
1010	Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses	1.847
	5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.	
3000	Matériel	3.000
3010	Remboursement de frais	217
3020	Dépenses d'achat, d'entretien et de fonctionnement du matériel automobile	360
3030	Loyers et indemnités de réquisition	760
	Total pour les services administratifs de la présidence du conseil	7.504
	IV. — SERVICES DE LA DÉFENSE NATIONALE	
	B. — SERVICE DE DOCUMENTATION EXTÉRIEURE ET DE CONTRE-ESPIONNAGE	
	8e partie. — Dépenses diverses.	
6000	Réparations civiles. — Frais de justice	775
	Travaux publics, transports et tourisme.	
	I. — TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME	
	4e partie. — Personnel.	
1000	Administration centrale. — Rémunérations principales	80
1010	Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses	378
	5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.	
3000	Administration centrale. — Matériel, frais de fonctionnement et remboursement de frais.	8.379
3100	Loyers des bureaux et indemnités de réquisition	74
3110	Véhicules automobiles, achat, entretien et fonctionnement	135
3120	Remboursements à diverses administrations.	347
	Total pour les travaux publics, transports et tourisme	9.393
	RECAPITULATION	
	Agriculture	156.830
	Finances:	
	I. — Charges communes	17.000
	II. — Services financiers	8.134
	Affaires économiques	6.000
	Marine marchande	2.956
	Présidence du conseil:	
	I. — Services administratifs	7.504
	IV. — Services de la défense nationale.	
	B. — Service de documentation et de contre-espionnage	775
	Travaux publics, transports et tourisme:	
	I. — Travaux publics, transports et tourisme	9.393
	Total général	208.592

Décret n° 52-1121 du 1er octobre 1952 portant autorisation de dépenses à titre d'avance en excédent des crédits ouverts.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'article 43 de la loi de finances du 30 avril 1921;

Vu l'article 4 du décret du 25 juin 1934 sur l'organisation de la comptabilité publique;

Vu l'article 5 du décret du 29 novembre 1934 relatif à l'application du décret du 25 juin 1934 sur l'organisation de la comptabilité de l'Etat;

Vu la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948, et notamment son article 40;

Vu l'article 4 de la loi n° 51-1508 du 31 décembre 1951 relative aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1952;

Vu l'article 1er de la loi n° 52-401 du 14 avril 1952,

Décrète:

Art. 1er. — Est autorisée à titre d'avance en excédent des crédits ouverts par l'article 4, état D, de la loi n° 51-1508 du 31 décembre 1951 et les textes subséquents, l'imputation sur les comptes spéciaux du Trésor (comptes d'avances) d'une somme s'élevant à 1.500 millions de francs et imputable au compte « Avances à divers organismes, services ou particuliers », ligne « Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines ».

Art. 2. — Pour compenser cette charge nouvelle, sur les crédits ouverts par l'article 4, état D, susvisé de la loi du 31 décembre 1951, un crédit de 1.500 millions de francs est définitivement annulé au titre du compte « Avances aux collectivités locales et établissements publics » ligne 1: « Collectivités locales et établissements publics (article 70 de la loi du 31 mars 1932) ».

Art. 3 — Les dépenses autorisées à l'article 1er ci-dessus seront engagées, ordonnancées et acquittées selon la procédure applicable aux dépenses imputées aux comptes spéciaux retraçant des opérations d'avances du Trésor.

Art. 4. — Le présent décret sera soumis à l'approbation du Parlement dans les délais fixés par les articles 4 du décret du 25 juin 1934 et 5 du décret du 29 novembre 1934.

Art. 5. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat aux finances et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1er octobre 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

Le secrétaire d'Etat aux finances,
PIERRE ABELIN.

Le secrétaire d'Etat au budget,
JEAN-MOREAU.

Remboursement des charges fiscales aux entreprises exportatrices.

Le président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat aux affaires économiques et le secrétaire d'Etat au budget,

Vu le décret n° 50-1261 du 6 octobre 1950 en son article 19;
Vu les arrêtés d'application du 30 juin 1952,

Arrêtent:

Art. 1er. — L'alinéa 1er de l'article 1er de l'arrêté du 30 juin 1952 précité, relatif au remboursement forfaitaire de certaines charges fiscales aux entreprises exportatrices, est remplacé par les dispositions suivantes:

« Les affaires d'exportation en simple sortie et les affaires de réexportation en suite d'admission temporaire, après transformation, réalisées à destination des pays étrangers, autres que ceux énumérés dans la liste annexée au présent arrêté (annexe 1), soit directement, soit par l'intermédiaire d'un groupement agréé, ouvrent à l'entreprise exportatrice, dans les conditions visées ci-après, droit à un remboursement forfaitaire des charges fiscales autres que celles visées par l'arrêté du 30 juin 1952 précité, qu'elle supporte ».

Art. 2. — Le directeur du budget, le directeur général des douanes et droits indirects, le directeur général des impôts, le directeur de la comptabilité publique, le directeur des relations économiques extérieures, le directeur général des prix et des enquêtes économiques sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à compter du 1er octobre 1952.

Fait à Paris, le 6 octobre 1952.

Le président du conseil,
ministre des finances et des affaires économiques,
ANTOINE PINAY.

Le secrétaire d'Etat au budget,
JEAN-MOREAU.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,
TONY RÉVILLON.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décret n° 52-1119 du 6 octobre 1952 modifiant le décret n° 52-973 du 20 août 1952 fixant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité de la deuxième fraction du contingent à incorporer en 1952.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale, du secrétaire d'Etat à la guerre et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée;

Vu le décret n° 52-973 du 20 août 1952 fixant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité de la deuxième fraction du contingent à incorporer en 1952,

Décrète:

Art. 1er. — L'article 2 du décret n° 52-973 du 20 août 1952 est modifié comme suit:

Au lieu de:

« Armée de l'air: en deux fois, à partir du 1er novembre 1952 et du 16 janvier 1953 »,

Mettre:

« Armée de l'air: en deux fois, à partir du 15 octobre 1952 et du 16 janvier 1953 ».

Art. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification du Parlement, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950.

Art. 3. — Le ministre de la défense nationale et le secrétaire d'Etat à la guerre sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 octobre 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la défense nationale,
R. PLEVEN.

Le secrétaire d'Etat à la guerre
PIERRE DE CHEVIGNÉ.

Décret du 6 octobre 1952 portant délégation de signature.

Le ministre de la défense nationale,

Vu le décret du 8 mars 1952 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu l'arrêté du 2 avril 1952 donnant délégation de signature à M. le général de division Ganeval (Jean), chef de l'état-major particulier du ministre de la défense nationale,

Décrète:

Art. 1er. — Délégation est donnée, en cas d'absence ou d'empêchement de M. le général de division Ganeval, chef de l'état-major particulier du ministre de la défense nationale, à M. le colonel Grout de Beaufort (Guy) pour signer, au nom du ministre de la défense nationale, tous actes, décisions et arrêtés relatifs aux affaires d'ordre purement militaire à l'exclusion des décrets.

Art. 2. — Le ministre de la défense nationale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 octobre 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la défense nationale,
R. PLEVEN.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décrets du 6 octobre 1952 portant modification du classement territorial de préfectures.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu le décret n° 46-2295 du 19 octobre 1946 fixant le classement territorial des postes préfectoraux;

Vu le décret n° 50-699 du 19 juin 1950 portant règlement d'administration publique et relatif au statut particulier du corps préfectoral, modifié par le décret n° 51-751 du 14 juin 1951,

Décrète:

Art. 1er. — La préfecture de la Vienne est rangée dans la catégorie des préfectures de 1re classe.

Art. 2. — Le secrétariat général de la préfecture de la Vienne est rangé dans la catégorie des secrétariats généraux de préfecture de 1re classe.

Art. 3. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 octobre 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

Le ministre de l'intérieur,
CHARLES BRUNE.

Le secrétaire d'Etat au budget,
JEAN-MOREAU.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu le décret n° 46-2295 du 19 octobre 1946 fixant le classement territorial des postes préfectoraux;

Vu le décret n° 50-699 du 19 juin 1950 portant règlement d'administration publique et relatif au statut particulier du corps préfectoral, modifié par le décret n° 51-751 du 14 juin 1951,

Décrète:

Art. 1er. — La préfecture de la Haute-Vienne est rangée dans la catégorie des préfectures de 1re classe.

La préfecture d'Eure-et-Loir est rangée dans la catégorie des préfectures de 2e classe.

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 octobre 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

Le ministre de l'intérieur,
CHARLES BRUNE.

Le secrétaire d'Etat au budget,
JEAN-MOREAU.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Nomination des membres de la commission consultative du charbon et de l'acier.

Rectificatif au *Journal officiel* du 5 octobre 1952: page 9550, 1re colonne, au lieu de: « Fait à Paris, le 4 août 1952 », lire: « Fait à Paris, le 4 octobre 1952 ».

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Modification du règlement de l'école nationale supérieure des beaux-arts.

Le secrétaire d'Etat aux beaux-arts,

Vu le décret du 30 septembre 1883 portant organisation de l'école nationale supérieure des beaux-arts;

Vu l'arrêté du 3 août 1919 relatif au fonctionnement des jurys d'architecture;

Vu le règlement de cet établissement;

Sur la proposition du conseil supérieur de l'enseignement des beaux-arts et du comité consultatif de l'enseignement de l'architecture,

Arrête:

Article unique. — Le règlement de l'école nationale supérieure des beaux-arts est modifié de la manière suivante:

Architecture.

« Les épreuves du concours d'admission à la seconde classe d'architecture sont les suivantes.

« 1° Une composition d'éléments d'architecture (coefficient: 20) rendu demi grand aigle, épreuve en douze heures.

« Cette épreuve est notée par le jury d'architecture en exercice, qui fonctionne suivant les modalités fixées par l'article 3 de l'arrêté du 3 août 1919 modifié par le décret du 13 avril 1950. Les compositions qui n'ont pas obtenu une note égale ou supérieure à 7 sont éliminées définitivement ».

. . . . . .

(Le reste sans changement.)

« Prix des anciens élèves américains de l'atelier Laloux.

« *Art. 66.* — . . . . . .

Ce concours est ouvert aux élèves de la première classe d'architecture ayant obtenu au moins une médaille sur projet rendu.

. . . . . .

(Le reste de l'article sans changement.)

Peinture et sculpture.

« *Art. 2.* — Bourses d'études. — Un certain nombre de bourses d'études sont attribuées aux élèves français tant en raison de leur situation pécuniaire que de leur zèle, de leurs aptitudes et des récompenses obtenues. Ces bourses sont attribuées pour un an; elles peuvent être renouvelées pour une seconde et une troisième année.

. . . . . .

« *Art 4.* — . . . . . .

D'autre part, la limite d'âge pour se présenter au concours d'entrée est fixée ainsi qu'il suit: pour la seconde classe, n'avoir pas atteint sa vingt-quatrième année le jour de la première épreuve du concours auquel le candidat se présente; pour la première classe, n'avoir pas atteint sa vingt-sixième année le jour de la première épreuve du concours auquel le candidat se présente.

. . . . . .

(Le reste de l'article sans changement.)

Fait à Paris, le 30 septembre 1952.

Pour le secrétaire d'Etat aux beaux-arts et par délégation:

Le directeur du cabinet,
MAURICE BONAFOUS.

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Décret n° 52-1122 du 6 octobre 1952 fixant les régimes de rémunération, de la durée du séjour réglementaire, des congés administratifs et des prestations familiales des personnels civils titulaires et des militaires à solde mensuelle en service dans les Etablissements permanents des terres australes et antarctiques françaises.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu l'ordonnance du 23 juin 1945 portant réforme générale du régime de solde des militaires et assimilés des armées de terre, de mer et de l'air;

Vu l'ordonnance du 11 juillet 1945 relative à la revision des traitements des fonctionnaires des cadres généraux des colonies;

Vu la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 fixant les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes personnels;

Vu la loi n° 51-631 du 24 mai 1951 relative au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (France d'outre-mer, dépenses civiles);

Vu le décret n° 50-75 du 13 janvier 1950 créant une indemnité spéciale de résidence en faveur des personnels en service dans les dépendances australes de Madagascar;

Vu le décret n° 51-511 du 5 mai 1951 fixant, en application de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950, les régimes de rémunération, des prestations familiales, des congés administratifs de certains cadres de fonctionnaires civils relevant du ministère de la France d'outre-mer, et l'arrêté interministériel n° 629 du 7 mai 1951;

Vu le décret n° 51-1185 du 11 octobre 1951 modifiant les régimes de rémunération et des prestations familiales des militaires à solde mensuelle et à solde spéciale progressive entretenus au compte du budget du ministère de la France d'outre-mer dans les territoires relevant dudit ministère;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Généralités.

Art. 1er. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux personnels civils titulaires et aux militaires à solde mensuelle en service dans les Etablissements permanents des terres australes et antarctiques françaises.

TITRE Ier. — *Régime de rémunération.*

Art. 2. — Les dispositions relatives au régime de rémunération telles que fixées dans les articles suivants du présent décret sont applicables, en ce qui les concerne, et pour compter du 1er janvier 1952, aux catégories de personnel visées à l'article 1er du présent décret en service dans les Etablissements des terres australes et antarctiques françaises.

Art. 3. — Dans la position de service dans les terres australes et antarctiques françaises, les personnels civils titulaires et les militaires à solde mensuelle perçoivent:

La rémunération de base correspondant à leur classement indiciaire;

Le complément spécial défini par l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950, suivant les dispositions des articles 3 et 4 du décret n° 51-511 du 5 mai 1951, ou, s'il s'agit des personnels militaires, des articles 3 et 4 du décret n° 51-1185 du 11 octobre 1951;

L'indemnité d'éloignement définie par l'article 2, alinéa deuxième, de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950, suivant les dispositions des articles 7, 8, 9 et 10 du décret n° 51-511 du 5 mai 1951, ou, s'il s'agit des personnels militaires, des articles 7, 8 et 9 du décret n° 51-1185 du 11 octobre 1951;

Une indemnité dite « indemnité de service des terres australes et antarctiques françaises » attribuée dans les conditions fixées à l'article 7 suivant du présent décret.

Art. 4. — Les éléments de la rémunération sont libellés et payés en francs métropolitains.

Art. 5. — Le complément spécial attribué aux personnels susvisés en service dans les établissements permanents des terres australes et antarctiques françaises est fixé à quatre dixièmes de la solde indiciaire de base.

Art. 6. — L'indemnité d'éloignement est allouée aux personnels en service dans les établissements permanents des terres australes et antarctiques françaises.

Elle est payée en deux fractions égales, l'une au départ l'autre au retour, fixées chacune en mois et jours de la solde indiciaire de base en vigueur au moment de sa liquidation et conformément au barème ci-dessous:

Iles de la Nouvelle-Amsterdam et de Saint-Paul.	Archipel des Kerguélen, archipel des Crozet, Terre Adélie.
Séjour: 1 an.	Séjour: 1 an.
7 mois.	7 mois 15 jours.

Art. 7. — Les dispositions du décret n° 50-75 du 13 janvier 1950 créant une indemnité spéciale de résidence en faveur des personnels en service dans les dépendances australes de Madagascar sont abrogées.

Une indemnité dite « indemnité de service des terres australes et antarctiques françaises » est allouée aux personnels en service dans les Etablissements permanents des terres australes et antarctiques françaises.

Cette indemnité est basée sur la rémunération principale brute soumise aux retenues pour pension.

Son taux, fixé à 90 p. 100 pour les îles Kerguélen, les îles Crozet et la Terre Adélie; à 80 p. 100 pour l'Ile de la Nouvelle-Amsterdam et l'Ile Saint-Paul, s'applique:

Pour les personnels bénéficiant d'une rémunération principale égale ou inférieure à la rémunération afférente à l'indice 224 inclus pour la totalité de la rémunération effectivement perçue;

Pour les personnels bénéficiant d'une rémunération principale supérieure à la rémunération afférente à l'indice 224, à la totalité de la tranche égale à la rémunération afférente à l'indice 224, aux trois quarts de la tranche comprise entre la rémunération afférente à l'indice 224 et le double de cette rémunération et à la moitié de la tranche excédant deux fois la rémunération afférente à l'indice 224.

Art. 8. — Les émoluments auxquels peuvent prétendre les différentes catégories de personnel objet du présent décret, lorsqu'elles se trouvent dans une position rétribuée autre que celle de service (permission, congé, transit, expectative de retraite, maintien par ordre, etc.) sont calculés sur la base de la solde afférente à leur grade ou à leur emploi affectés, le cas échéant, de l'index de correction applicable à cette solde dans le territoire de résidence, ainsi que des indemnités de résidence et de cherté de vie en vigueur dans ce territoire suivant les taux les plus élevés applicables aux fonctionnaires recevant la même solde.

En cours de traversée à bord des paquebots ou en avion les personnels susvisés ne peuvent prétendre qu'à la solde de présence ou la rémunération de base dégagée de tous ses accessoires.

Art. 9. — La solde afférente à la disposition de service dans les Etablissements permanents des terres australes et antarctiques françaises prend effet pour compter du jour de la dernière escale en territoire français et cesse, au retour, pour compter du jour de la première escale en territoire français, l'une et l'autre de ces escales s'entendant en dehors desdits établissements.

TITRE II. — *Durée de séjour réglementaire.*

Art. 10. — La durée du séjour réglementaire dans les Etablissements des terres australes et antarctiques françaises est fixée à douze mois.

Toutefois, à la demande de l'intéressé et sur avis favorable du médecin chargé du service de santé de l'établissement dans lequel le fonctionnaire ou le militaire se trouve en service, la durée du séjour peut être prolongée d'une année.

TITRE III. — *Congés administratifs.*

Art. 11. — La durée du congé administratif auquel peuvent prétendre les personnels visés par le présent décret est fixée à trois mois pour en jouir, au choix du titulaire, soit dans la métropole, soit dans le territoire dont il est originaire.

La durée de ce congé se trouve portée à six mois pour le personnel ayant effectué dans les terres australes et antarctiques un séjour ininterrompu de deux années.

TITRE IV. — *Régime des prestations familiales.*

Art. 12. — Les personnels en service dans les Etablissements permanents des terres australes et antarctiques françaises recevront les avantages familiaux (supplément familial de traitement et prestations familiales) dont ils auraient bénéficié en service dans leur territoire de provenance.

Art. 13. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la France d'outre-mer, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura effet du 1er janvier 1952 et sera publié au *Journal officiel* de la République française, et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 6 octobre 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

Le ministre de la France d'outre-mer,
PIERRE PFLIMLIN.

Le secrétaire d'Etat au budget,
JEAN-MOREAU.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
GUY PETIT.

Décret du 6 octobre 1952 portant nominations dans la magistrature d'outre-mer.

Par décret en date du 6 octobre 1952:

M. Callier, procureur de la République près le tribunal de 1re classe de Dakar, est nommé avocat général près la chambre de cour d'appel de Fort-Lamy, en remplacement de M. Sinoir, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

M. Thomas, substitut du procureur général près la cour d'appel de Brazzaville, est nommé avocat général près ladite cour, en remplacement de M. Nadalat, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

M. Hulin, substitut du procureur général près la cour d'appel de Dakar, est nommé procureur de la République près le tribunal de 1re classe de Dakar, en remplacement de M. Callier appelé à d'autres fonctions.

M. Chiappini, procureur de la République près le tribunal de Diégo-Suarez, magistrat du 6e degré à titre personnel, est nommé substitut du procureur général près la cour d'appel de Brazzaville, en remplacement de M. Thomas appelé à d'autres fonctions.

M. Roux, procureur de la République de 2e classe, en service détaché au ministère de la France d'outre-mer, est nommé substitut général près d'une cour d'appel de 1re classe, et maintenu en détachement.

M. Drouhet, procureur de la République de 2e classe, en service détaché au ministère de la France d'outre-mer, pour servir à l'E. N. F. O. M., est nommé substitut général près d'une cour d'appel de 1re classe, et maintenu en détachement.

M. Guy, juge d'instruction au tribunal de 2e classe de Tananarive, est nommé procureur de la République près le tribunal de 3e classe de Diégo-Suarez, en remplacement de M. Chiappini, appelé à d'autres fonctions.

MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Décret du 6 octobre 1952 portant nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret du Président de la République en date du 6 octobre 1952, rendu sur la proposition du ministre des anciens combattants et victimes de guerre, et vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur des 12 et 25 septembre 1952, portant que les nominations comprises dans le présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont nommés:

Au grade de chevalier.

MM.

Guillemain (Eugène), président de l'association des retraités militaires proportionnels du Rhône et de leurs veuves; 49 ans 8 mois de services civils et militaires.

Ansselin (Emile-Henri-Marcel), président général de l'association des anciens combattants d'Orient et des T. O. E. de Rouen et de la région; 43 ans 6 mois de services civils et militaires.

Poindessault (Jean-Eugène-Henri), vice président de l'union nationale des évadés de guerre; 27 ans 2 mois de services civils et militaires.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

ANNÉE 1952

Ordre du jour du mardi 7 octobre 1952.

A seize heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination, par suite de vacance, d'un membre d'une commission.

2. — Discussion: I. des propositions de loi: 1° de M. Joseph Denais tendant à réprimer la vente spéculative des immeubles à usage d'habitation; 2° de M. Citerne et plusieurs de ses collègues tendant à réprimer la vente spéculative des appartements, à annuler les promesses de vente déjà consenties et à accorder un droit de priorité d'achat aux locataires occupant les locaux mis en vente; 3° de M. Joseph Denais tendant à freiner les manœuvres spéculatives auxquelles donne lieu la vente des immeubles par appartements; 4° de M. Joseph Denais tendant à réglementer les ventes des immeubles par appartements; 5° de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à réprimer la spéculation sur les ventes d'immeubles par appartements; 6° de M. Louis Rollin ayant pour objet de compléter la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers; 7° de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 20 de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers; 8° de M. Louis Rollin ayant pour objet de modifier la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers des locaux d'habitation ou à usage professionnel; 9° de M. Ramarony tendant à modifier l'article 20 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 sur les loyers; II. de la proposition de résolution de M. Citerne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi concernant la constitution et l'activité des sociétés et groupements s'occupant de ventes et reventes d'appartements, locaux et immeubles à usage d'habitation; III. des propositions de loi: 1° de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues (n° 1735) tendant à régler les rapports entre propriétaires de locaux d'habitation et locataires ou occupants de bonne foi, en cas de vente d'immeubles par appartements et instituant un droit de préemption au profit des locataires et occupants de bonne foi; 2° de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues (n° 2897) tendant à interdire la vente d'immeubles par appartements. (Nos 323, 3616. — M. Minjoz, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le 7 octobre 1952.

N° 3675 (1). — Proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à reconduire et à revaloriser l'indemnité de difficultés administratives accordée aux fonctionnaires d'Alsace et de Moselle (renvoyée à la commission de l'intérieur).

N° 3712. — Proposition de loi de M. Plaisant transmise par M. le président du Conseil de la République, tendant à modifier le taux des taxes de dépôt et des taxes de publication, ainsi que des annuités des brevets d'invention (renvoyée à la commission des finances).

N° 3763. — Proposition de loi de M. Catoire tendant à modifier et à compléter les dispositions de l'article 206 du décret du 27 novembre 1946 relatif aux travaux de reconstitution (renvoyée à la commission de la production industrielle).

N° 3801. — Proposition de loi de M. Penoy tendant à modifier le taux du droit d'enregistrement des ventes publiques de laines (renvoyée à la commission des finances).

N° 3861 (1). — Rapport de M. Midol, au nom de la commission des moyens de communication, sur la proposition de loi tendant à modifier la loi du 16 février 1949 relative aux abonnements téléphoniques forfaitaires souscrits par les questures de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française.

N° 3867 (2). — Projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés (renvoyé à la commission des finances).

N° 3888 (1). — Proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi validant, pour la retraite, les services accomplis par des anciens agents auxiliaires des collectivités locales d'Alsace et de Lorraine n'ayant pas affilié leur personnel au régime de retraites de la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (renvoyée à la commission de l'intérieur).

N° 3921. — Proposition de loi de M. François Bénard tendant à faciliter la participation des collectivités locales à des sociétés d'économie mixte ayant pour objet l'équipement économique social, touristique et culturel (renvoyée à la commission de l'intérieur).

N° 3945. — Proposition de loi de M. Mignot tendant à modifier l'article 15 de la loi du 8 avril 1946 en ce qui concerne les droits respectifs des actionnaires et des porteurs de parts des sociétés d'électricité nationalisées sur les biens restitués (renvoyée à la commission de la production industrielle).

N° 3956. — Proposition de loi de M. Baylet tendant à faire assurer la représentation des entreprises de presse par les organisations professionnelles les plus représentatives (renvoyée à la commission de la presse).

N° 3963. — Proposition de résolution de M. Reille-Soult tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les mesures nécessaires pour enrayer l'épidémie de fièvre aphteuse (renvoyée à la commission de l'agriculture).

N° 3964. — Proposition de loi de M. Fayet tendant à instituer en Algérie la protection sociale des aveugles civils qui ne bénéficient pas d'une pension en vertu d'une législation particulière (renvoyée à la commission de l'intérieur).

N° 3962. — Proposition de loi de M. Camphin tendant à augmenter de 25 p. 100 les retraites servies par la caisse autonome nationale des retraites minières et à accorder la réversibilité des deux tiers aux veuves de mineurs (renvoyée à la commission de la production industrielle).

N° 3966. — Proposition de loi de Mme François tendant à faciliter et à étendre l'adoption et la légitimation adoptive (renvoyée à la commission de la justice).

N° 3967. — Proposition de loi de Mme Grappe tendant à accorder la mise en disponibilité de droit à la femme fonctionnaire en couches demandant, pour élever son enfant, à quitter temporairement les cadres de l'administration (renvoyée à la commission de l'intérieur).

N° 3971. — Proposition de loi de M. Moisan tendant à la création de conseils supérieurs de prud'hommes (renvoyée à la commission du travail).

N° 3973. — Proposition de loi de M. Cordonnier tendant à supprimer la participation des communes aux dépenses résultant de l'aide aux travailleurs en chômage (renvoyée à la commission de l'intérieur).

N° 3974. — Proposition de loi de M. Florand tendant à modifier l'article 1er de la loi du 22 juillet 1918 accordant des permissions spéciales aux soldats agriculteurs (renvoyée à la commission de la défense nationale).

N° 3975. — Proposition de loi de M. Jean Guitton tendant à modifier les dispositions de l'article 2 de l'acte dit « loi du 9 mars 1941 », validée par l'ordonnance du 7 juillet 1945, sur la réorganisation de la propriété foncière et le remembrement (renvoyée à la commission de l'agriculture).

N° 3977. — Rapport de Mlle Dienesch au nom de la commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi tendant à exonérer tous les pupilles de la nation des droits d'inscription et d'examen.

N° 3979. — Proposition de loi de M. Thiriet tendant à modifier le régime actuel de la meunerie et à garantir les droits des petits exploitants minotiers sinistrés (renvoyée à la commission des affaires économiques).

N° 3988. — Proposition de loi de M. Edouard Depreux tendant à considérer, du point de vue téléphonique, Paris et les communes du département de la Seine comme une seule circonscription (renvoyée à la commission des moyens de communication).

N° 3989. — Proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier les articles 238 du code civil, et 877 et 878 du code de procédure civile (renvoyée à la commission de la justice).

N° 3991. — Proposition de loi de M. Mora tendant à assurer le reclassement des invalides et diminués physiques d'origine civile (renvoyée à la commission du travail).

N° 3992. — Proposition de loi de M. Minjoz tendant à revaloriser, dans les conditions prévues par la loi du 2 août 1949, les pensions supplémentaires ayant leur origine dans « la faute inexcusable » de l'employeur (renvoyée à la commission du travail).

N° 3994. — Proposition de loi de M. Badie tendant à exclure des mesures de licenciement prévues par la loi du 3 septembre 1947 et la loi du 7 janvier 1948, les grands mutilés de guerre, bénéficiaires des dispositions de l'article 1er de la loi du 22 mars 1935, agents des établissements publics, offices, services publics, services concédés ou entreprises nationalisées (renvoyée à la commission de l'intérieur).

N° 3995. — Proposition de loi de M. Delmotte tendant à faciliter la construction de logements dans le cadre de l'accession à la propriété et concernant la garantie des collectivités locales pour les prêts consentis aux personnes qui poursuivent la réalisation de travaux de construction de logements, dans le cadre de l'accession à la propriété (renvoyée à la commission de la reconstruction).

N° 3996. — Proposition de loi de Mlle Dienesch tendant à instituer pour les apprentis une deuxième session de certificat d'aptitudes professionnelles (renvoyée à la commission du travail).

N° 4009. — Proposition de loi de M. Edgar Faure tendant à régler les conditions dans lesquelles les producteurs d'énergie électrique exclus de la nationalisation peuvent écouler leur production (renvoyée à la commission de la production industrielle).

N° 4013. — Proposition de loi de M. Camphin tendant à fixer à trente-huit heures quarante minutes la durée hebdomadaire du travail dans les mines sans diminution de salaire (renvoyée à la commission de la production industrielle).

N° 4016 (1). — Lettre rectificative au projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés (renvoyée à la commission des finances).

N° 4018. — Proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de modifier la loi du 31 mai 1933 et d'assurer les mêmes prestations de l'Etat pour le complément des retraites mutualistes des anciens combattants de 1914-1918 que pour les anciens combattants de 1939-1945 (renvoyée à la commission des pensions).

N° 4019. — Proposition de loi de M. Badie tendant au rattachement des compagnies républicaines de sécurité au ministère de la défense nationale au même titre que la gendarmerie ou la garde républicaine (renvoyée à la commission de la défense nationale).

N° 4020 (1). — Proposition de loi de M. Valentino tendant à l'application dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales (renvoyée à la commission du travail).

N° 4021. — Proposition de loi de M. Gazier tendant à l'organisation du travail à domicile (renvoyée à la commission du travail).

N° 4022. — Avis de Mme Sportisse au nom de la commission de l'intérieur sur la proposition de loi tendant à déterminer le payement des prestations des assurances maladie, longue maladie, maternité aux ayants droit, résidant en Algérie, des salariés ou des assurés volontaires algériens résidant en France.

N° 4027. — Proposition de loi de M. Cavelier tendant à préciser le régime fiscal des aviculteurs (renvoyée à la commission des finances).

N° 4028. — Rapport de M. Charpentier au nom de la commission de l'agriculture et modifiant le rapport et le rapport supplémentaire fait au cours de la précédente législature sur la proposition de loi relative au concours donné par le crédit agricole aux sociétés d'exploitation rurale.

N° 4034. — Proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les communes à accorder des prêts complémentaires à leurs personnels pour la construction de logements (renvoyée à la commission de l'intérieur).

N° 4037. — Rapport de M. Pierre Souquès au nom de la commission des boissons sur la proposition de loi tendant à la création d'un comité interprofessionnel des vins d'appellation contrôlée de Touraine.

N° 4038 (1). — Proposition de loi de M. Toublanc tendant à créer un comité interprofessionnel des vins d'origine du pays nantais (renvoyée à la commission des boissons).

N° 4039. — Proposition de loi de M. Levindrey tendant à compléter l'article 25 de la loi du 28 octobre 1946 relative à la réparation des dommages de guerre (renvoyée à la commission de la reconstruction).

N° 4040. — Proposition de résolution de M. Dubois tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant: 1° à réduire les écarts entre les zones, en ce qui concerne les barèmes de ressources-plafond pour l'attribution des allocations de chômage; 2° à fixer à 75 p. 100 du salaire minimum garanti le taux des allocations de chômage complet; 3° à abroger l'article 10 de la loi du 11 octobre 1940 prévoyant une participation des communes aux dépenses résultant de l'aide aux travailleurs sans emploi (renvoyée à la commission du travail).

N° 4048. — Projet de loi tendant à ratifier le décret du 26 mai 1950 fixant la liste des produits originaires des territoires français d'outre-mer du deuxième groupe à régime préférentiel admissibles en franchise des droits de douane à l'importation dans la métropole, dans les départements français d'outre-mer et en Algérie (renvoyé à la commission des affaires économiques).

N° 4049. — Projet de loi complétant l'article 468 du code pénal (renvoyé à la commission de la justice).

N° 4050. — Projet de loi relatif au recrutement des suppléants rétribués de juges de paix d'Algérie, de Tunisie et du Maroc et au statut des juges de paix d'Algérie (renvoyé à la commission de l'intérieur).

N° 4051. — Projet de loi portant application à l'Algérie de la loi du 2 août 1949 et modification du décret du 5 juin 1947 fixant les conditions d'application à l'Algérie de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz (renvoyé à la commission de l'intérieur).

N° 4052. — Projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention entre la France et la principauté de Monaco sur la sécurité sociale (renvoyé à la commission du travail).

N° 4053. — Projet de loi portant modification de l'article 111 du code de la nationalité (renvoyé à la commission de la justice).

N° 4057. — Proposition de résolution de M. Gazier tendant à inviter le Gouvernement à compléter la réglementation des marchés publics en vue d'assurer aux travailleurs une protection plus efficace (renvoyée à la commission du travail).

N° 4059. — Proposition de résolution de M. Charret tendant à inviter le Gouvernement à étendre l'attribution des bourses prévues par les arrêtés du 16 mai 1949 aux étudiants inscrits dans les facultés libres créées conformément aux lois du 12 juillet 1875 et du 18 mars 1880 (renvoyée à la commission de l'éducation nationale).

N° 4060. — Rapport de M. Alcide Benoit, fait au nom de la commission des boissons, sur les propositions de loi tendant à augmenter les distances de plantation dans l'aire de la Champagne viticole.

N° 4062. — Proposition de loi de M. Catroux tendant à permettre aux artisans ruraux de pouvoir utiliser les services d'un compagnon ayant terminé son apprentissage de dix-huit à vingt et un ans, tout en conservant le bénéfice des dispositions de l'article 184 du code général des impôts (renvoyée à la commission des finances).

N° 4063. — Rapport de M. Schaff, au nom de la commission des moyens de communication, sur la proposition de loi tendant à compléter la loi du 1er août 1950 en accordant le bénéfice du tarif des congés payés aux conjoints de retraités.

N° 4064. — Rapport de M. Rabier, au nom de la commission de l'intérieur, sur les propositions de loi: 1° portant application à l'Algérie de la loi du 30 août 1947 instituant une allocation d'attente en faveur des sinistrés par faits de guerre; 2° tendant à rendre applicable à l'Algérie l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, complété par la loi du 20 avril 1949 et modifié par la loi du 22 août 1950.

N° 4073. — Proposition de loi de M. Edouard Bonnefous tendant à la création d'une caisse nationale de crédit artisanal, industriel et commercial (renvoyée à la commission des affaires économiques).

N° 4071. — Proposition de loi de M. Isorni tendant à modifier l'article 1er du décret-loi du 1er juillet 1939 sur l'action en revision du prix du loyer des commerçants, industriels et artisans (renvoyée à la commission de la justice).

N° 4088. — Proposition de loi de M. Coudray tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 8 octobre 1919, modifiée par la loi du 2 août 1927, établissant une carte d'identité professionnelle à l'usage des voyageurs et représentants de commerce (renvoyée à la commission des affaires économiques).

N° 4089. — Proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à abroger l'article 71 (alinéa 2) de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers (renvoyée à la commission de la justice).

N° 4090. — Proposition de résolution de M. Lecanuet tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans le projet de réforme fiscale l'unification au taux de 5,80 p. 100 de la taxe à la production pour tous les travaux, matériaux et fournitures nécessaires à l'industrie du bâtiment (renvoyée à la commission de la reconstruction).

N° 4091. — Proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à exonérer de l'impôt sur le revenu des personnes physiques certaines rentes viagères (renvoyée à la commission des finances).

N° 4094. — Proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à modifier l'article 8 (§ 1er, 3°) de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, relatif à la validation des services auxiliaires accomplis dans les différents établissements et administrations de l'Etat (renvoyée à la commission des pensions).

N° 4095. — Proposition de loi de M. André Bardon tendant à exonérer des droits de succession les héritiers des « morts pour la France » (renvoyée à la commission des finances).

N° 4096. — Rapport de M. Marc Dupuy, au nom de la commission de la marine marchande, sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à refuser tout contingent nouveau de caisses de sardines en provenance du Maroc pour l'année 1952.

N° 4100. — Proposition de résolution de M. Joseph Laniel tendant à inviter le Gouvernement à supprimer définitivement la taxe à la production sur les aliments pour le bétail et les animaux de basse-cour (renvoyée à la commission de l'agriculture).

N° 4101. — Proposition de loi de M. Boscary-Monsservin tendant à modifier l'article 43 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (renvoyée à la commission des pensions).

N° 4106 (1). — Proposition de résolution de M. Raffarin tendant à inviter le Gouvernement à surseoir aux pénalités de retard dans le payement des impôts, en faveur des agriculteurs exploitants victimes de pertes dans leur exploitation, par suite de la fièvre aphteuse et des calamités agricoles, et lui demandant de donner des instructions pour que soient examinées avec la plus grande bienveillance les demandes de remise ou d'exonération d'impôts sur les bénéfices agricoles présentées par des agriculteurs exploitants ayant été victimes de pertes importantes du fait de ces calamités (épizooties, inondations, grêle et ouragans) (renvoyée à la commission de l'agriculture).

N° 4107. — Proposition de loi formulée par M. Schwartz et transmise par M. le président du Conseil de la République, tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2707 du 2 novembre 1945 relative à la réglementation des marchés des communes, des syndicats de communes et des établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance (renvoyée à la commission de l'intérieur).

N° 4109. — Rapport de M. Alfred Coste-Floret, au nom de la commission de l'intérieur, sur la proposition de loi relative à la validation des services accomplis par des assistants ou assistantes de service social dans des services sociaux privés suppléant des services sociaux publics.

N° 4111. — Rapport de M. Solinhac, au nom de la commission de l'intérieur, sur la proposition de loi tendant à accorder au personnel de l'institut médico-légal le bénéfice de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 accordant aux personnels du service actif des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension.

N° 4114. — Proposition de résolution de M. de Léotard tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour garantir aux entreprises les facilités de crédit conditionnant leur bon fonctionnement (renvoyée à la commission des affaires économiques).

N° 4120 (1). — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (renvoyée à la commission des immunités parlementaires).

N° 4122. — Proposition de résolution de M. Wolff tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions en vue d'accélérer la reconstruction des ponts détruits par faits de guerre, et plus particulièrement ceux des départements de l'Est (renvoyée à la commission de la reconstruction).

N° 4123. — Proposition de loi de M. Golvan tendant à compléter et à modifier la loi du 7 juillet 1933 sur la prophylaxie de la tuberculose bovine (renvoyée à la commission de l'agriculture).

N° 4124. — Proposition de loi de Mme de Lipkowski tendant à compléter les dispositions de l'article 257 du code pénal en ce qui concerne les inscriptions sur la voie publique (renvoyée à la commission de la justice).

N° 4125. — Proposition de loi de M. Jean-Michel Flandin tendant à exonérer de l'impôt sur les salaires les veuves de guerre, chefs d'exploitation agricole (renvoyée à la commission des finances).

N° 4126 (1). — Proposition de loi de M. Barthélémy tendant à fixer respectivement aux indices 375 et 390 les échelons maxima des traitements des surveillants et surveillantes principales des postes, télégraphes et téléphones (renvoyée à la commission des moyens de communication).

N° 4127 (1). — Proposition de résolution de M. Tourtaud tendant à inviter le Gouvernement à rétablir par autorails et locotracteurs le trafic voyageurs et marchandises sur les lignes Guéret-Saint-Sébastien, Guéret-la Châtre et Lavaufranche-Champillet (renvoyée à la commission des moyens de communication).

N° 4129. — Proposition de loi de M. Gazier tendant à assurer les jours de fête légale, le repos et le payement des travailleurs (renvoyée à la commission du travail).

N° 4130. — Avis transmis par M. le président du Conseil économique sur la proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 décembre 1951 relative à la réglementation des arrhes en matière de ventes mobilières.

N° 4131. — Rapport de M. Marcel Noël au nom de la commission des moyens de communication sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer aux agents retraités des chemins de fer secondaires les dispositions de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et à dégager les crédits nécessaires à la caisse autonome mutuelle des retraites pour mettre en application cette réforme.

N° 4132. — Rapport de M. Marcel Noël au nom de la commission des moyens de communication sur la proposition de loi tendant à étendre aux lignes de transport routier les réductions de tarif accordées à certaines catégories de voyageurs sur les réseaux ferroviaires.

N° 4136. — Proposition de loi de M. Alphonse Denis tendant à réduire de moitié le taux des cotisations de l'allocation vieillesse artisanale par un nouveau mode de financement (renvoyée à la commission du travail).

N° 4137 (1). — Proposition de résolution de M. Védrines tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 100 millions de francs pour venir en aide aux cultivateurs du département de l'Allier, dont les récoltes ont été ravagées par les orages et la grêle (renvoyée à la commission des finances).

N° 4138 (1). — Proposition de loi de M. Marcel Cachin tendant à exonérer les porteurs médaillés des halles centrales de Paris de la taxe proportionnelle et des taxes sur le chiffre d'affaires (renvoyée à la commission des finances).

N° 4139. — Proposition de loi de M. de Beaumont relative à la régularisation de la situation des fonctionnaires du ministère des affaires étrangères antérieure au décret du 19 septembre 1951 (renvoyée à la commission des affaires étrangères).

N° 4140. — Proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à accorder une pension militaire de décès ou d'invalidité aux naturalisés français devenus invalides en combattant dans une armée alliée avant d'avoir acquis la nationalité française (renvoyée à la commission des pensions).

N° 4141. — Rapport de M. Charles Barangé au nom de la commission des finances sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier: 1° la convention signée à Paris le 16 mars 1951 entre la France et le Canada pour éviter les doubles impositions et prévenir l'évasion fiscale en ce qui concerne les impôts sur le revenu et l'avenant à cette convention signé à Ottawa le 6 octobre 1951; 2° la convention signée à Paris le 16 mars 1951 entre la France et la Canada pour éviter les doubles impositions et prévenir l'évasion fiscale en matière de droits de mutation par décès.

N° 4143. — Proposition de loi de M. Gabelle tendant à exonérer des droits de succession les sommes inscrites sur les livrets de caisses d'épargne (renvoyée à la commission des finances).

N° 4144. — Proposition de loi de M. Godin relative aux droits successoraux (renvoyée à la commission des finances).

N° 4145. — Avis transmis par M. le président de l'Assemblée de l'Union française sur la proposition de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo.

N° 4146. — Avis transmis par M. le président de l'Assemblée de l'Union française sur la proposition de loi tendant à rendre obligatoire la fréquention des établissements scolaires dans tous les territoires d'outre-mer de la République française.

N° 4147 (1). — Avis transmis par M. le président de l'Assemblée de l'Union française sur le projet de loi tendant à accorder aux provinces de Madagascar la faculté de recourir à l'emprunt.

N° 4148 (1). — Avis transmis par M. le président de l'Assemblée de l'Union française sur le projet de loi concernant les conseils de districts des établissements français de l'Océanie.

N° 4149 (1). — Lettre rectificative au projet de loi relatif au régime électoral des chambres de commerce d'Algérie (renvoyée à la commission de l'intérieur).

N° 4150. — Projet de loi modifiant la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines, en vue de permettre la mise à l'épreuve de certains condamnés (renvoyé à la commission de la justice).

N° 4151. — Projet de loi portant suppression de la haute cour de justice instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 (renvoyé à la commission de la justice).

N° 4152. — Projet de loi relatif aux conseils de prud'hommes en Algérie (renvoyé à la commission de l'intérieur).

N° 4153. — Projet de loi tendant à ratifier trois décrets du 20 avril 1952 approuvant trois délibérations prises le 20 octobre 1951 par le grand conseil de l'Afrique occidentale française, demandant la modification du code des douanes en vigueur dans ce territoire (renvoyé à la commission des affaires économiques).

N° 4154. — Projet de loi tendant à ratifier le décret du 31 mars 1952 approuvant une délibération prise le 30 novembre 1951 par le conseil d'administration du Cameroun tendant à modifier l'article 122 du décret du 17 février 1921 portant réglementation douanière au Cameroun (renvoyé à la commission des affaires économiques).

N° 4155. — Projet de loi modifiant le statut de l'appellation « Champagne » (renvoyé à la commission des boissons).

N° 4156. — Projet de loi relatif à l'exercice du droit de vote des citoyens français de l'Algérie et des territoires d'outre-mer en dehors de leur département ou territoire d'origine (renvoyée à la commission du suffrage universel).

N° 4157. — Projet de loi portant ouverture de crédits (affaires économiques) et réévaluation de recettes au titre de l'exercice 1952 (renvoyé à la commission des finances).

N° 4160. — Projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer au Cameroun et au Togo la loi du 23 novembre 1950 modifiant les articles 381 et 386 et abrogeant l'article 385 du code pénal et du 24 mai 1951 modifiant les articles 383 et 384 du même code (renvoyé à la commission des territoires d'outre-mer).

N° 4163. — Proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à indemniser par priorité les sinistrés mobiliers économiquement faibles ou âgés de plus de 70 ans (renvoyée à la commission de la reconstruction).

N° 4164. — Proposition de loi de M. Verdier tendant à modifier les dispositions de l'article 52 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires (renvoyée à la commission de l'intérieur).

N° 4165. — Proposition de résolution de M. Métayer tendant à inviter le Gouvernement à déposer des projets de loi comportant les modifications nécessaires à la législation visant les retraités des assurances sociales et des différentes caisses privées dans le but d'accorder aux bénéficiaires anciens combattants les avantages et les bonifications que l'Etat accorde aux agents anciens combattants des services publics (renvoyé à la commission des pensions).

N° 4169. — Proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à autoriser le Gouvernement à suspendre l'application des droits de douane, sous condition de réciprocité, à l'occasion de certaines importations compensées de produits ou de matériels industriels en provenance de pays de l'O. E. C. E. (renvoyée à la commission des affaires économiques).

N° 4170. — Proposition de loi de M. Ranaivo tendant à déterminer dans les pays et territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer le statut personnel des époux dans le mariage, et celui des enfants qui en sont issus (renvoyée à la commission des territoires d'outre-mer).

N° 4171. — Proposition de loi formulée par M. Marcel Boulangé et transmise par M. le président du Conseil de la République, tendant au déclassement et à la rétrocession aux communes des anciens dévoisés militaires expropriés par l'Etat pour permettre le renforcement de la place fortifiée de Belfort (renvoyée à la commission de la défense nationale).

N° 4176 (1). — Proposition de résolution de M. Fourvel tendant à inviter le Gouvernement: 1° à ouvrir un crédit exceptionnel de 300 millions de francs pour allouer un premier secours aux cultivateurs victimes des orages de grêle qui se sont abattus sur les départements de la Dordogne, du Gers et du Puy-de-Dôme; 2° à accorder aux sinistrés des dégrèvements d'impôts; 3° à venir en aide aux collectivités locales ayant subi de graves dommages (renvoyée à la commission des finances).

N° 4177. — Proposition de loi de M. Alphonse Denis tendant à exonérer de toute cotisation à la caisse des allocations familiales les travailleurs indépendants dont le montant des revenus ne dépasse pas 400.000 F par an (renvoyée à la commission du travail).

N° 4180. — Projet de loi fixant un délai pour la revendication de certains biens mobiliers enlevés par l'ennemi ou sous son contrôle et récupérés hors de France par l'autorité française (renvoyé à la commission de la justice).

N° 4212 (1). — Proposition de résolution de M. Sousselle et M. Charret tendant à inviter le Gouvernement à accorder de toute urgence des crédits importants aux exploitants ruraux des cantons du département du Rhône sinistrés par suite des orages de grêle des 27 juin et 8 juillet derniers (renvoyée à la commission des finances).

N° 4319 (1). — Proposition de résolution de M. Gosnat tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours d'urgence de 50 millions de francs aux sinistrés de Charente-Maritime, à la suite des violentes tempêtes des 26 et 29 septembre 1952 (renvoyée à la commission des finances).

(1) Tirage restreint.

(2) Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les députés le 11 juillet 1952.

Proclamation d'un député.

Il résulte du procès-verbal de la réunion de la commission de recensement du département de Constantine, en date du 16 juillet 1952, que M. Naroun Amar a été proclamé député de Constantine (2e circonscription, 2e collège), en remplacement de M. Kessous, décédé.

M. Naroun Amar est appelé à faire partie du 1er bureau, auquel appartenait son prédécesseur.

Modification aux listes électorales des membres des groupes.

GROUPE DU RASSEMBLEMENT DU PEUPLE FRANÇAIS

(88 membres au lieu de 89.)

Supprimer le nom de M. Raingeard.

Convocations de commissions.

La commission de la défense nationale se réunira le mercredi 8 octobre 1952, à dix heures (local de la commission n° 213):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de résolution (n° 2495) de M. Salvre tendant à inviter le Gouvernement à assurer le transfert de la souscription en reichmarks recueillis par les troupes d'occupation en Allemagne pour la reconstruction du monument du général Mangin;

La proposition de résolution (n° 3893) de M. Triboulet tendant à assimiler les militaires de carrière aux fonctionnaires classés dans la catégorie B;

La proposition de loi (n° 3987) de M. Alfred Coste-Floret relative à la réorganisation de la musique de la garde républicaine.

II. — Communications du président.

III. — Eventuellement, compte rendu de M. Triboulet relatif à l'enquête effectuée par la sous-commission des essences.

IV. — Questions diverses.

La commission de l'éducation nationale se réunira le mercredi 8 octobre 1952, à quinze heures (local de la commission n° 262):

I. — Eventuellement, rapport de Mme Lempereur sur la proposition de loi (n° 1329) de Mme Grappe tendant à la création de cantines scolaires dans toute école primaire.

II. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de résolution (n° 3608) de M. Sousselle (grade de directeur d'école publique);

La proposition de loi (n° 3699) de Mme Vaillant-Couturier (subvention aux colonies de vacances);

La proposition de résolution (n° 3791) de M. Frédéric-Dupont (exportation des objets d'art);

La proposition de résolution (n° 3904) de M. Tourné (exonération des taxes sur le vin pour les restaurants universitaires).

III. — Questions diverses.

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence constituée conformément à l'article 31 du règlement (vice-présidents de l'Assemblée, présidents des commissions et présidents des groupes de quatorze membres au moins) est convoquée par M. le président pour le mardi 7 octobre 1952, à quatorze heures trente, dans les salons de la présidence.

Réunion de commission du mardi 7 octobre 1952.

Commission des finances, à seize heures trente. — Local de la commission.

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

ANNÉE 1952

Ordre du jour du mardi 7 octobre 1952.

A seize heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des ministres aux questions orales suivantes:

I. — M. Durieux demande à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques si le décret n° 47-1402 du 26 juillet 1947 relatif à la production des oléagineux métropolitains et l'arrêté du 23 juin 1950 fixant le prix du colza à 2,1 du prix du blé de la récolte 1951 sont toujours en vigueur; dans l'affirmative, si les coopératives rece-

vant des offres de la part des utilisateurs à 5.500 F comptant ou à 6.100 F avec soixante jours de crédit, alors que le prix est de 7.300 F, sont habilitées à réclamer des poursuites contre ces derniers de la part des services du contrôle économique; quelles mesures il compte prendre pour obliger les utilisateurs à employer les graines oléagineuses de 1951 actuellement en stock dans les organismes stockeurs; s'il est exact que dans l'année 1951, pour des besoins de 70.000 tonnes environ d'huiles étrangères, il a été importé effectivement 133.000 tonnes; dans l'affirmative, quels sont les services qui ont pris cette responsabilité et sur quel ordre; de quelle manière auraient alors été effectués les payements. (N° 327.)

II. — M. Symphor rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que toutes les statistiques concordent pour établir que plus de 10.000 élèves d'âge scolaire ne trouvent pas place dans les établissements d'enseignement du premier degré de la Martinique; que ce nombre augmente chaque année d'un nombre considérable d'enfants de six ans qui sont impitoyablement refusés; que les classes sont généralement surchargées et doivent être pour la plupart dédoublées; qu'ainsi la création d'environ trois cents classes doit être envisagée par un programme quinquennal ainsi que cela avait été promis par un de ses prédécesseurs; que la situation est au moins la même dans les autres départements d'outre-mer; et demande: 1° quelles dispositions ont été prises en faveur de nos départements dans le programme quinquennal établi à la suite des travaux de la commission Le Gorgeu, en particulier combien de classes primaires seront ouvertes à la rentrée d'octobre; 2° si M. le ministre n'accepte pas, en attendant la réalisation complète de ce programme de construction, d'ouvrir des classes dans toutes les communes où les municipalités seraient en mesure de mettre des salles convenables à la disposition de l'inspection d'académie. (N° 328.)

III. — M. Auberger demande à M. le ministre de l'éducation nationale de lui faire connaître dans quelles conditions la revue du rationalisme moderne, *La Pensée*, est adressée aux établissements d'enseignement et s'il admet qu'une telle publication, dont le caractère politique et tendancieux est indiscutable, soit mise entre les mains de la jeunesse française. (N° 330.)

IV. — M. Jean Doussot expose à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale que de nombreuses demandes d'allocation aux vieux travailleurs salariés sont actuellement en instance auprès des caisses régionales d'assurance vieillesse; que lorsque les requérants ne peuvent fournir des certificats de travail, parce que leurs employeurs sont morts ou disparus, ils souscrivent une déclaration sur l'honneur, suivant la formule 5151 spéciale à ce cas, et que cela nécessite une enquête, mais que cette enquête est quelquefois fort longue; que d'autre part, de nombreux vieux travailleurs sont sans ressources, et attendent impatiemment cette allocation, et lui demande s'il ne serait pas possible de prendre des mesures ayant pour but d'abréger les délais de constitution de dossiers et de poursuites d'enquête. (N° 329.)

2. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à réglementer le port de l'insigne des blessés de guerre. (N°s 217 et 315, année 1952. — M. Michel Yver, rapporteur.) (*Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.*)

3. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Deutschmann, Bertaud, Jacques Debû-Bridel, Mme Marcelle Devaud, MM. *Jean Fleury, Jean Guiter, Jacques Destrée* et Henry Torrès tendant à inviter le Gouvernement à modifier, pour le département de la Seine, les modalités de répartition de la taxe locale. (N°s 814, année 1951 et 387, année 1952. — M. Deutschmann, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de résolution de M. Paumelle tendant à inviter le Gouvernement à recommander à ses services et aux grandes collectivités publiques de traiter leurs travaux par corps d'état. (N°s 224 et 386, année 1952. — M. Restat, rapporteur.)

Documents mis en distribution le mardi 7 octobre 1952.

N° 231. — Rapport d'information de MM. Cozzano, Razac, et Romani sur la mission d'enquête sur l'office du Niger.

N° 278. — Proposition de loi de M. Marcel Plaisant, tendant à modifier le taux des taxes et des annuités des brevets d'invention.

N° 316. — Proposition de résolution de M. Alric tendant à substituer au projet portant organisation de la communauté européenne de défense, un projet plus conforme aux nécessités politiques et militaires.

N° 337. — Proposition de résolution de M. Primet tendant à enrayer l'épizootie de fièvre aphteuse.

N° 382 (rectifié). — Proposition de résolution de M. Monichon, tendant à éviter la crise qui menace la région des landes de Gascogne.

N° 386 (1). — Rapport de M. Restat sur la proposition de résolution tendant à recommander aux grandes collectivités publiques de traiter leurs travaux par corps d'état.

N° 389. — Proposition de résolution de M. de Bardonnèche tendant à venir en aide aux populations des Hautes-Alpes, victimes des calamités publiques.

N° 400. — Proposition de loi de M. Schwartz tendant à modifier l'ordonnance relative à la réglementation des marchés des communes.

N° 421. — Proposition de résolution de M. Courrière tendant à une diminution du prix des munitions de chasse.

N° 436. — Projet de loi organisant le contrôle des ententes économiques.

N° 437. — Projet de loi tendant à fixer les conditions d'application à l'Algérie de la loi portant transfert et dévolution de biens de presse.

N° 443. — Proposition de loi de M. Marcel Boulangé tendant au déclassement des anciens déboisés militaires expropriés pour le renforcement de la place fortifiée de Belfort.

N° 449. — Projet de loi ratifiant la convention internationale sur les pêcheries de l'Atlantique nord-ouest.

N° 450. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à l'établissement d'un statut du personnel administratif des chambres d'agriculture, de commerce et de métiers.

N° 451. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 1er du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.

N° 452. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à remettre en vigueur les articles 67 à 74 du code du vin.

N° 460. — Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale du travail concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine.

N° 461. — Proposition de résolution de M. Namy tendant à accorder une aide aux sinistrés du fait de la tornade en Seine-et-Oise.

N° 462. — Proposition de loi de M. Durand-Réville tendant à compléter la loi sur les loyers.

(1) NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les sénateurs.

Convocation de commission.

La commission des affaires étrangères se réunira le mercredi 8 octobre 1952, à quinze heures (salon de la commission):

I. — Exposé du président sur l'évolution de la situation extérieure.

II. — Questions diverses.

Réunions de commissions du mardi 7 octobre 1952.

Commission des moyens de communications, des transports et tourisme, à l'issue de la séance. — Local n° 202.

Commission de la marine et des pêches, à dix-sept heures trente. — Local n° 215.

INFORMATIONS

RELATIVES

A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour du mardi 7 octobre 1952.

A seize heures. — SÉANCE PUBLIQUE

Fixation de l'ordre du jour.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le mardi 7 octobre 1952.

N° 215 (1). — Proposition de M. Begarra tendant à inviter le Gouvernement à établir un nouveau plan de scolarisation pour l'Algérie et à la doter de ressources suffisantes, tant algériennes que métropolitaines, en vue d'assurer la scolarisation totale dans les délais prévus par le décret du 27 novembre 1944 (renvoyée à la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer).

N° 265 (1). — Proposition de M. Paul Catrice tendant à demander au Gouvernement de la République française d'envisager prochainement l'organisation, dans le secteur privé des territoires d'outre-mer et des territoires sous tutelle, d'un régime de prestations familiales qui consisteront soit en allocations individuelles, soit en prestations de protection maternelle et infantile, soit en mesure d'aide à la famille (renvoyée à la commission des affaires sociales).

N° 266 (1). — Proposition de M. Paul Catrice tendant à demander au Gouvernement de la République française d'étudier les questions se rapportant au développement matériel et moral des familles dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle et de proposer prochainement les mesures nécessaires (renvoyée à la commission des affaires sociales).

N° 289. — Rapport par M. Paul Catrice au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition (n° 8, année 1952) de M. Jean Scelles tendant à rendre applicable à l'Algérie et dans les territoires d'outre-mer le régime de la médaille de la famille française.

N° 296 (1). — Rapport par M. Meyer au nom de la commission du plan, de l'équipement et des communications sur: 1° la proposition (n° 52, année 1951) de M. Jean Scelles tendant à inviter le Gouvernement à développer l'aviation légère, sportive et sanitaire dans l'Union française; 2° la proposition (n° 71, année 1951) de M. le général Plagne tendant à inviter le Gouvernement à amplifier en faveur de l'Union française les moyens du service de l'aviation légère et sportive.

N° 317 (2). — Proposition de M. Cornet tendant à demander au Gouvernement de déposer un projet de loi portant revision des articles 71 et 72 de la Constitution afin d'attribuer à l'assemblée de l'Union française pouvoir réglementaire, subordonné au pouvoir législatif, analogue à celui détenu par l'assemblée algérienne (renvoyée à la commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles).

N° 318 (1). — Proposition de M. Jacobson tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le projet de loi de finances et les projets de loi portant les dépenses d'investissement de l'exercice 1953, les crédits nécessaires et suffisants pour que puisse être poursuivie, à une cadence accrue, la réalisation du plan de développement social et économique des territoires et pays d'outre-mer (renvoyée à la commission du plan, de l'équipement et des communications).

N° 320 (1). — Proposition de M. Regarra tendant à inviter le Gouvernement à rétablir en matière de congé administratif le régime en vigueur antérieurement au 25 août 1949, en faveur des ouvriers civils des établissements militaires d'Algérie (renvoyée à la commission des affaires sociales).

N° 324 (1). — Rapport par M. Monnet au nom de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts, sur la proposition (n° 220, année 1951) de M. Georges Monnet, tendant à demander au Gouvernement de prendre toutes les mesures propres à intensifier la production de pâte à papier dans les territoires d'outre-mer.

NOTA. — (1) Ces documents ont été mis à la disposition de Mmes et MM. les conseillers de l'Union française le 6 octobre 1952.
(2) Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les conseillers de l'Union française le 31 juillet 1952.

Modifications aux listes des groupes politiques.

GROUPE SOCIALISTE S. F. I. O.

Ajouter le nom de: M. Sylvain Charles-Cros.

GROUPE UNION MÉTROPOLE OUTRE-MER (INDÉPENDANTS)

Ajouter les noms de: MM. Maurice Dardelle, Jean Marquet.

INFORMATIONS

RELATIVES

AU CONSEIL ECONOMIQUE

PREMIÈRE SESSION DU MOIS D'OCTOBRE 1952

Séances des mardi 7 octobre 1952 et jours suivants.

A QUINZE HEURES

Ordre du jour.

1. — Enquête sur la disparité des prix à la production et des prix de détail. — Rapport et projet d'avis sur la disparité des prix des fruits et légumes, présentés par M. Verret, au nom de la commission spéciale.

2. — Equipement agricole. — Rapport présenté, au nom de la commission de l'agriculture, par M. Leroy (Louis).

3. — Questions diverses.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Présidence du conseil.

Avis relatif à l'édition et à la mise en vente de publications officielles de la présidence du conseil (direction de la documentation).

La direction de la documentation, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e), a fait paraître dans la semaine du 29 septembre au 4 octobre 1952:

I. — **Notes et études documentaires.**

N° 1658. — Aperçu sur la situation intérieure en Chine communiste (d'après les documents officiels et la presse chinoise) ..... 25 F.

N° 1659. — Rapport sur l'application en France du programme de reconstruction européen au cours du premier trimestre 1952..... 50 F.

N° 1661. — Le plan de Colombo. — Premier rapport annuel de la commission consultative pour le développement économique de l'Asie du Sud et du Sud-Est (Karachi, mars 1952)..... 25 F.

Abonnement aux « Notes et études documentaires »: six mois, 4.000 F; un an, 7.500 F.

II. — **Articles et documents.**

N° 2501. — U. R. S. S. (L'art militaire soviétique. — Vers l'essor du cinéma soviétique)..... 20 F.

N° 2502. — Orient-Occident (Le gouvernement militaire en Egypte. — La réforme agraire en Egypte. — L'évolution politique en Malaisie)..... 60 F.

N° 2503. — Europe (Nostalgie de l'Europe. — Les plan de constructions militaires dans le Palatinat)... 20 F.

N° 2504. — Yougoslavie (Yougoslavie et Roumanie. — Les gardes-frontières yougoslaves)..... 20 F.

N° 2505. — Etats-Unis (Les Etats-Unis, l'U. R. S. S. et l'Asie. — Les Etats-Unis et l'Autriche)..... 20 F.

Abonnement aux « Articles et documents »: six mois, 2.000 F; un an, 3.800 F.

III. — **Problèmes économiques.**

(Sélection de presse française et étrangère.)

N° 248 du 30 septembre 1952 présente, notamment: L'Australie et la zone sterling. — Les entreprises britanniques en Chine.

Le numéro..... 35 F.

Abonnement aux « Problèmes économiques »: six mois, 1.000 F; un an, 1.800 F.

IV. — **Bulletin hebdomadaire de statistique.**

(Rédigé par l'institut national de la statistique et des études économiques.)

N° 231 du 4 octobre 1952 présente, notamment, en variétés statistiques: Indices trimestriels des prix de détail.

Abonnement au « Bulletin hebdomadaire de statistique »: un an, 1.200 F.

Le « Bulletin hebdomadaire de statistique » n'est pas vendu au numéro.

Vente au numéro et par abonnement à la direction de la documentation, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e).

Versements et commandes au régisseur des recettes, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e) (C. C. P. Paris 9060-98).

Ministère des finances et des affaires économiques.

LOTERIE NATIONALE

Le tirage de la Tranche spéciale du prix de l'Arc-de-Triomphe 1952 a eu lieu à Paris, salle Pleyel, le 4 octobre 1952, à dix-sept heures.

I. — Affectation des chevaux aux séries:

1re série: *Worden, Vamos.*
2e série: *Orféo, Amphis.*
3e série: *Néarque II, Nuccio.*
4e série: *Lamirault, Dynamiter.*
5e série: *Arbèle, La Mirambule.*
6e série: *Seria.*
7e série: *Magnific, Oise.*
8e série: *Fast Fox, Ararat.*
9e série: *Alcinus.*
10e série: *Silnet, Pomaré.*

II. — Résultat de la course:

1er *Nuccio* (série 3).
2e *La Mirambule* (série 5).
3e *Dynamiter* (série 4).

	DANS LA SÉRIE DU CHEVAL			DANS
	classé premier 3e série.	classé deuxième 5e série.	classé troisième 4e série.	les autres séries.
Les billets dont le numéro se termine par:	francs.	francs.	francs.	francs.
8 gagnent	50.000	25.000	20.000	10.000
49 —	100.000	30.000	25.000	20.000
58 —	100.000	30.000	25.000	20.000
68 —	100.000	30.000	25.000	20.000
91 —	200.000	50.000	30.000	25.000
99 —	200.000	50.000	30.000	25.000
68 —	300.000	75.000	40.000	30.000
22 —	500.000	100.000	50.000	35.000
047 —	1.000.000	150.000	100.000	50.000
108 —	1.000.000	150.000	100.000	50.000
231 —	1.000.000	150.000	100.000	50.000
249 —	1.000.000	150.000	100.000	50.000
308 —	1.000.000	150.000	100.000	50.000
312 —	1.000.000	150.000	100.000	50.000
342 —	1.000.000	150.000	100.000	50.000
398 —	1.000.000	150.000	100.000	50.000
556 —	1.000.000	150.000	100.000	50.000
571 —	1.000.000	150.000	100.000	50.000
704 —	1.000.000	150.000	100.000	50.000
769 —	1.000.000	150.000	100.000	50.000
851 —	1.000.000	150.000	100.000	50.000
863 —	1.000.000	150.000	100.000	50.000
880 —	1.000.000	150.000	100.000	50.000
383 —	1.200.000	200.000	150.000	100.000
407 —	1.200.000	200.000	150.000	100.000
896 —	1.200.000	200.000	150.000	100.000
Les billets portant les numéros:				
0.069 gagnent	2.000.000	1.000.000	500.000	200.000
0.711 —	2.000.000	1.000.000	500.000	200.000
0.815 —	2.000.000	1.000.000	500.000	200.000
1.340 —	2.000.000	1.000.000	500.000	200.000
1.793 —	2.000.000	1.000.000	500.000	200.000
2.047 —	2.000.000	1.000.000	500.000	200.000
2.334 —	2.000.000	1.000.000	500.000	200.000
3.134 —	2.000.000	1.000.000	500.000	200.000
3.496 —	2.000.000	1.000.000	500.000	200.000
3.643 —	2.000.000	1.000.000	500.000	200.000
3.734 —	2.000.000	1.000.000	500.000	200.000
3.916 —	2.000.000	1.000.000	500.000	200.000
4.659 —	2.000.000	1.000.000	500.000	200.000
4.767 —	2.000.000	1.000.000	500.000	200.000
5.210 —	2.000.000	1.000.000	500.000	200.000
7.720 —	2.000.000	1.000.000	500.000	200.000
8.609 —	2.000.000	1.000.000	500.000	200.000
8.643 —	2.000.000	1.000.000	500.000	200.000
8.661 —	2.000.000	1.000.000	500.000	200.000
9.204 —	2.000.000	1.000.000	500.000	200.000
2.684 —	5.000.000	1.500.000	1.200.000	400.000
4.499 —	5.000.000	1.500.000	1.200.000	400.000
8.829 —	10.000.000	3.000.000	2.400.000	800.000
3.917 —	25.000.000	6.000.000	4.000.000	1.000.000
4.704 —	80.000.000	20.000.000	10.000.000	2.000.000

Ministère des finances et des affaires économiques.

Avis relatif au tirage de la trente-septième tranche de la loterie nationale 1952.

Le tirage de la trente-septième tranche de la loterie nationale 1952 aura lieu le mercredi 8 octobre 1952, à vingt heures trente, en présence du public.

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

TARIFS DE TRANSPORT
SUR LES CHEMINS DE FER D'INTERET GENERAL

1° Propositions de tarifs de transport présentées à l'homologation ministérielle.

La Société nationale des chemins de fer français, d'accord avec les administrations étrangères intéressées, a fait connaître à l'administration supérieure son intention de mettre en vigueur, le 15 octobre 1952, un deuxième supplément au tarif international pour le transport de certaines marchandises entre le Danemark et l'Allemagne, d'une part, et la France, d'autre part (édition du 15 octobre 1951).

Ce supplément comporte l'addition d'une nouvelle gare expéditrice allemande (Hemme) au tarif spécial 3 (moules) et prévoit la possibilité d'admettre les débours dans les conditions fixées par les réglementations des trafics actuellement applicables entre les pays expéditeurs et la France.

Le supplément est déposé dans la gare intéressée (Paris-la Chapelle) où le public peut, sur sa demande, en prendre connaissance.

(*Paris, le 4 octobre* 1952.)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition de mettre en vigueur, à partir du 1er novembre 1952, un tarif international dont les dispositions sont reproduites ci-dessous.

TARIF INTERNATIONAL

pour le transport des endives expédiées, par wagon complet, de Bruxelles (Tour et Taxis), Burst, Kortenberg, Haren-Tilleul, Louvain et Zaventem à destination de Paris-la Chapelle via Feignies-frontière.

(Applicable à partir du 1er novembre 1952.)

Administrations participantes:

Société nationale des chemins de fer français, à Paris;
Société nationale des chemins de fer belges, à Bruxelles.

Lorsque le tonnage des envois d'endives expédié jusqu'au 31 mai 1953 avec lettre de voiture directe, dans les relations susvisées, par un groupement d'expéditeurs agréé par le chemin de fer, dépassera 5.000 tonnes, il sera accordé à ce groupement, par voie de détaxe, sur les taxes de transport payées, les bonifications suivantes:

48 F belges, par tonne, pour la fraction de tonnage comprise entre 3.000 et 7.000 tonnes;
90 F belges, par tonne, pour la fraction de tonnage comprise entre 7.000 et 12.000 tonnes;
120 F belges, par tonne, pour le tonnage en excédent de 12.000 tonnes,

sans que la bonification moyenne puisse être supérieure à 60 F belges, par tonne, pour l'ensemble des tonnages expédiés.

Pour bénéficier de ces bonifications, le groupement devra prendre l'engagement d'expédier la totalité de ses envois d'endives, dans les relations susmentionnées, par la voie ferrée.

La demande de détaxe devra être présentée aux chemins de fer belges dans un délai de trois mois à partir de la date d'arrivée du dernier envoi et appuyée des lettres de voiture originales pour les envois en port dû et des duplicata des lettres de voiture avec les bulletins d'affranchissement pour les envois en port payé.

(*Paris, le 4 octobre* 1952.)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition de compléter comme suit, à partir du 15 novembre 1952, les dispositions du tarif n° 3, chapitre 11:

TARIF N° 3

. . . . . .

CHAPITRE XI. — Régions Est, Sud-Est et Sud-Ouest.

Châtaignes et marrons (140), *Fruits non dénommés* (139), *Légumes non dénommés* (137), *Pommes de terre* (138), en régime accéléré, d'une gare quelconque de la région Sud-Est à Annemasse, Belfort, Besançon (toutes gares), Dijon (toutes gares), Montbéliard,

Montluçon, Mulhouse (toutes gares), Roanne, Saint-Etienne (toutes gares), Thonon-les-Bains et Vesoul.

Prix des barèmes résultant des dispositions du 1° de l'article 49 des conditions générales d'application des tarifs marchandises aux barèmes minimum et maximum prévus au chapitre 1er, paragraphe 1er du présent tarif.

Lorsque le tonnage des envois reçus annuellement dans chacune des gares désignées ci-dessus par les destinataires adhérant à un groupement agréé par la Société nationale des chemins de fer français . . . . . des réductions suivantes:

GARES DESTINATAIRES	TONNAGE MINIMUM ANNUEL à réaliser par : le groupement.	TONNAGE MINIMUM ANNUEL à réaliser par : chacun des membres du groupement.	TAUX DE LA RÉDUCTION APPLIQUÉE	TAUX maximum de la réduction moyenne.
Annemasse et Thonon-les-Bains..	1.000 tonnes (1)	100 tonnes.	5 p. 100 jusqu'à 1.000 tonnes..... 15 p. 100 pour la fraction de tonnage en excédent de 1.000 tonnes.....	10 p. 100.

(Le reste sans changement.)

(1) A titre provisoire et pour une période qui, sauf prorogation, prendra fin le 15 novembre 1953, le tonnage minimum annuel est ramené à 600 tonnes et le taux des réductions est fixé comme suit: 5 p. 100 jusqu'à 600 tonnes 15 p. 100 pour la fraction de tonnage en excédent de 600 tonnes, sans que la réduction appliquée puisse être supérieure à 10 p. 100

(*Paris, le 2 octobre 1952.*)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle une proposition tendant à modifier, à partir du 15 novembre 1952, comme il est indiqué ci-après, les dispositions applicables au glucose, insérées dans le chapitre Ier du tarif n° 3.

CHAPITRE Ier. — Société nationale des chemins de fer français.

TARIF général. — Série.	MARCHANDISES		PAR WAGON CHARGÉ DE : 5 tonnes. Minimum.	5 tonnes. Maximum.	7 tonnes. Minimum.	7 tonnes. Maximum.	10 tonnes. Minimum.	10 tonnes. Maximum.	15 tonnes. Minimum.	15 tonnes. Maximum.	20 tonnes. Minimum.	20 tonnes. Maximum.
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .
		Glucose.										
4	10	En wagons-réservoirs (197): Jusqu'à 599 km.....	»	»	»	»	64	54	»	»	71	61
		Au delà.....	»	»	»	»	240	230	»	»	247	237
4	10	Autrement conditionné (199): Jusqu'à 599 km.....	52	42	58	48	64	54	69	59	»	»
		Au delà.....	228	218	234	224	240	230	245	235	»	»

(*Paris, le 2 octobre 1952.*)

2° *Prix d'application prévus conformément à l'article 14 (1°, b) du cahier des charges de la Société nationale des chemins de fer français.*

Conformément à l'article 14 (1°, *b*) de son cahier des charges, la Société nationale des chemins de fer français informe le public que l'application des taux de réduction prévus jusqu'au 16 octobre 1952 dans les relations suivantes, en vertu des dispositions du chapitre 3 (§ 1er) du tarif n° 3, pour le transport, en régime accéléré, des beurre, fromages, gibier abattu, lapins morts, œufs, volailles mortes ayant donné lieu, au départ, à des circuits de ramassage par route, sera prorogée jusqu'au 16 avril 1953.

RELATIONS de	RELATIONS à	TAUX de la réduction.
		p. 100.
Flers.....	Paris.....	14
Laval.....	Paris.....	14
Lisieux.....	Paris.....	14
Vesoul.....	Paris.....	18

(*Paris, le 7 octobre 1952.*)

Conformément à l'article 14 (1°, *b*) de son cahier des charges, la Société nationale des chemins de fer français informe le public que le prix à la tonne qui, sauf avis contraire, sera perçu à partir du 22 octobre 1952, dans la limite des barèmes à minimum et à maximum prévus au chapitre 3 (§ XIII) du tarif n° 14, est fixé comme suit pour une période qui, sauf prorogation, prendra fin un an après la date de mise en vigueur.

MARCHANDISES	RELATIONS de	RELATIONS à	CONDITION de tonnage par wagon.	PRIX par tonne à appliquer.
Ciment.				
1° Remis en vrac, en cadres de particulier ou en wagon appartenant à des particuliers, par rame de 100 tonnes	Beaucaire.	Strasbourg-Port-du-Rhin ou Entzheim.	20 tonnes.	Barème 250.
2° Par rame de 500 tonnes:				
a) En wagons chargés de 20 tonnes.	Idem.	Idem.	20 tonnes.	Barème 253.
b) En vrac, en cadres de particulier ou en wagon appartenant à des particuliers.	Idem.	Idem.	20 tonnes.	Barème 255.

(*Paris, le 7 octobre 1952.*)

Conformément à l'article 14 (1°, b) de son cahier des charges, la Société nationale des chemins de fer français informe le public que, sauf avis contraire, les prix fixés ci-dessous, compris dans la limite des barèmes maximum et minimum prévus au chapitre 1er du tarif n° 14, seront perçus à partir du 22 octobre 1952 pour une période qui, sauf prorogation, prendra fin un an après la date de mise en vigueur.

MARCHANDISE	RELATION	CONDITION de tonnage.	BAREME applicable.
Acier ou fer laminé ou profilé non dénommé (414).	De Caen au Havre.	Par wagon chargé de 20 tonnes.	Barème 71.

(*Paris, le 7 octobre 1952.*)

3° *Convention concernant des taxes convenues.*

Dénonciation d'une convention tarifaire.

En exécution de l'article 14 (2°) de son cahier des charges, la Société nationale des chemins de fer français donne avis de la dénonciation, à compter du 31 décembre 1952, de la convention tarifaire conclue avec la société Transportes Ferroviaros Especiales S. A. (Transfesa), pour les transports effectués en wagons à essieux interchangeables. (*Paris, le 2 octobre 1952.*)

4° *Décisions ministérielles intervenues sur les propositions de tarifs.*

(La date indiquée en tête de chaque affaire est celle de la décision ministérielle. La date du *Journal officiel* mentionnée est celle du numéro qui a publié la proposition.)

A. — Autorisations provisoires.

29 *septembre* 1952. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 18 septembre 1952 tendant à insérer dans le chapitre 9 du tarif n° 3 un nouveau paragraphe comportant une tarification réduite pour le transport des œufs remis en « emballages autres » par wagon de 10 tonnes, importés du Maroc *via* Marseille (toutes gares) à destination de Paris-Bercy. (*Journal officiel* du 23 septembre 1952.)

Autorisation de mise en application provisoire des dispositions proposées à dater du 1er octobre 1952, sous réserve de la décision définitive à intervenir après achèvement des formalités de l'instruction réglementaire.

1er *octobre* 1952. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Projet d'avenant à la convention tarifaire conclue entre la Société nationale des chemins de fer français et la Section fédérale des négociants barricailleurs de la fédération méridionale du commerce en gros des vins et spiritueux en vue d'apporter à ladite convention certains aménagements. (*Journal officiel* du 30 septembre 1952.)

Autorisation de mise en application provisoire de l'avenant dont il s'agit à dater du 6 octobre 1952, sous réserve de la décision définitive à intervenir après achèvement des formalités de l'instruction réglementaire.

B. — Homologations.

4 *octobre* 1952. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 31 juillet 1952 tendant à insérer, dans le chapitre 5 du tarif n° 14, un nouveau paragraphe II concernant la création d'une tarification réduite pour le transport par rame de 420 tonnes des demi-produits expédiés de Pompey sur Strasbourg-Ville, Strasbourg-Port-du-Rhin et Œnigshoffen. (*Journal officiel* du 5 août 1952.)

Homologation de cette proposition après décision de veto en date du 28 août 1952 (*Journal officiel* du 20 septembre 1952.)

27 *septembre* 1952. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 23 septembre 1952 tendant à compléter l'annexe III au tarif international pour le transport des marchandises entre la France et la Sarre par un paragraphe 8, applicable jusqu'au 31 mars 1953, prévoyant des dispositions spéciales en faveur des fruits à cidre ou à poiré, expédiés avec lettre de voiture de petite vitesse, à destination de l'Allemagne (territoire fédéral), d'une gare de la Société nationale des chemins de fer français à Eicheisheid frontière, par wagon chargé de 10 ou de 15 tonnes. (*Journal officiel* du 23 septembre 1952.)

25 *septembre* 1952. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 28 août 1952 tendant au maintien en vigueur des dispositions prévues à titre temporaire au chapitre 13 du document d'application n° 7 en faveur des combustibles minéraux expédiés des houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais à destination de Rouen (toutes gares). (*Journal officiel* du 2 septembre 1952.)

Homologation, à titre provisoire, sous la réserve, acceptée par la Société nationale des chemins de fer français, que lesdites dispositions cesseront d'avoir effet, sauf prorogation, le 30 septembre 1953.

4 *octobre* 1952. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 4 septembre 1952 tendant à aménager au chapitre 3 du tarif n° 3 les dispositions du paragraphe III A pour les pommes de terre, d'une gare quelconque de la Société nationale des chemins de fer français à une gare située à l'intérieur du périmètre de la grande ceinture de Paris ou sur ce périmètre et aux gares de Pierrefitte (Seine) et de Poissy.

Du paragraphe IV, pour les châtaignes et marrons, les fruits non dénommés, les légumes non dénommés, les pommes de terre en régime accéléré d'une gare quelconque de la Société nationale des chemins de fer français à Paris (toutes gares). (*Journal officiel* du 9 septembre 1952.)

Homologation accordée, à titre provisoire, avec autorisation de mise en vigueur à dater du 1er octobre 1952 donnée par décision du 25 septembre 1952 (*Journal officiel* du 30 septembre 1952), sous la réserve, acceptée par la Société nationale des chemins de fer français, que les modifications suivantes seront apportées au paragraphe IV proposé :

§ IV. — Châtaignes et marrons (140), fruits non dénommés (139), légumes non dénommés (137), pommes de terre (138), en régime accéléré.

A. — Lorsque le tonnage des envois reçus annuellement par les destinataires . . ., une réduction de 5 p. 100 pour le tonnage en excédent de 250.000 tonnes (*a*).

B. — Lorsque le tonnage des envois reçus par un même destinataire dépassera 175.000 tonnes . . ., sans que la réduction appliquée puisse être supérieure à 7,5 p. 100 (*b*).

. . . . . .

(*b*) Sauf prorogation, les dispositions du *littera* B prendront fin le 30 septembre 1953.

C. — Décision mettant opposition à l'application des tarifs proposés, en attendant la décision définitive à intervenir (veto).

25 *septembre* 1952. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 28 août 1952 tendant à modifier les dispositions du tarif n° 24 relatives à la tarification applicable au mobilier non dénommé, usagé. (*Journal officiel* du 2 septembre 1952.)

D. — Décision complémentaire.

25 *septembre* 1952. — La décision du 22 septembre 1952 (*Journal officiel* du 30 septembre 1952) homologuant la proposition présentée par la Société nationale des chemins de fer français le 21 août 1952 (*Journal officiel* du 26 août 1952) tendant à compléter et modifier les dispositions du paragraphe I du chapitre 2 du tarif n° 3 et de l'annexe au chapitre 2 des tarifs généraux pour le transport des marchandises, en vue de la taxation au poids forfaitaire des crevettes, filets de poissons, langoustines, poissons fumés et sardines fraîches remis en emballages estampillés est complétée par la réserve suivante :

Le texte du renvoi (×) figurant :

Aux conditions d'application particulières au chapitre 2 (§ I, 2°) du tarif n° 3.

Aux conditions d'application particulières au paragraphe III E (2°) de l'annexe au chapitre 2 des tarifs généraux pour le transport des marchandises.

Est complété comme suit :

(×) A titre provisoire et pour une durée qui, sauf prorogation, prendra fin le 31 mars 1953, ces dispositions sont toutefois applicables si le poids de l'envoi comporte au maximum 10 p. 100 de filets de poissons, de langoustes, de homards ou de poissons fumés en emballages non munis de l'estampille de contrôle. Dans ce cas, la taxe est calculée dans les conditions prévues à l'article 52 des conditions générales d'application des tarifs marchandises.

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.

Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,
JEAN REYMOND

COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

Derniers cours cotés en Bourse.	3 oct. — Cours relevés après Bourse.	DEVISES	6 octobre 1952	
			Cours relevés avant Bourse	Cours cotés en Bourse
350 ..	350 ..	Etats-Unis (1 dollar)....	.... ..	349 95 .....
700 ..	700 ..	Belgique (100 francs)..	.... ..	699 75 .....
364 ..	.... ..	Canada (1 dollar).....	.... ..	363 90 .....
1214 ..	.... ..	Portugal (100 escudos).	.... ..	1213 .. ..
8007 50	8010 ..	Suisse (100 francs).....	.... ..	8005 .. ..
164 20	.... ..	Côte Fse des Somalis (100 francs Djib.)....	.... ..	....

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS
Compte chèque postal 1.014.00, Paris
ET DANS SES SUCCURSALES DES DÉPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

TIRAGES FINANCIERS

Société Nationale des Chemins de Fer Français.

SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DES TITRES: 23, RUE DE LONDRES, PARIS (9e)
R. C.: Seine n° 276148 B.

Amortissement des obligations S. N. C. F. 3 0/0 « type ancien » (500 F).

Liste récapitulative des obligations sorties au tirage du 3 septembre 1952, compte tenu des titres retirés de la circulation par suite de leur regroupement en obligations de 5.000 F, et des séries comprenant des titres sortis aux tirages antérieurs et non encore remboursés.

Les titres sortis au dernier tirage seront remboursables à 473 F à partir du 1er novembre 1952.

NUMÉROS DES TITRES	ANNÉES D'AMORTISSEMENT
1 à 22.191	1952
76.870 à 121.221	1950
142.019 à 191.312	1951
291.250 à 322.802	1949
601.669 à 629.977	1952

Amortissement des obligations S. N. C. F. 3 0/0 « type ancien » (5.000 F).

Liste récapitulative des obligations sorties au tirage du 3 septembre 1952 et des séries comprenant des titres sortis aux tirages antérieurs et non encore remboursés.

Les titres sortis au dernier tirage seront remboursables à 4.734 F à partir du 1er novembre 1952.

NUMÉROS DES TITRES	ANNÉES D'AMORTISSEMENT
117.469 à 172.308	1950
174.054 à 228.455	1949
297.151 à 355.486	1952
501.732 à 561.215	1951

PAPETERIES JOHANNOT

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 60 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: PLACE DE FAYA, ANNONAY (ARDÈCHE)
Registre du commerce: Annonay n° 115.

Obligations 6 3/4 0/0 1949 de 10.000 F.

Troisième amortissement.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse la totalité des titres formant l'annuité à amortir au 15 octobre 1952.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les amortissements des années 1950 et 1951 ont été couverts par rachats en Bourse.

CREDIT LYONNAIS

Rachat des parts bénéficiaires délivrées en échange des actions du Crédit lyonnais.

Les numéros des 12.165 parts bénéficiaires dont le rachat doit être effectué le 1er janvier 1953 seront désignés par un tirage au sort qui aura lieu le jeudi 20 novembre 1952, à dix heures trente, au siège central du Crédit lyonnais, 19, boulevard des Italiens, à Paris.

SOCIETE GENERALE

pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France

Rachat des parts bénéficiaires délivrées en échange des actions de la Société générale.

Les numéros des 31.579 parts bénéficiaires de la Société générale dont le rachat doit être effectué le 1er janvier 1953 seront désignés par un tirage au sort qui aura lieu le jeudi 20 novembre 1952, à neuf heures trente, au siège de la Société générale, annexe Trocadéro, 112, avenue Kléber, à Paris (16e).

COMPTOIR NATIONAL d'ESCOMPTE de PARIS

Rachat des parts bénéficiaires délivrées en échange des actions du Comptoir national d'escompte de Paris.

Les numéros des 16.812 parts bénéficiaires du Comptoir national d'escompte de Paris, dont le rachat doit être effectué le 1er janvier 1953, seront désignés par un tirage au sort qui aura lieu le jeudi 20 novembre 1952, à seize heures trente, au siège social du Comptoir national d'escompte de Paris, 14, rue Bergère, à Paris.

BANQUE NATIONALE pour le COMMERCE et l'INDUSTRIE

Rachat des parts bénéficiaires délivrées en échange des actions de la Banque nationale pour le commerce et l'industrie.

Les numéros des 22.102 parts bénéficiaires de la Banque nationale pour le commerce et l'industrie, dont le rachat doit être effectué le 1er janvier 1953, seront désignés par un tirage au sort qui aura lieu le jeudi 20 novembre 1952, à neuf heures trente, au siège social de la Banque nationale pour le commerce et l'industrie, 16, boulevard des Italiens, à Paris.

COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2.400 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 10 ET 12, BOULEVARD JULES-FAVRE, A LYON
R. C.: Lyon B 9932.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 2.563 obligations 5 0/0 1948 dont le quatrième amortissement est prévu pour le 1er novembre 1952.

En conséquence, aucun tirage n'a été effectué en septembre 1952.

Les amortissements précédents ont été réalisés par rachats en Bourse.

SOCIETE ALSACIENNE DE CONSTRUCTIONS MECANIQUES

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2.500 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : A MULHOUSE (HAUT-RHIN)
R. C. : Mulhouse B n° 511.

Obligations 4 1/2 0/0 1930.

LISTE NUMERIQUE

1° Des 3.200 obligations sorties au tirage du 5 août 1952, représentant l'amortissement contractuel de la dix-septième tranche d'obligations 4 1/2 0/0 1930 de la Société alsacienne de constructions mécaniques. Ces obligations cessent de porter intérêt à partir du 1er novembre 1952. Elles sont remboursables à 1.000 F à partir du 1er novembre 1952 avec le coupon n° 45, échéance 1er mai 1953 attaché;

2° Des obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore présentées au remboursement.

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
19	50	1.371	52	2.755	52	4.186	52	5.549	52	6.874	52
25	50	1.374	52	2.764	52	4.210	52	5.574	52	6.877	52
203	50	1.375	52	2.781	50	4.305	48	5.576	50	6.880	52
305	49	1.376	50	2.782	52	4.306	49	5.586	52	7.013	52
306	49	1.380	52	2.825	50	4.307	49	5.624	50	7.014	52
388	50	1.446	50	2.847	52	4.311	50	5.657	52	7.016	52
389	50	1.447	52	2.849	52	4.316	52	5.667	52	7.026	50
390	50	1.488	52	2.864	52	4.320	52	5.668	52	7.027	50
427	52	1.489	52	2.880	52	4.400	52	5.676	50	7.028	52
429	52	1.490	52	2.918	44	4.401	52	5.680	52	7.084	52
431	52	1.568	52	2.919	50	4.414	52	5.748	52	7.086	52
432	52	1.569	52	2.947	52	4.416	52	5.755	52	7.088	52
464	52	1.570	52	2.949	52	4.420	52	5.759	42	7.089	52
466	52	1.582	52	2.974	52	4.421	52	5.764	52	7.194	52
467	52	1.625	50	2.983	52	4.447	46	5.780	52	7.195	52
468	52	1.693	52	3.047	52	4.448	46	5.785	45	7.197	52
469	52	1.694	52	3.049	52	4.469	52	5.854	48	7.198	52
470	52	1.695	52	3.088	52	4.470	52	5.857	50	7.227	50
471	52	1.697	52	3.095	52	4.471	52	5.897	52	7.228	50
483	52	1.820	47	3.148	52	4.480	52	5.898	52	7.247	52
484	52	1.821	48	3.149	52	4.519	50	5.900	52	7.249	52
493	52	1.822	46	3.167	52	4.542	48	5.901	52	7.264	52
494	52	1.846	50	3.180	52	4.549	52	5.912	43	7.280	52
495	52	1.847	50	3.269	52	4.550	52	5.974	52	7.336	49
498	52	1.848	52	3.270	52	4.564	52	5.975	52	7.375	52
575	52	1.849	52	3.284	50	4.580	52	5.981	52	7.377	52
577	52	1.850	52	3.286	52	4.649	52	5.982	52	7.378	52
578	52	1.883	50	3.288	52	4.650	52	6.033	46	7.380	52
579	52	1.884	52	3.316	50	4.666	52	6.034	49	7.477	52
586	52	1.886	52	3.347	52	4.680	52	6.089	52	7.478	52
588	52	1.888	52	3.349	52	4.854	49	6.092	52	7.479	52
589	52	1.889	52	3.366	52	4.855	49	6.093	52	7.505	49
610	48	1.890	52	3.380	52	4.892	49	6.094	52	7.506	49
611	49	2.050	50	3.448	52	4.929	50	6.119	50	7.507	52
825	50	2.054	52	3.449	52	4.931	50	6.146	50	7.560	52
826	50	2.055	52	3.464	52	5.016	50	6.147	52	7.566	52
827	50	2.057	52	3.476	50	5.020	52	6.149	52	7.567	52
829	50	2.060	52	3.480	52	5.021	52	6.164	52	7.576	50
840	52	2.061	52	3.525	50	5.029	50	6.174	48	7.593	52
841	48	2.062	52	3.546	50	5.076	50	6.180	52	7.655	52
845	49	2.064	52	3.547	52	5.077	52	6.254	52	7.660	52
846	50	2.080	52	3.549	52	5.078	52	6.255	52	7.664	52
847	52	2.108	42	3.564	52	5.079	52	6.266	52	7.677	50
848	52	2.125	50	3.580	52	5.098	52	6.276	50	7.689	52
854	52	2.126	50	3.599	49	5.100	52	6.280	52	7.704	48
855	52	2.148	52	3.605	49	5.101	52	6.326	45	7.719	50
862	52	2.149	52	3.647	52	5.102	52	6.327	46	7.733	46
869	52	2.170	52	3.666	52	5.103	52	6.328	47	7.734	49
870	52	2.176	50	3.668	52	5.106	52	6.329	48	7.764	52
874	52	2.180	52	3.680	52	5.107	52	6.330	45	7.766	52
875	52	2.247	52	3.719	50	5.109	52	6.349	50	7.767	52
877	52	2.249	52	3.766	52	5.110	52	6.350	52	7.773	48
889	52	2.275	52	3.767	52	5.111	52	6.377	52	7.776	50
969	52	2.280	52	3.768	52	5.113	52	6.388	52	7.786	52
970	52	2.299	49	3.780	52	5.154	52	6.389	52	7.919	50
974	52	2.349	52	3.807	49	5.155	52	6.447	52	7.847	52
983	52	2.350	52	3.809	49	5.186	52	6.449	52	7.849	52
1.101	52	2.377	52	3.847	52	5.188	52	6.464	52	7.864	52
1.107	52	2.398	52	3.854	52	5.250	52	6.480	52	7.880	52
1.109	52	2.549	49	3.871	52	5.255	52	6.553	52	7.911	48
1.110	52	2.561	50	3.883	52	5.270	52	6.564	52	7.913	49
1.162	52	2.616	52	4.005	49	5.291	52	6.566	52	7.927	50
1.163	52	2.619	50	4.006	49	5.316	49	6.580	52	7.928	50
1.166	52	2.620	52	4.039	52	5.319	50	6.691	52	7.954	52
1.176	50	2.621	52	4.114	43	5.354	52	6.692	52	7.955	52
1.181	52	2.624	52	4.154	52	5.355	52	6.693	52	7.964	52
1.254	50	2.626	52	4.155	52	5.374	52	6.694	52	7.980	52
1.255	52	2.627	52	4.157	52	5.380	52	6.745	49	8.319	44
1.257	52	2.628	52	4.174	48	5.427	50	6.746	50	8.386	52
1.264	52	2.629	52	4.175	52	5.428	50	6.747	52	8.388	52
1.289	52	2.647	52	4.176	50	5.450	50	6.749	52	8.389	52
1.299	49	2.649	52	4.177	52	5.455	52	6.777	52	8.390	52
1.305	49	2.675	52	4.178	52	5.457	52	6.780	52	8.391	52
1.361	47	2.676	50	4.180	52	5.469	52	6.854	48	8.392	52
1.363	49	2.680	52	4.181	52	5.490	52	6.855	48	8.393	52
1.370	50	2.754	52	4.184	52	5.547	52	6.871	52	8.393	52

NUMEROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMEROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMEROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMEROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMEROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMEROS	ANNÉES d'amortissement.
8.394	**52**	**9.967**	**52**	**11.667**	**52**	**13.410**	**52**	**14.975**	**52**	**16.716**	**52**
8.395	**52**	**9.968**	**52**	**11.668**	**52**	**13.411**	**52**	14.976	50	**16.720**	**52**
8.397	**52**	**9.969**	**52**	**11.684**	**52**	**13.413**	**52**	**14.977**	**52**	**16.724**	**52**
8.398	**52**	9.983	50	**11.692**	**52**	**13.421**	**52**	**14.978**	**52**	**16.726**	**52**
8.400	**52**	**9.990**	**52**	**11.792**	**52**	**13.424**	**52**	**14.979**	**52**	**16.727**	**52**
8.401	**52**	**9.991**	**52**	**11.793**	**52**	**13.426**	**52**	**14.980**	**52**	**16.728**	**52**
8.402	**52**	10.061	50	**11.794**	**52**	13.445	49	**14.998**	**52**	**16.729**	**52**
8.403	**52**	**10.063**	**52**	**11.795**	**52**	13.446	50	**15.000**	**52**	16.739	49
8.406	**52**	**10.074**	**52**	11.819	50	**13.455**	**52**	**15.001**	**52**	**16.740**	**52**
8.447	**52**	**10.075**	**52**	11.825	50	**13.457**	**52**	15.046	50	16.745	49
8.449	**52**	**10.080**	**52**	**11.849**	**52**	**13.470**	**52**	**15.047**	**52**	**16.747**	**52**
8.464	**52**	10.147	49	**11.850**	**52**	13.472	47	**15.049**	**52**	**16.754**	**52**
8.480	**52**	**10.149**	**52**	**11.864**	**52**	13.473	48	**15.074**	**52**	**16.755**	**52**
8.505	49	**10.157**	**52**	**11.880**	**52**	13.476	50	**15.080**	**52**	**16.757**	**52**
8.594	**52**	**10.164**	**52**	**11.948**	**52**	**13.480**	**52**	15.128	50	**16.771**	**52**
8.595	**52**	10.181	50	**11.949**	**52**	**13.548**	**52**	**15.147**	**52**	16.776	50
8.597	**52**	**10.182**	**52**	**11.979**	**52**	**13.549**	**52**	**15.149**	**52**	**16.777**	**52**
8.598	**52**	**10.249**	**52**	**11.980**	**52**	**13.564**	**52**	**15.164**	**52**	**16.778**	**52**
8.650	49	**10.250**	**52**	12.084	45	**13.580**	**52**	**15.182**	**52**	**16.779**	**52**
8.666	**52**	**10.266**	**52**	12.085	45	13.634	49	15.222	46	**16.780**	**52**
8.667	**52**	**10.282**	**52**	12.086	47	**13.650**	**52**	15.223	47	**16.781**	**52**
8.668	**52**	10.623	44	**12.091**	**52**	**13.654**	**52**	15.231	49	**16.782**	**52**
8.686	**52**	10.654	43	**12.092**	**52**	**13.664**	**52**	15.250	50	**16.814**	**52**
8.719	50	10.655	47	**12.093**	**52**	13.673	48	**15.262**	**52**	**16.847**	**52**
8.725	50	10.656	43	**12.094**	**52**	**13.680**	**52**	**15.263**	**52**	**16.849**	**52**
8.734	49	**10.689**	**52**	12.117	44	13.699	49	**15.264**	**52**	**16.864**	**52**
8.757	**52**	**10.694**	**52**	12.161	48	**13.747**	**52**	**15.280**	**52**	16.894	52
8.760	**52**	**10.695**	**52**	**12.170**	**52**	**13.749**	**52**	**15.357**	**52**	**16.947**	**52**
8.764	**52**	**10.697**	**52**	**12.171**	**52**	**13.769**	**52**	**15.360**	**52**	**16.949**	**52**
8.780	**52**	**10.698**	**52**	**12.180**	**52**	**13.780**	**52**	**15.364**	**52**	16.964	52
8.825	50	10.699	49	**12.181**	**52**	**13.854**	**52**	**15.382**	**52**	**16.983**	**52**
8.888	**52**	**10.700**	**52**	12.245	49	**13.855**	**52**	15.432	43	**17.063**	**52**
8.889	**52**	**10.701**	**52**	**12.248**	**52**	**13.864**	**52**	**15.475**	**52**	**17.064**	**52**
8.890	**52**	**10.702**	**52**	**12.249**	**52**	13.873	48	**15.477**	**52**	**17.066**	**52**
8.891	**52**	**10.703**	**52**	**12.264**	**52**	**13.880**	**52**	**15.478**	**52**	**17.080**	**52**
8.927	50	**10.706**	**52**	**12.284**	**52**	14.006	49	**15.480**	**52**	**17.147**	**52**
8.928	50	**10.707**	**52**	12.319	50	14.007	49	15.523	47	**17.149**	**52**
8.947	**52**	**10.709**	**52**	12.325	50	14.009	49	15.525	50	**17.166**	**52**
8.949	**52**	**10.710**	**52**	12.334	49	14.010	49	**15.566**	**52**	**17.180**	**52**
8.981	**52**	**10.711**	**52**	**12.380**	**52**	14.011	50	**15.567**	**52**	17.204	48
8.982	**52**	**10.713**	**52**	**12.392**	**52**	14.013	50	**15.568**	**52**	17.205	49
9.051	50	**10.714**	**52**	**12.393**	**52**	**14.014**	**52**	**15.580**	**52**	17.223	47
9.055	**52**	**10.778**	**52**	**12.394**	**52**	**14.016**	**52**	15.606	49	17.225	50
9.057	**52**	**10.779**	**52**	**12.477**	**52**	14.019	50	15.607	49	17.262	50
9.064	**52**	**10.780**	**52**	**12.478**	**52**	**14.020**	**52**	**15.671**	**52**	**17.263**	**52**
9.080	**52**	**10.781**	**52**	**12.479**	**52**	**14.021**	**52**	**15.674**	**52**	**17.264**	**52**
9.099	49	10.819	50	**12.480**	**52**	**14.082**	**52**	**15.675**	**52**	**17.266**	**52**
9.123	46	10.849	50	**12.548**	**52**	**14.090**	**52**	**15.680**	**52**	**17.283**	**52**
9.127	50	**10.862**	**52**	**12.549**	**52**	**14.091**	**52**	15.750	50	17.299	49
9.128	50	**10.863**	**52**	**12.564**	**52**	**14.092**	**52**	**15.754**	**52**	**17.347**	**52**
9.149	50	**10.864**	**52**	**12.580**	**52**	14.140	49	**15.755**	**52**	**17.349**	**52**
9.150	**52**	**10.880**	**52**	**12.647**	**52**	14.157	49	**15.764**	**52**	**17.392**	**52**
9.153	47	10.885	45	**12.649**	**52**	14.160	49	15.791	50	**17.393**	**52**
9.154	**52**	10.887	42	**12.664**	**52**	14.161	50	**15.792**	**52**	**17.450**	**52**
9.166	**52**	10.969	50	12.681	50	14.162	50	15.799	49	**17.454**	**52**
9.180	**52**	10.970	50	**12.682**	**52**	14.163	50	15.839	47	**17.464**	**52**
9.196	46	10.974	50	12.719	50	**14.164**	**52**	15.847	50	17.476	50
9.245	49	**10.975**	**52**	**12.763**	**52**	**14.166**	**52**	**15.863**	**52**	**17.490**	**52**
9.278	**52**	**10.977**	**52**	12.778	50	**14.167**	**52**	**15.864**	**52**	17.525	50
9.279	**52**	**10.978**	**52**	**12.779**	**52**	**14.181**	**52**	**15.871**	**52**	**17.548**	**52**
9.280	**52**	**10.983**	**52**	**12.780**	**52**	**14.332**	**52**	**15.880**	**52**	**17.549**	**52**
9.281	**52**	11.424	49	**12.782**	**52**	14.336	49	15.947	46	**17.564**	**52**
9.361	43	11.125	49	12.819	49	14.362	42	15.967	49	**17.580**	**52**
9.369	**52**	11.126	50	12.820	50	**14.383**	**52**	**15.975**	**52**	17.599	49
9.370	**52**	11.203	50	12.835	45	**14.384**	**52**	15.976	50	**17.647**	**52**
9.371	**52**	**11.206**	**52**	**12.870**	**52**	**14.386**	**52**	**15.977**	**52**	**17.649**	**52**
9.380	**52**	**11.291**	**52**	**12.871**	**52**	**14.474**	**52**	**15.978**	**52**	**17.677**	**52**
9.413	49	**11.292**	**52**	**12.874**	**52**	14.493	50	**16.001**	**52**	**17.680**	**52**
9.519	50	**11.293**	**52**	**12.880**	**52**	**14.501**	**52**	16.019	50	17.761	49
9.520	**52**	**11.294**	**52**	12.926	50	**14.502**	**52**	**16.082**	**52**	**17.768**	**52**
9.521	**52**	**11.303**	**52**	12.927	50	**14.503**	**52**	**16.084**	**52**	**17.770**	**52**
9.525	50	**11.306**	**52**	**12.963**	**52**	**14.506**	**52**	**16.086**	**52**	**17.771**	**52**
9.528	**52**	**11.307**	**52**	**12.964**	**52**	**14.507**	**52**	**16.100**	**52**	**17.781**	**52**
9.529	**52**	**11.309**	**52**	**12.966**	**52**	**14.509**	**52**	16.595	47	17.836	49
9.555	**52**	**11.310**	**52**	12.980	48	**14.510**	**52**	16.596	46	**17.848**	**52**
9.591	**52**	**11.311**	**52**	**12.990**	**52**	**14.548**	**52**	16.597	47	**17.849**	**52**
9.592	**52**	**11.313**	**52**	**13.047**	**52**	**14.549**	**52**	16.598	47	**17.864**	**52**
9.593	**52**	11.407	50	**13.049**	**52**	**14.564**	**52**	16.599	47	**17.888**	**52**
9.619	50	11.409	50	**13.064**	**52**	14.577	50	16.600	48	**17.947**	**52**
9.625	50	**11.410**	**52**	13.065	45	**14.580**	**52**	16.601	48	**17.949**	**52**
9.667	**52**	**11.411**	**52**	**13.080**	**52**	14.701	46	16.662	50	17.978	48
9.668	**52**	**11.413**	**52**	13.149	50	14.702	48	16.663	50	17.979	50
9.681	**52**	**11.414**	**52**	**13.150**	**52**	14.703	49	16.664	50	**17.980**	**52**
9.682	**52**	**11.447**	**52**	13.153	47	14.704	48	16.699	49	**17.981**	**52**
9.861	42	**11.449**	**52**	**13.154**	**52**	**14.716**	**52**	16.700	50	18.067	50
9.891	50	11.507	50	**13.169**	**52**	14.719	50	16.701	50	**18.068**	**52**
9.895	**52**	11.528	50	**13.180**	**52**	**14.720**	**52**	16.702	50	**18.069**	**52**
9.898	**52**	**11.532**	**52**	13.355	47	**14.721**	**52**	**16.703**	**52**	**18.070**	**52**
9.906	**52**	**11.561**	**52**	13.378	49	**14.724**	**52**	**16.706**	**52**	**18.121**	**52**
9.947	49	**11.580**	**52**	13.396	50	14.725	50	**16.707**	**52**	**18.143**	**52**
9.961	**52**	**11.581**	**52**	13.398	50	**14.821**	**52**	**16.709**	**52**	**18.149**	**52**
9.962	**52**	**11.582**	**52**	13.399	49	14.864	50	**16.710**	**52**	**18.164**	**52**
9.963	**52**	**11.583**	**52**	**13.407**	**52**	**14.970**	**52**	**16.711**	**52**	**18.180**	**52**
9.966	**52**	11.625	50	**13.409**	**52**	**14.971**	**52**	**16.713**	**52**	**18.248**	**52**
						14.974	**52**	**16.714**	**52**		

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
18.249	52	20.116	52	21.647	52	23.449	52	25.297	52	26.961	50
18.261	52	20.120	52	21.649	52	23.466	52	25.361	52	26.962	52
18.280	52	20.121	52	21.664	52	23.480	52	25.366	52	26.963	52
18.285	45	20.124	52	21.665	45	23.567	52	25.367	52	26.964	52
18.287	42	20.125	50	21.672	47	23.575	52	25.380	52	26.981	52
18.296	46	20.126	52	21.673	48	23.577	52	25.399	49	27.046	50
18.304	48	20.127	52	21.676	50	23.580	52	25.461	52	27.047	52
18.319	50	20.128	52	21.680	52	23.648	52	25.462	52	27.049	52
18.348	50	20.129	52	21.747	52	23.649	52	25.464	52	27.095	52
18.349	52	20.131	52	21.749	52	23.664	52	25.476	50	27.097	52
18.350	52	20.136	52	21.764	52	23.676	50	25.480	52	27.150	50
18.364	52	20.139	52	21.785	52	23.680	52	25.546	50	27.171	52
18.380	52	20.155	52	21.819	50	23.747	52	25.547	52	27.188	50
18.447	52	20.164	52	21.889	52	23.749	52	25.549	52	27.189	52
18.449	52	20.171	52	21.890	52	23.765	45	25.567	52	27.190	52
18.479	52	20.174	52	21.891	52	23.766	52	25.576	50	27.228	52
18.481	52	20.176	50	21.892	52	23.783	52	25.580	52	27.247	52
18.518	44	20.180	52	21.947	52	23.842	44	25.624	50	27.249	52
18.519	50	20.239	50	21.949	52	23.857	52	25.634	48	27.281	52
18.571	52	20.240	50	21.964	52	23.860	52	25.635	48	27.282	52
18.574	52	20.247	52	21.981	52	23.891	50	25.662	52	27.325	50
18.575	52	20.300	52	22.046	50	23.892	52	25.663	52	27.342	48
18.584	52	20.301	52	22.047	52	23.893	52	25.664	52	27.347	52
18.647	52	20.302	52	22.049	52	23.975	50	25.676	50	27.349	52
18.650	52	20.334	49	22.068	52	23.976	50	25.680	52	27.390	52
18.666	52	20.364	52	22.073	48	23.977	50	25.761	42	27.391	52
18.680	52	20.366	52	22.076	50	23.978	52	25.762	42	27.426	44
18.699	49	20.382	52	22.080	52	23.979	52	25.763	43	27.486	52
18.745	49	20.383	52	22.125	50	23.980	52	25.764	44	27.488	52
18.746	50	20.447	52	22.147	52	23.981	52	25.790	52	27.489	52
18.747	52	20.449	52	22.157	52	24.070	52	25.803	52	27.490	52
18.749	52	20.468	52	22.164	52	24.071	52	25.806	52	27.499	49
18.798	50	20.480	52	22.184	52	24.091	52	25.807	52	27.519	50
18.800	52	20.524	50	22.280	52	24.092	52	25.847	52	27.525	50
18.801	52	20.525	50	22.282	52	24.181	52	25.849	52	27.549	52
18.849	52	20.534	49	22.283	52	24.182	52	25.864	52	27.550	52
18.850	52	20.545	49	22.284	52	24.183	52	25.880	52	27.564	52
18.864	52	20.546	50	22.347	52	24.184	52	25.919	50	27.588	52
18.883	52	20.547	52	22.349	52	24.247	52	25.925	50	27.604	48
18.899	49	20.549	52	22.364	52	24.249	52	25.955	52	27.649	52
18.946	50	20.564	52	22.330	52	24.264	52	25.968	52	27.650	52
18.947	52	20.582	52	22.467	52	24.397	52	25.969	52	27.670	52
18.949	52	20.686	52	22.468	52	24.398	52	25.981	52	27.684	52
18.964	52	20.683	52	22.469	52	24.400	52	26.080	52	27.747	52
18.976	50	20.689	52	22.480	52	24.401	52	26.081	52	27.749	52
18.980	52	20.690	52	22.548	52	24.402	52	26.082	52	27.770	52
19.061	49	20.757	52	22.549	52	24.450	52	26.083	52	27.803	52
19.062	50	20.760	52	22.566	52	24.454	52	26.147	52	27.848	52
19.063	52	20.764	52	22.580	52	24.483	52	26.149	52	27.849	52
19.064	52	20.797	52	22.646	50	24.484	52	26.164	52	27.864	52
19.066	52	20.849	50	22.647	52	24.564	50	26.180	52	27.880	52
19.088	50	20.850	52	22.649	52	24.566	52	26.226	50	27.947	52
19.089	52	20.854	52	22.668	52	24.567	52	26.249	50	27.949	52
19.147	52	20.834	52	22.680	52	24.568	52	26.250	52	27.964	52
19.149	52	20.886	52	22.731	50	24.580	52	26.264	42	27.976	50
19.164	52	20.974	52	22.732	50	24.671	52	26.265	42	27.980	52
19.176	50	20.975	52	22.741	44	24.674	52	26.266	43	28.047	52
19.180	52	20.977	52	22.763	52	24.675	52	26.267	45	28.049	52
19.217	44	20.980	52	22.764	52	24.676	50	26.268	52	28.064	52
19.218	44	21.005	49	22.766	52	24.682	52	26.269	52	28.082	52
19.219	50	21.048	52	22.776	50	24.725	50	26.284	50	28.114	43
19.223	47	21.049	52	22.780	52	24.754	52	26.286	52	28.115	45
19.225	50	21.066	52	22.785	45	24.755	52	26.375	52	28.117	44
19.246	50	21.082	52	22.855	52	24.764	52	26.377	52	28.118	44
19.266	52	21.178	52	22.857	52	24.813	52	26.378	52	28.164	52
19.267	52	21.179	52	22.864	52	24.847	52	26.380	52	28.166	52
19.268	52	21.180	52	22.880	52	24.849	52	26.447	52	28.167	52
19.284	52	21.181	52	22.949	52	24.864	52	26.449	52	28.176	50
19.478	52	21.219	50	22.950	52	24.880	52	26.471	52	28.180	52
19.479	52	21.281	50	22.964	52	24.947	52	26.476	50	28.212	43
19.480	52	21.282	50	22.980	52	24.962	52	26.483	52	28.215	45
19.481	52	21.283	52	23.050	52	24.964	52	26.531	50	28.217	44
19.482	52	21.284	52	23.054	52	24.982	52	26.544	48	28.982	49
19.483	52	21.286	52	23.064	52	25.015	49	26.545	48	28.983	50
19.484	52	21.288	52	23.080	52	25.016	50	26.546	49	28.984	50
19.486	52	21.319	50	23.112	43	25.047	52	26.547	50	28.286	52
19.547	52	21.348	52	23.113	49	25.049	52	26.550	52	28.292	52
19.549	52	21.349	52	23.115	45	25.064	52	26.554	52	28.293	52
19.564	52	21.364	52	23.186	52	25.106	52	26.564	52	28.294	52
19.580	52	21.380	52	23.188	52	25.116	45	26.609	52	28.299	49
19.648	52	21.427	50	23.225	42	25.117	44	26.625	50	28.347	52
19.649	52	21.434	49	23.226	43	25.118	44	26.678	52	28.349	52
19.664	52	21.449	52	23.279	52	25.119	50	26.679	52	28.364	52
19.680	52	21.450	52	23.280	52	25.125	50	26.680	52	28.380	52
19.809	49	21.464	52	23.281	52	25.142	48	26.684	52	28.399	49
19.810	50	21.480	52	23.282	52	25.147	52	26.757	52	28.419	50
19.811	50	21.550	46	23.283	52	25.149	52	26.760	52	28.447	52
20.075	50	21.579	49	23.284	52	25.167	52	26.764	52	28.449	52
20.076	50	21.589	52	23.379	52	25.180	52	26.871	50	28.481	50
20.098	50	21.590	52	23.380	52	25.282	49	26.877	52	28.482	52
20.100	50	21.591	52	23.381	52	25.285	45	26.878	52	28.483	52
20.101	52	21.592	52	23.382	52	25.289	50	26.879	52	28.547	52
20.102	52	21.612	48	23.399	49	25.292	52	26.880	52	28.549	52
20.113	52	21.644	48	23.446	50	25.293	52	26.881	52	28.564	52
20.114	52			23.447	52	25.294	52			28.580	52

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
28.646	50	30.050	52	31.748	52	33.469	52	35.377	52	37.071	52
28.647	52	30.070	52	31.749	52	33.470	52	35.378	52	37.079	50
28.649	52	30.076	50	31.764	52	33.489	50	35.379	52	37.080	52
28.664	52	30.080	52	31.782	52	33.481	52	35.380	52	37.147	52
28.680	52	30.148	52	31.836	49	33.482	52	35.381	52	37.149	52
28.747	52	30.149	52	31.847	52	33.547	52	35.419	50	37.164	52
28.749	52	30.164	52	31.849	52	33.549	52	35.425	50	37.197	52
28.766	52	30.176	50	31.858	42	33.566	52	35.447	52	37.255	50
28.782	50	30.180	52	31.859	42	33.576	50	35.454	52	37.257	52
28.783	52	30.247	52	31.913	48	33.580	52	35.464	52	37.263	52
28.799	49	30.249	52	31.962	52	33.688	52	35.476	50	37.266	52
28.821	50	30.407	52	31.963	52	33.689	52	35.480	52	37.280	52
28.836	49	30.409	52	31.964	52	33.690	52	35.547	52	37.347	52
28.839	50	30.411	52	31.966	52	33.691	52	35.549	52	37.349	52
28.849	52	30.413	52	31.967	52	33.751	49	35.564	52	37.364	52
28.850	52	30.414	52	31.980	52	33.762	52	35.576	50	37.380	52
28.883	50	30.416	52	32.001	48	33.763	52	35.580	52	37.447	52
28.884	52	30.448	52	32.047	48	33.764	52	35.647	52	37.449	52
28.889	52	30.454	52	32.048	49	33.780	52	35.649	52	37.464	52
28.936	49	30.464	52	32.049	50	33.826	50	35.706	52	37.480	52
28.947	52	30.480	52	32.050	52	33.869	52	35.707	52	37.501	48
28.950	52	30.532	47	32.054	52	33.870	52	35.803	50	37.505	49
28.966	52	30.533	46	32.064	52	33.871	52	35.805	49	37.508	42
28.980	52	30.534	49	32.080	52	33.900	52	35.809	52	37.547	52
29.047	52	30.609	52	32.148	52	33.936	49	35.810	52	37.549	52
29.049	52	30.640	50	32.149	52	33.947	52	35.811	52	37.564	52
29.053	47	30.646	50	32.169	52	33.949	52	35.820	52	37.597	52
29.069	52	30.647	52	32.183	52	33.964	52	35.846	49	37.619	50
29.076	50	30.648	52	32.219	50	33.986	52	35.847	50	37.625	50
29.080	52	30.667	52	32.228	50	34.007	49	35.848	50	37.647	52
29.119	50	30.668	52	32.234	49	34.070	50	35.849	52	37.649	52
29.125	50	30.669	52	32.260	52	34.071	52	35.850	52	37.664	52
29.147	52	30.670	52	32.261	52	34.074	52	35.888	52	37.672	47
29.149	52	30.676	50	32.264	52	34.075	52	35.889	52	37.673	48
29.200	49	30.680	52	32.280	52	34.080	52	35.899	49	37.680	52
29.201	50	30.710	49	32.336	45	34.147	52	35.916	50	37.747	52
29.203	52	30.719	50	32.349	52	34.149	52	35.947	52	37.749	52
29.206	52	30.760	52	32.354	52	34.164	52	35.949	52	37.764	52
29.249	49	30.761	52	32.364	52	34.180	52	35.964	52	37.780	52
29.250	50	30.764	52	32.380	52	34.247	52	35.965	45	37.847	52
29.309	52	30.810	49	32.413	49	34.249	52	35.980	52	37.849	52
29.310	52	30.821	50	32.448	52	34.264	52	35.990	45	37.864	52
29.311	52	30.827	52	32.449	52	34.280	52	36.019	49	37.880	52
29.365	45	30.846	50	32.464	52	34.347	52	36.054	50	37.904	48
29.366	46	30.847	52	32.493	52	34.349	52	36.067	52	37.905	49
29.367	46	30.849	52	32.499	49	34.364	52	36.068	52	37.925	50
29.372	47	30.877	52	32.546	49	34.380	52	36.069	52	37.946	49
29.374	48	30.880	52	32.547	50	34.433	45	36.083	52	37.947	49
29.381	52	30.967	45	32.548	52	34.446	50	36.085	45	37.948	50
29.382	52	30.970	52	32.549	52	34.447	52	36.087	42	37.954	52
29.383	52	30.971	52	32.567	52	34.449	52	36.146	50	37.955	52
29.384	52	30.981	52	32.586	52	34.464	52	36.147	52	37.964	52
29.386	52	30.989	52	32.671	48	34.481	52	36.157	52	37.980	52
29.432	50	31.001	49	32.679	52	34.499	49	36.164	52	38.047	52
29.447	52	31.034	49	32.680	52	34.525	50	36.177	50	38.049	52
29.449	52	31.054	52	32.681	52	34.537	47	36.188	52	38.064	52
29.464	52	31.055	52	32.682	52	34.550	52	36.219	50	38.080	52
29.486	52	31.064	52	32.749	52	34.555	52	36.279	52	38.147	52
29.544	48	31.080	52	32.791	52	34.564	52	36.280	52	38.149	52
29.546	49	31.147	52	32.794	52	34.580	52	36.281	52	38.164	52
29.547	50	31.149	52	32.802	52	34.616	50	36.282	52	38.180	52
29.548	52	31.164	52	32.834	49	34.647	52	36.347	52	38.247	52
29.549	52	31.180	52	32.847	52	34.649	52	36.349	52	38.249	52
29.607	45	31.247	52	32.849	52	34.664	52	36.364	52	38.264	52
29.626	52	31.249	52	32.864	52	34.680	52	36.380	52	38.280	52
29.627	52	31.264	52	32.880	52	34.870	52	36.405	49	38.347	52
29.634	49	31.286	52	32.960	52	34.871	52	36.447	52	38.349	52
29.647	52	31.354	49	32.961	52	34.874	52	36.449	52	38.364	52
29.649	52	31.355	49	32.964	52	34.875	52	36.464	52	38.380	52
29.664	52	31.367	50	32.980	52	34.882	52	36.480	52	38.447	52
29.680	52	31.374	52	33.019	50	34.883	52	36.499	49	38.449	52
29.699	49	31.397	52	33.034	49	34.884	52	36.547	52	38.464	52
29.757	52	31.411	52	33.047	52	34.886	52	36.549	52	38.480	52
29.760	52	31.413	52	33.049	52	34.905	49	36.564	52	38.547	52
29.764	52	31.419	50	33.064	52	34.961	52	36.580	52	38.549	52
29.814	49	31.445	49	33.080	52	34.962	52	36.639	45	38.564	52
29.886	50	31.448	50	33.177	50	34.964	52	36.663	52	38.580	52
29.888	50	31.460	52	33.178	50	34.980	52	36.700	52	38.648	46
29.889	50	31.461	52	33.179	50	35.047	52	36.701	52	38.649	48
29.890	50	31.464	52	33.180	52	35.049	52	36.702	52	38.660	48
29.891	50	31.488	52	33.181	52	35.064	52	36.777	52	38.671	52
29.892	52	31.547	52	33.182	52	35.080	52	36.778	52	38.674	52
29.893	52	31.549	52	33.183	52	35.104	48	36.779	52	38.675	52
29.894	52	31.564	52	33.229	50	35.119	50	36.780	52	38.680	52
29.895	52	31.583	52	33.247	52	35.131	49	36.847	52	38.780	50
29.897	52	31.669	52	33.249	52	35.154	52	36.849	52	38.781	50
29.899	49	31.670	52	33.264	52	35.160	52	36.864	52	38.782	52
29.954	52	31.671	52	33.280	52	35.164	52	36.880	52	38.783	52
29.955	52	31.681	52	33.347	52	35.180	52	36.964	52	38.784	52
29.971	52	31.723	44	33.349	52	35.219	50	36.966	52	38.786	52
29.980	52	31.734	49	33.364	52	35.261	52	36.967	52	38.848	49
30.020	50	31.735	50	33.380	52	35.262	52	36.950	52	38.849	50
30.025	50	31.736	50	33.464	48	35.360	50	37.025	50	38.857	52
30.046	49	31.745	49	33.467	49	35.364	50	37.069	52	38.863	52
30.049	52	31.746	50	33.468	50	35.375	52	37.070	52	38.864	52

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
38.930	52	40.719	50	42.467	52	43.849	52	45.480	52	47.962	52
38.947	52	40.725	50	42.503	50	43.864	52	45.545	49	47.964	52
38.949	52	40.789	52	42.506	52	43.889	52	45.546	50	47.980	52
38.964	52	40.790	52	42.508	42	43.950	52	45.547	52	47.162	52
38.980	52	40.791	52	42.519	50	43.954	52	45.549	52	47.163	52
39.045	49	40.792	52	42.575	52	43.964	52	45.568	52	47.164	52
39.046	50	40.819	50	42.577	52	43.980	52	45.595	52	47.172	47
39.082	52	40.857	47	42.578	52	44.028	50	45.649	52	47.180	52
39.083	52	40.890	52	42.580	52	44.029	50	45.650	52	47.219	50
39.084	52	40.891	52	42.626	49	44.075	52	45.664	52	47.225	50
39.086	52	40.892	52	42.627	50	44.077	52	45.673	48	47.247	52
39.099	49	40.893	52	42.628	50	44.078	52	45.680	52	47.249	52
39.147	52	40.998	52	42.667	50	44.080	52	45.719	50	47.279	52
39.149	52	41.004	48	42.668	52	44.175	52	45.763	47	47.280	52
39.164	52	41.005	49	42.669	52	44.176	50	45.764	52	47.350	52
39.181	52	41.007	52	42.670	52	44.177	52	45.766	52	47.365	52
39.247	52	41.009	52	42.691	52	44.179	52	45.767	52	47.414	52
39.249	52	41.010	52	42.719	50	44.180	52	45.773	48	47.416	52
39.264	52	41.097	50	42.725	50	44.254	52	45.776	50	47.447	48
39.283	52	41.098	50	42.747	52	44.257	52	45.780	52	47.449	50
39.367	48	41.100	52	42.749	52	44.264	52	45.825	50	47.450	52
39.368	48	41.101	52	42.764	52	44.280	52	45.846	50	47.454	52
39.369	49	41.102	52	42.783	52	44.319	50	45.847	52	47.475	52
39.370	49	41.103	52	42.826	50	44.324	47	45.849	52	47.480	52
39.371	50	41.119	50	42.827	50	44.366	45	45.871	52	47.519	50
39.425	50	41.134	49	42.847	52	44.395	52	45.882	52	47.525	50
39.426	50	41.170	52	42.849	52	44.397	52	45.899	49	47.535	49
39.427	52	41.171	52	42.864	52	44.398	52	45.904	48	47.546	50
39.428	52	41.174	52	42.893	52	44.400	52	45.905	49	47.547	52
39.463	52	41.180	52	42.960	52	44.469	49	45.947	52	47.549	52
39.464	52	41.269	52	42.961	52	44.470	49	45.950	52	47.564	52
39.466	52	41.270	52	42.965	45	44.471	50	45.964	43	47.576	50
39.467	52	41.271	52	42.966	52	44.473	48	45.931	52	47.580	52
39.468	52	41.280	52	42.991	52	44.474	52	45.982	52	47.698	50
39.476	50	41.316	50	43.025	50	44.477	52	46.019	50	47.700	50
39.480	52	41.347	52	43.048	52	44.478	52	46.030	45	47.709	52
39.555	52	41.349	52	43.049	52	44.486	52	46.037	47	47.710	52
39.557	52	41.364	52	43.064	52	44.546	49	46.046	50	47.711	52
39.564	52	41.380	52	43.080	52	44.548	52	46.047	52	47.713	52
39.580	52	41.447	52	43.142	48	44.549	52	46.049	52	47.768	52
39.647	52	41.449	52	43.145	49	44.566	52	46.064	52	47.769	52
39.649	52	41.458	42	43.146	50	44.584	52	46.092	52	47.770	52
39.664	52	41.459	42	43.149	52	44.605	49	46.104	48	47.797	52
39.680	52	41.464	52	43.150	52	44.636	49	46.105	49	47.823	47
39.760	52	41.506	52	43.169	52	44.647	52	46.147	52	47.857	52
39.761	52	41.526	50	43.180	52	44.662	52	46.149	52	47.860	52
39.764	52	41.537	47	43.247	52	44.664	52	46.164	52	47.864	52
39.780	52	41.538	44	43.249	52	44.680	52	46.180	52	47.880	52
39.854	52	41.549	52	43.278	50	44.725	50	46.216	50	47.947	52
39.855	52	41.550	52	43.279	52	44.771	52	46.247	52	47.949	52
39.861	52	41.566	52	43.289	52	44.774	52	46.249	52	47.964	52
39.880	52	41.598	52	43.325	50	44.775	52	46.264	52	47.980	52
39.974	52	41.645	49	43.334	49	44.784	52	46.280	52	48.025	50
39.975	52	41.648	52	43.347	52	44.844	47	46.347	52	48.046	50
39.977	52	41.649	52	43.349	52	44.850	50	46.349	52	48.047	52
39.980	52	41.664	52	43.364	52	44.854	50	46.364	52	48.049	52
40.008	42	41.680	52	43.376	50	44.857	52	46.380	52	48.064	52
40.012	43	41.777	52	43.380	52	44.860	52	46.418	43	48.080	52
40.049	52	41.778	52	43.438	44	44.866	52	46.429	50	48.104	48
40.050	52	41.779	52	43.439	47	44.880	52	46.448	52	48.105	49
40.061	52	41.780	52	43.441	48	44.934	49	46.449	52	48.115	49
40.080	52	41.796	46	43.454	52	44.954	52	46.470	52	48.147	52
40.119	50	41.825	50	43.455	52	44.956	52	46.506	52	48.154	52
40.154	49	41.935	52	43.467	52	44.964	52	46.547	52	48.164	52
40.164	50	41.936	52	43.480	52	44.984	52	46.549	52	48.180	52
40.167	52	41.939	52	43.547	52	45.032	50	46.571	52	48.247	52
40.168	52	41.940	52	43.549	52	45.042	48	46.580	52	48.249	52
40.169	52	41.948	52	43.564	52	45.044	48	46.585	45	48.264	52
40.188	52	41.949	52	43.580	52	45.049	52	46.587	42	48.273	48
40.289	52	41.964	52	43.623	50	45.050	52	46.596	46	48.280	52
40.290	52	41.980	52	43.634	49	45.090	52	46.661	52	48.347	52
40.291	52	42.047	52	43.647	52	45.091	52	46.662	52	48.349	52
40.292	52	42.049	52	43.654	52	45.142	47	46.664	52	48.364	52
40.319	50	42.078	52	43.656	43	45.144	48	46.681	52	48.380	52
40.346	50	42.081	52	43.658	42	45.148	50	46.725	50	48.385	45
40.347	52	42.135	50	43.659	42	45.149	52	46.767	52	48.387	43
40.349	52	42.136	50	43.664	52	45.150	52	46.768	52	48.405	49
40.364	52	42.147	52	43.665	45	45.170	52	46.769	52	48.447	52
40.386	52	42.149	52	43.682	52	45.176	50	46.780	52	48.449	52
40.448	52	42.179	52	43.799	42	45.180	52	46.825	50	48.479	50
40.449	52	42.180	52	43.800	45	45.247	52	46.830	45	48.480	52
40.469	52	42.254	52	43.801	46	45.249	52	46.834	49	48.481	52
40.480	52	42.255	52	43.802	46	45.264	52	46.844	48	48.539	50
40.519	50	42.257	52	43.803	47	45.280	52	46.845	49	48.540	50
40.547	50	42.280	52	43.819	50	45.347	52	46.847	52	48.563	52
40.548	52	42.301	50	43.820	50	45.349	52	46.888	50	48.564	52
40.566	52	42.302	50	43.821	52	45.364	52	46.889	52	48.566	52
40.567	52	42.393	52	43.824	52	45.379	50	46.891	52	48.580	52
40.580	52	42.394	52	43.825	50	45.380	52	46.892	52	48.678	52
40.625	50	42.395	52	43.826	52	45.405	49	46.925	50	48.679	52
40.654	52	42.397	52	43.827	52	45.475	50	46.947	52	48.680	52
40.660	52	42.447	52	43.834	49	45.476	50	46.949	52	48.681	52
40.670	52	42.449	52	43.845	49	45.477	52	46.964	52	48.699	49
40.680	52	42.465	52	43.846	50	45.478	52	46.980	52	48.705	49
40.705	49			43.847	52	45.479	52	47.061	52		

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement
48.747	52	50.801	52	52.664	52	55.049	52	57.380	52	59.749	52
48.749	52	50.809	52	52.680	52	55.064	52	57.447	52	59.764	52
48.779	52	50.810	52	52.747	52	55.080	52	57.449	52	59.780	52
48.780	52	50.834	49	52.749	52	55.147	52	57.464	52	59.847	52
48.819	50	50.835	50	52.764	52	55.149	52	57.480	52	59.849	52
48.825	50	50.836	50	52.780	52	55.164	52	57.547	52	59.864	52
48.847	52	50.880	52	52.847	52	55.180	52	57.549	52	59.880	52
48.849	52	50.891	52	52.849	52	55.247	52	57.564	52	59.947	52
48.864	52	50.892	52	52.864	52	55.249	52	57.580	52	59.949	52
48.881	52	50.895	52	52.880	52	55.264	52	57.647	52	59.964	52
48.934	49	50.942	48	52.947	52	55.280	52	57.649	52	59.980	52
48.947	52	50.947	52	52.949	52	55.347	52	57.664	52	60.047	52
48.949	52	50.949	52	52.964	52	55.349	52	57.680	52	60.049	52
48.964	52	50.964	52	52.980	52	55.364	52	57.747	52	60.064	52
48.980	52	50.980	52	53.047	52	55.380	52	57.749	52	60.080	52
49.050	52	51.047	52	53.049	52	55.447	52	57.764	52	60.147	52
49.054	52	51.049	52	53.064	52	55.449	52	57.780	52	60.149	52
49.064	52	51.064	52	53.080	52	55.464	52	57.847	52	60.164	52
49.080	52	51.076	50	53.147	52	55.480	52	57.849	52	60.180	52
49.147	52	51.080	52	53.149	52	55.547	52	57.864	52	60.247	52
49.149	52	51.147	52	53.164	52	55.549	52	57.880	52	60.249	52
49.164	52	51.149	52	53.180	52	55.564	52	57.947	52	60.264	52
49.180	52	51.164	52	53.247	52	55.580	52	57.949	52	60.280	52
49.247	52	51.180	52	53.249	52	55.647	52	57.964	52	60.347	52
49.249	52	51.260	42	53.264	52	55.649	52	57.980	52	60.349	52
49.264	52	51.261	42	53.280	52	55.664	52	58.047	52	60.364	52
49.280	52	51.262	43	53.347	52	55.680	52	58.049	52	60.380	52
49.319	50	51.263	43	53.349	52	55.747	52	58.064	52	60.447	52
49.355	52	51.264	43	53.364	52	55.749	52	58.080	52	60.449	52
49.357	52	51.265	45	53.380	52	55.764	52	58.147	52	60.464	52
49.364	52	51.266	47	53.447	52	55.780	52	58.149	52	60.480	52
49.380	52	51.267	49	53.449	52	55.847	52	58.164	52	60.547	52
49.447	52	51.268	50	53.464	52	55.849	52	58.180	52	60.549	52
49.449	52	51.269	52	53.480	52	55.864	52	58.247	52	60.564	52
49.478	52	51.270	52	53.547	52	55.880	52	58.249	52	60.580	52
49.480	52	51.271	52	53.549	52	55.947	52	58.264	52	60.647	52
49.547	52	51.272	47	53.564	52	55.949	52	58.280	52	60.649	52
49.549	52	51.273	48	53.580	52	55.964	52	58.347	52	60.664	52
49.564	52	51.276	50	53.647	52	55.980	52	58.349	52	60.680	52
49.582	52	51.280	52	53.649	52	56.047	52	58.364	52	60.747	52
49.647	52	51.349	52	53.664	52	56.049	52	58.380	52	60.749	52
49.649	52	51.350	52	53.680	52	56.064	52	58.447	52	60.764	52
49.664	52	51.364	52	53.747	52	56.080	52	58.449	52	60.780	52
49.680	52	51.380	52	53.749	52	56.147	52	58.464	52	61.014	52
49.719	50	51.447	52	53.764	52	56.149	52	58.480	52	61.016	52
49.747	52	51.449	52	53.780	52	56.164	52	58.547	52	61.020	52
49.755	52	51.464	52	53.847	52	56.180	52	58.549	52	61.021	52
49.764	52	51.480	52	53.849	52	56.247	52	58.564	52	61.024	52
49.813	52	51.547	52	53.864	52	56.249	52	58.580	52	61.026	52
49.847	52	51.549	52	53.880	52	56.264	52	58.647	52	61.027	52
49.849	52	51.564	52	53.947	52	56.280	52	58.649	52	61.028	52
49.883	52	51.580	52	53.949	52	56.347	52	58.664	52	61.047	52
49.884	52	51.647	52	53.964	52	56.349	52	58.680	52	61.049	52
49.947	52	51.649	52	53.980	52	56.364	52	58.747	52	61.064	52
49.949	52	51.664	52	54.047	52	56.380	52	58.749	52	61.080	52
49.990	52	51.680	52	54.049	52	56.447	52	58.764	52	61.119	50
49.991	52	51.747	52	54.064	52	56.449	52	58.780	52	61.147	52
50.047	52	51.749	52	54.080	52	56.464	52	58.847	52	61.149	52
50.060	52	51.764	52	54.147	52	56.480	52	58.849	52	61.164	52
50.071	52	51.780	52	54.149	52	56.547	52	58.864	52	61.180	52
50.080	52	51.847	52	54.164	52	56.549	52	58.880	52	61.247	52
50.449	52	51.849	52	54.180	52	56.564	52	58.947	52	61.249	52
50.450	52	51.864	52	54.247	52	56.580	52	58.949	52	61.320	52
50.454	52	51.880	52	54.249	52	56.647	52	58.964	52	61.321	52
50.455	52	51.947	52	54.264	52	56.649	52	58.980	52	61.347	52
50.457	52	51.949	52	54.280	52	56.664	52	59.047	52	61.349	52
50.460	52	51.964	52	54.347	52	56.680	52	59.049	52	61.364	52
50.461	52	51.980	52	54.349	52	56.747	52	59.064	52	61.380	52
50.462	52	52.047	52	54.364	52	56.749	52	59.080	52	61.447	52
50.463	52	52.049	52	54.380	52	56.764	52	59.147	52	61.449	52
50.464	52	52.064	52	54.447	52	56.780	52	59.149	52	61.464	52
50.466	52	52.080	52	54.449	52	56.847	52	59.164	52	61.480	52
50.467	52	52.147	52	54.464	52	56.849	52	59.180	52	61.547	52
50.470	52	52.149	52	54.480	52	56.864	52	59.247	52	61.549	52
50.471	52	52.164	52	54.547	52	56.880	52	59.249	52	61.564	52
50.474	52	52.180	52	54.549	52	56.947	52	59.264	52	61.582	52
50.476	50	52.247	52	54.564	52	56.949	52	59.280	52	61.675	52
50.482	52	52.249	52	54.580	52	56.964	52	59.347	52	61.677	52
50.499	49	52.264	52	54.647	52	56.980	52	59.349	52	61.678	52
50.550	50	52.280	52	54.649	52	57.047	52	59.364	52	61.680	52
50.554	50	52.347	52	54.664	52	57.049	52	59.380	52	61.687	42
50.555	52	52.349	52	54.680	52	57.064	52	59.447	52	61.696	46
50.557	52	52.364	52	54.747	52	57.080	52	59.449	52	61.699	49
50.564	52	52.380	52	54.749	52	57.147	52	59.464	52	61.704	48
50.580	52	52.447	52	54.764	52	57.149	52	59.480	52	61.705	49
50.625	50	52.449	52	54.780	52	57.164	52	59.547	52	61.708	42
50.634	49	52.464	52	54.847	52	57.180	52	59.549	52	61.712	43
50.647	52	52.480	52	54.849	52	57.247	52	59.564	52	61.715	45
50.649	52	52.547	52	54.864	52	57.249	52	59.580	52	61.717	44
50.664	52	52.549	52	54.880	52	57.264	52	59.647	52	61.718	44
50.680	52	52.564	52	54.947	52	57.280	52	59.649	52	61.719	50
50.797	50	52.580	52	54.949	52	57.347	52	59.664	52	61.725	50
50.799	49	52.647	52	54.964	52	57.349	52	59.680	52	61.734	49
50.800	52	52.649	52	54.980	52	57.364	52	59.747	52	61.747	52
				55.047	52						

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
61.749	52	63.580	52	65.355	52	66.947	52	68.761	48	70.693	52
61.764	52	63.647	52	65.357	52	66.940	52	68.766	52	70.894	52
61.780	52	63.649	52	65.364	52	66.964	52	68.768	52	70.895	52
61.848	52	63.671	52	65.380	52	67.006	52	68.769	52	70.719	50
61.849	52	63.689	52	65.447	52	67.061	52	68.795	52	70.747	50
61.864	52	63.747	52	65.454	52	67.062	52	68.857	50	70.748	52
61.876	50	63.778	50	65.464	52	67.064	52	68.860	52	70.749	52
61.961	52	63.779	52	65.476	50	67.080	52	68.861	52	70.769	52
61.962	52	63.780	52	65.480	52	67.099	49	68.875	52	70.801	52
61.963	52	63.781	52	65.519	50	67.147	52	68.880	52	70.847	52
61.964	52	63.847	50	65.546	50	67.149	52	68.923	47	70.849	52
61.980	52	63.857	52	65.547	52	67.164	52	68.933	46	70.867	52
62.047	52	63.875	52	65.549	52	67.181	52	68.934	49	70.880	52
62.049	52	63.877	52	65.564	52	67.199	49	68.950	52	70.926	50
62.064	52	63.881	52	65.586	52	67.219	50	68.954	52	70.927	50
62.080	52	63.947	52	65.647	52	67.247	52	68.964	52	70.934	49
62.107	52	63.949	52	65.649	52	67.249	52	68.980	52	70.955	52
62.149	52	63.964	52	65.668	52	67.271	52	69.021	50	70.957	52
62.164	52	63.980	52	65.680	52	67.280	52	69.047	52	70.964	52
62.180	52	64.049	52	65.716	49	67.347	52	69.075	52	70.980	52
62.219	50	64.050	52	65.719	50	67.349	52	69.078	52	71.019	50
62.225	50	64.064	52	65.725	50	67.364	52	69.080	52	71.049	52
62.247	52	64.086	52	65.766	52	67.372	47	69.164	52	71.054	52
62.249	52	64.099	49	65.767	52	67.380	52	69.166	52	71.064	52
62.264	52	64.236	52	65.795	48	67.405	49	69.167	52	71.083	52
62.276	50	64.239	52	65.796	46	67.464	50	69.180	52	71.125	50
62.280	52	64.240	52	65.797	50	67.466	52	69.222	46	71.150	49
62.347	52	64.247	52	65.798	52	67.467	52	69.223	47	71.155	52
62.349	52	64.248	52	65.799	49	67.468	52	69.225	50	71.157	52
62.366	52	64.249	52	65.800	52	67.476	50	69.247	52	71.164	52
62.380	52	64.282	52	65.825	50	67.480	52	69.249	52	71.180	52
62.434	49	64.283	52	65.855	52	67.546	50	69.277	52	71.219	50
62.447	52	64.371	52	65.863	52	67.547	52	69.280	52	71.222	46
62.449	52	64.380	52	65.864	52	67.549	52	69.325	50	71.223	47
62.464	52	64.381	52	65.865	45	67.564	52	69.330	45	71.225	50
62.480	52	64.382	52	65.872	47	67.576	50	69.347	52	71.247	52
62.505	49	64.455	50	65.873	48	67.580	52	69.364	52	71.249	52
62.549	50	64.457	52	65.880	52	67.619	50	69.364	52	71.270	52
62.525	50	64.460	52	65.919	50	67.628	50	69.380	52	71.280	52
62.547	52	64.464	52	65.948	52	67.637	46	69.464	52	71.309	52
62.550	52	64.486	52	65.949	52	67.647	50	69.466	52	71.370	52
62.564	52	64.515	45	65.964	52	67.648	52	69.467	52	71.371	52
62.576	50	64.516	49	65.980	52	67.649	52	69.480	52	71.376	50
62.580	52	64.546	50	65.999	49	67.664	52	69.548	52	71.384	52
62.605	49	64.547	52	66.005	49	67.680	52	69.549	52	71.446	50
62.695	52	64.549	52	66.048	52	67.747	52	69.564	52	71.447	52
62.697	52	64.564	52	66.049	52	67.749	52	69.580	52	71.449	52
62.698	52	64.580	52	66.052	43	67.764	52	69.625	50	71.464	52
62.700	52	64.649	52	66.053	47	67.780	52	69.626	50	71.485	45
62.747	52	64.650	52	66.066	52	67.854	52	69.647	52	71.486	52
62.749	52	64.664	52	66.080	52	67.855	52	69.649	52	71.547	52
62.764	52	64.680	52	66.181	52	67.867	52	69.666	52	71.549	52
62.780	52	64.745	49	66.182	52	67.939	52	69.680	52	71.564	52
62.847	52	64.746	50	66.183	52	67.947	52	69.747	52	71.580	52
62.849	52	64.747	52	66.191	52	67.949	52	69.750	52	71.642	48
62.864	52	64.755	52	66.255	52	67.964	52	69.764	52	71.648	52
62.880	52	64.777	52	66.257	52	67.980	52	69.780	52	71.649	52
62.947	52	64.780	52	66.264	52	68.047	52	69.848	52	71.664	52
62.949	52	64.847	52	66.280	52	68.049	52	69.849	52	71.680	52
62.974	52	64.849	52	66.325	50	68.064	52	69.860	52	71.777	52
62.980	52	64.864	52	66.347	52	68.080	52	69.880	52	71.778	52
63.057	49	64.880	52	66.349	52	68.149	52	69.945	49	71.779	52
63.060	50	61.905	49	66.368	52	68.150	52	69.946	50	71.780	52
63.061	52	64.947	52	66.373	48	68.164	52	69.947	52	71.849	52
63.077	52	64.949	52	66.376	50	68.172	47	69.949	52	71.850	52
63.078	52	64.951	43	66.380	52	68.183	52	69.964	52	71.868	52
63.080	52	64.952	43	66.446	50	68.226	50	69.981	52	71.876	50
63.162	52	64.953	47	66.447	52	68.249	52	70.060	52	71.881	52
63.163	52	64.964	52	66.457	52	68.255	52	70.061	52	71.962	50
63.164	52	64.980	52	66.464	52	68.264	52	70.064	52	71.963	52
63.180	52	65.019	50	66.480	52	68.286	52	70.080	52	71.964	52
63.266	52	65.039	49	66.546	50	68.299	49	70.147	52	71.966	52
63.267	52	65.049	52	66.547	52	68.347	52	70.149	52	71.983	52
63.268	52	65.050	52	66.549	52	68.348	52	70.160	52	72.064	52
63.274	48	65.064	52	66.564	52	68.364	52	70.180	52	72.066	52
63.280	52	65.080	52	66.576	50	68.380	52	70.247	52	72.067	52
63.325	50	65.119	50	66.580	52	68.434	49	70.249	52	72.080	52
63.364	50	65.125	50	66.963	52	68.447	52	70.264	52	72.099	49
63.366	52	65.135	45	66.664	52	68.449	52	70.280	52	72.125	50
63.367	52	65.137	47	66.665	45	68.464	52	70.347	52	72.155	52
63.368	52	65.138	44	66.666	52	68.493	52	70.349	52	72.157	52
63.381	52	65.149	52	66.680	52	68.545	49	70.364	52	72.164	52
63.407	48	65.150	52	66.747	52	68.546	50	70.380	52	72.180	52
63.446	44	65.168	52	66.749	52	68.547	52	70.425	50	72.256	52
63.539	50	65.180	52	66.797	52	68.549	52	70.502	52	72.257	52
63.540	50	65.204	48	66.798	52	68.564	52	70.503	52	72.264	52
63.554	52	65.205	49	66.862	52	68.580	52	70.506	52	72.294	52
63.555	52	65.257	47	66.863	52	68.654	52	70.507	52	72.347	52
63.557	52	65.263	50	66.864	52	68.655	52	70.547	48	72.349	52
63.560	52	65.266	52	66.873	48	68.664	52	70.554	52	72.366	52
63.561	52	65.267	52	66.876	50	68.683	52	70.555	52	72.382	52
63.562	52	65.268	52	66.880	52	68.704	48	70.564	52	72.404	48
63.564	52	65.276	50	66.924	50	68.705	49	70.581	52	72.405	49
		65.280	52			68.760	47	70.692	52	72.447	52

NUMEROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMEROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMEROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMEROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMEROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMEROS	ANNÉES d'amortissement.
72.450	**52**	**73.791**	**52**	**75.064**	**52**	76.302	49	**77.449**	**52**	**78.649**	**52**
72.464	**52**	**73.927**	**52**	**75.080**	**52**	76.303	50	**77.464**	**52**	**78.664**	**52**
72.480	**52**	**73.928**	**52**	**75.147**	**52**	76.309	52	**77.480**	**52**	**78.680**	**52**
72.647	**52**	**73.929**	**52**	**75.140**	**52**	76.386	52	77.543	46	78.716	50
72.649	**52**	**73.931**	**52**	**75.168**	**52**	76.388	52	77.546	50	**78.747**	**52**
72.650	**52**	73.934	49	**75.180**	**52**	76.389	52	**77.547**	**52**	**78.749**	**52**
72.657	**52**	**73.947**	**52**	75.224	50	76.390	52	**77.549**	**52**	**78.764**	**52**
72.660	**52**	**73.949**	**52**	75.225	50	76.391	52	**77.564**	**52**	**78.789**	**52**
72.661	**52**	**73.964**	**52**	**75.247**	**52**	76.392	52	**77.580**	**52**	**78.847**	**52**
72.664	**52**	**73.980**	**52**	**75.249**	**52**	76.393	52	77.599	49	**78.849**	**52**
72.680	**52**	**74.048**	**52**	**75.264**	**52**	76.461	52	**77.647**	**52**	**78.864**	**52**
72.699	49	**74.049**	**52**	75.276	50	76.462	52	**77.649**	**52**	**78.880**	**52**
72.705	49	**74.064**	**52**	**75.280**	**52**	76.464	52	**77.664**	**52**	**78.947**	**52**
72.725	50	**74.080**	**52**	75.338	44	76.480	50	**77.680**	**52**	**78.949**	**52**
72.730	45	74.201	46	75.359	42	**76.481**	**52**	**77.747**	**52**	**78.964**	**52**
72.755	**52**	74.202	46	**75.368**	**52**	76.519	50	**77.749**	**52**	**79.054**	**52**
72.757	**52**	**74.448**	**52**	**75.369**	**52**	**76.569**	**52**	**77.764**	**52**	**79.055**	**52**
72.769	**52**	**74.449**	**52**	**75.370**	**52**	**76.570**	**52**	**77.780**	**52**	**79.057**	**52**
72.782	50	**74.450**	**52**	**75.380**	**52**	**76.571**	**52**	**77.847**	**52**	**79.064**	**52**
72.783	**52**	**74.463**	**52**	75.419	50	**76.580**	**52**	**77.849**	**52**	**79.080**	**52**
72.819	50	**74.464**	**52**	75.446	50	**76.647**	**52**	**77.864**	**52**	79.119	50
72.861	**52**	**74.466**	**52**	**75.447**	**52**	**76.649**	**52**	**77.880**	**52**	79.125	50
72.862	**52**	**74.467**	**52**	**75.449**	**52**	**76.664**	**52**	**77.949**	**52**	**79.147**	**52**
72.864	**52**	**74.468**	**52**	**75.475**	**52**	**76.680**	**52**	**77.950**	**52**	**79.149**	**52**
72.880	**52**	**74.469**	**52**	**75.480**	**52**	76.721	49	**77.964**	**52**	**79.164**	**52**
72.955	**52**	**74.470**	**52**	**75.547**	**52**	76.724	49	77.976	50	**79.180**	**52**
72.957	**52**	**74.471**	**52**	**75.561**	**52**	76.725	50	**77.980**	**52**	**79.247**	**52**
72.964	**52**	**74.474**	**52**	**75.564**	**52**	**76.747**	**52**	78.025	50	**79.249**	**52**
72.980	**52**	**74.475**	**52**	**75.580**	**52**	**76.749**	**52**	**78.047**	**52**	**79.264**	**52**
73.077	**52**	**74.477**	**52**	75.615	49	**76.764**	**52**	**78.049**	**52**	**79.280**	**52**
73.078	**52**	**74.478**	**52**	75.616	50	**76.780**	**52**	**78.681**	**52**	**79.347**	**52**
73.079	**52**	**74.484**	**52**	**75.647**	**52**	76.822	46	**78.682**	**52**	**79.349**	**52**
73.080	**52**	74.534	49	**75.649**	**52**	**76.847**	**52**	**78.147**	**52**	**79.364**	**52**
73.147	**52**	74.535	50	75.653	47	**76.849**	**52**	**78.149**	**52**	**79.380**	**52**
73.149	**52**	74.536	50	**75.664**	**52**	**76.864**	**52**	**78.164**	**52**	**79.447**	**52**
73.174	**52**	**74.548**	**52**	**75.680**	**52**	**76.880**	**52**	**78.182**	**52**	**79.449**	**52**
73.180	**52**	**74.549**	**52**	**75.748**	**52**	**76.947**	**52**	78.228	50	**79.477**	**52**
73.254	**52**	**74.564**	**52**	**75.749**	**52**	**76.949**	**52**	**78.247**	**52**	**79.480**	**52**
73.255	**52**	74.599	49	**75.764**	**52**	**76.964**	**52**	**78.249**	**52**	79.499	49
73.271	**52**	**74.600**	**52**	**75.780**	**52**	**76.980**	**52**	78.278	50	**79.547**	**52**
73.280	**52**	74.649	50	75.849	50	77.042	48	**78.279**	**52**	**79.549**	**52**
73.331	50	**74.655**	**52**	**75.850**	**52**	77.044	48	**78.280**	**52**	**79.564**	**52**
73.462	**52**	**74.657**	**52**	**75.854**	**52**	77.045	49	**78.347**	**52**	**79.580**	**52**
73.463	**52**	**74.664**	**52**	**75.866**	**52**	77.046	50	**78.349**	**52**	**79.648**	**52**
73.464	**52**	**74.680**	**52**	**75.880**	**52**	**77.047**	**52**	**78.364**	**52**	**79.649**	**52**
73.474	**52**	**74.747**	**52**	75.919	50	**77.049**	**52**	78.379	50	**79.664**	**52**
73.475	**52**	**74.749**	**52**	75.946	50	**77.064**	**52**	**78.380**	**52**	**79.680**	**52**
73.477	**52**	**74.764**	**52**	**75.947**	**52**	**77.080**	**52**	**78.447**	**52**	**79.747**	**52**
73.478	**52**	**74.780**	**52**	**75.949**	**52**	**77.147**	**52**	**78.449**	**52**	**79.749**	**52**
73.480	**52**	74.849	50	**75.966**	**52**	**77.149**	**52**	**78.464**	**52**	**79.764**	**52**
73.554	**52**	**74.850**	**52**	**75.982**	**52**	**77.164**	**52**	78.488	50	**79.780**	**52**
73.555	**52**	**74.854**	**52**	76.045	49	**77.180**	**52**	**78.489**	**52**	79.825	50
73.564	**52**	**74.869**	**52**	**76.047**	**52**	**77.263**	**52**	**78.547**	**52**	**79.847**	**52**
73.580	**52**	**74.882**	**52**	**76.085**	**52**	**77.264**	**52**	**78.549**	**52**	**79.849**	**52**
73.647	**52**	74.899	49	**76.064**	**52**	**77.266**	**52**	**78.564**	**52**	**79.864**	**52**
73.649	**52**	74.925	50	**76.080**	**52**	**77.280**	**52**	78.576	50	**79.880**	**52**
73.664	**52**	**74.947**	**52**	**76.147**	**52**	77.360	50	**78.580**	**52**	79.896	46
73.680	**52**	**74.955**	**52**	**76.140**	**52**	**77.361**	**52**	78.605	49	**79.947**	**52**
73.734	49	**74.964**	**52**	**76.164**	**52**	**77.362**	**52**	78.619	50	**79.949**	**52**
73.788	**52**	**74.980**	**52**	**76.181**	**52**	**77.364**	**52**	78.625	50	**79.964**	**52**
73.789	**52**	**75.049**	**52**	76.199	49	**77.388**	**52**	**78.647**	**52**	**79.980**	**52**
73.790	**52**	**75.054**	**52**	76.219	50	**77.447**	**52**				

LE PYREX

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 200 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 4, RUE CAMBACÉRÈS, PARIS (8e)

Registre du commerce: Seine n° 199200.

Obligations de 10.000 F 6 3/4 0/0 1950.

LISTE NUMERIQUE

1° **Des 134 obligations sorties au deuxième tirage au sort du 25 septembre 1952 et formant, avec les 166 obligations rachetées en Bourse par la société émettrice, le montant de l'annuité à amortir au 1er novembre 1952.** Ces obligations seront remboursables à 10.000 F;

2° **De la série comprenant les obligations sorties au tirage précédent** et non encore présentées au remboursement.

NUMÉROS	ANNÉE d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉE d'amortissement.
4.009 à 4.134	1951	6.442 à 6.575	1952

COMPAGNIE des CHEMINS de FER du MAROC

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 199.998.000 F

SIÈGE SOCIAL: 280, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS (7e)

Registre du commerce: Seine n° 181352.

Obligations nominatives 5 1/2 0/0 1950 de 100.000 F nominal.

Echéance du 15 novembre 1952.

Deuxième tirage effectué le 22 septembre 1952 pour amortissement de 87 obligations.

NUMÉROS DES OBLIGATIONS	ANNÉE DE REMBOURSEMENT
507 à 593	1952

Les obligations désignées par le sort seront remboursables aux guichets de la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, à Paris.

Tous les titres sortis au premier tirage ont été remboursés.

Société des HOTELS MODERNES de PROVENCE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 20 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 15, RUE GASTON-BOISSIER, A NIMES

R. C.: n° 12308.

OBLIGATIONS HYPOTHECAIRES 3 0/0 1932

Tirage du 5 juillet 1952.

Les obligations dont les numéros suivent sont sorties dans les treize séries, au tirage du 5 juillet 1952; elles sont remboursables à la banque Arnaud-Galdan frères et Cie, rue de l'Aspic, à Nîmes.

14	75	86	97	161	164	192	530	580	599	621	667	670	705
228	243	244	262	264	334	416	760	866	920	967			

Liste des obligations sorties aux tirages précédents et non remboursées.

Tirage du 20 mars 1933.

Série 4: 377.

Tirage du 22 septembre 1933.

Série 4: 635, 370.

Tirage du 10 août 1934.

Série 2: 242. — Série 4: 423. Série 13: 959.

Tirage du 4 septembre 1935.

Série 2: 218. — Série 13: 685.

Tirage du 30 septembre 1936.

Série 2: 241.

Tirage du 24 septembre 1937.

Série 1: 771. — Série 3: 630. — Série 5: 451. — Série 13: 696, 887.

Tirage du 30 septembre 1938.

Série 1: 777. — Série 3: 932. — Série 6: 059. — Série 12: 332. — Série 13: 962.

Tirage du 8 septembre 1939.

Série 1: 196, 763. — Série 2: 120, 196, 489, 249. — Série 4: 763. — Série 5: 909, 926. — Série 13: 743, 909.

Tirage du 27 septembre 1940.

Série 1: 121, 665. — Série 2: 203, 424, 428, 501. — Série 3: 203. — Série 4: 424, 428, 655. — Série 5: 355. — Série 12: 203, 355, 405.

Tirage du 30 septembre 1941.

Série 1: 438, 635, 761. — Série 2: 045, 091, 217, 438, 712. — Série 4: 045, 438, 635, 761. — Série 5: 091. — Série 12: 217. — Série 13: 811, 878, 910.

Tirage du 17 septembre 1942.

Série 1: 152, 457, 669, 783. — Série 2: 065, 512. — Série 5: 935. — Série 6: 083, 152. — Série 12: 083, 152. — Série 13: 886, 935.

Tirage du 16 novembre 1943.

Série 1: 157, 225, 260, 326, 431, 490, 505, 567, 717, 770. — Série 2: 096, 151, 431, 490, 505, 336. — Série 3: 225, 505. — Série 4: 096, 505, 434. — Série 5: 096, 401, 490. — Série 12: 157, 225, 260, 291, 326, 336, 401, 717.

Tirage du 15 décembre 1944.

Série 1: 141, 163. — Série 2: 037, 041, 427. — Série 3: 290. — Série 4: 102, 427, 651. — Série 5: 102, 930. — Série 6: 041, 102. — Série 12: 142. — Série 13: 612, 885, 930, 651.

Tirage du 28 décembre 1945.

Série 1: 231, 509, 606, 663, 781. — Série 2: 500, 509, 713, 724. — Série 3: 183. — Série 4: 509. — Série 5: 922. — Série 6: 085. — Série 12: 135, 170, 224, 231, 713, 724. — Série 13: 529.

Tirage du 7 décembre 1946.

Série 1: 121, 398, 513, 537, 784. — Série 2: 124, 218, 316, 513, 537. — Série 4: 100, 287, 379, 513. — Série 5: 100, 316, 398. — Série 12: 121, 132, 208, 218, 287, 316, 379, 398. — Série 13: 513.

Tirage du 13 décembre 1947.

Série 1: 121, 154, 792, 893, 954, 118. — Série 2: 031, 036, 072, 121, 148, 154, 478, 737. — Série 3: 478, 632. — Série 4: 031, 268, 632. — Série 5: 356, 923, 943. — Série 12: 031, 036, 121, 148, 154, 268, 356. — Série 13: 737, 792.

Tirage du 30 septembre 1948.

Série 1: 091, 071, 117, 181, 239, 715, 782, 916, 963. — Série 2: 058, 091, 071, 117, 181, 239, 317, 480. — Série 3: 325, 480. — Série 4: 094, 325, 782. — Série 5: 094, 239. — Série 6: 058. — Série 12: 058, 138, 117, 181, 232, 239, 317, 325. — Série 13: 586, 715.

Tirage du 17 septembre 1949.

Série 1: 763, 136, 133, 129, 765. — Série 2: 098, 421, 422, 511, 711, 689. — Série 3: 395, 511, 559. — Série 4: 098, 129, 593, 627, 765, 933. — Série 12: 129, 133, 136, 395, 933. — Série 13: 395, 511, 593, 627, 768, 689.

Tirage du 21 juin 1950.

Série 1: 119, 137, 162, 415, 515, 775, 702, 876. — Série 2: 119, 128, 162, 204, 267, 354, 515, 549, 702. — Série 3: 204, 267, 340, 396, 415, 876. — Série 4: 128, 137, 267, 354, 515, 549, 626, 876. — Série 5: 137, 267, 354, 396. — Série 6: 128. — Série 12: 119, 128, 137, 162, 204, 267, 319, 340, 351, 396, 515, 549, 589, 626, 702. — Série 13: 354, 396, 415, 515, 549, 589, 626, 845, 876.

Tirage du 25 juillet 1951.

Série 1: 483, 486, 520, 521, 592, 594, 680, 720, 721, 818, 939, 911. — Série 2: 052, 060, 269, 387, 429, 483, 486, 520, 521, 680, 720, 721, 722, 871, 911. — Série 3: 269, 387, 483, 871, 911. — Série 4: 052, 269, 429, 483, 486, 520, 521, 592, 594, 680, 939. — Série 5: 269, 486, 520, 521, 680, 818, 871, 911. — Série 6: 052, 060. — Série 12: 052, 060, 387, 483, 486, 520, 521, 592, 594, 680, 720, 721, 722. — Série 13: 387, 483, 486, 520, 521, 592, 594, 871, 911, 939.

Société anonyme GERARD-FORTIER Frères

CAPITAL: 10 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: ARCIS-SUR-AUBE (AUBE)

R. C.: Troyes n° 3361.

Utilisant la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission de ses obligations 5 1/2 0/0 1947, cette société a procédé au rachat en Bourse des 20 obligations de 5.000 F de nominal de cet emprunt, dont le cinquième amortissement était prévu pour le 1er décembre 1952.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort cette année.

Numéros des obligations sortis aux tirages précédents et non encore remboursés.

Néant.

VERRERIES DE MASNIERES

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 250 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: A MASNIERES (NORD)

R. C.: Cambrai n° 166.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

en 12 ans des 2.500 obligations de 10.000 F nominal représentant l'emprunt 6 3/4 0/0 de 25 millions de francs émis en 1952.

NUMÉROS d'ordre des tirages.	DATES des remboursements.	NOMBRE D'OBLIGATIONS En circulation.	NOMBRE D'OBLIGATIONS A amortir à chaque tirage.
1	1er août 1953	2.500	208
2	— 1954	2.292	208
3	— 1955	2.084	208
4	— 1956	1.876	208
5	— 1957	1.668	208
6	— 1958	1.460	208
7	— 1959	1.252	208
8	— 1960	1.044	208
9	— 1961	836	209
10	— 1962	627	209
11	— 1963	418	209
12	— 1964	209	209
Total			2.500

DOCKS FRANC-COMTOIS ET BOURGUIGNONS

Rectificatif au *Journal officiel* du 13 septembre 1952: page 9001, Obligations 5 0/0 1931, 2e colonne, 37e ligne du tableau, au lieu de: « 9.960 (50) », lire: « 4.960 (50) ».

ETABLISSEMENTS HENRY-LEPAUTE

Rectificatif au *Journal officiel* du 13 septembre 1952: page 9001, supprimer la mention: « (la société a racheté 105 titres pour compléter cet amortissement) ».

DEMANDES D'ENVOI EN POSSESSION DE SUCCESSIONS

Etude de Me Henri Gérard, avoué à Saint-Dié, 13, rue d'Alsace.

Par jugement de la chambre du conseil du tribunal civil de première instance de l'arrondissement de Saint-Dié en date du 14 mai 1952, rendu sur la requête présentée au nom de Mme Marie-Thérèse Kopferschmitt, commerçante, demeurant à Saint-Dié, 10, rue d'Alsace, veuve de M. Jean-Joseph-Séraphin Labolle, il a été donné acte à celle-ci de sa demande d'envoi en possession de la succession de son défunt mari susnommé, en son vivant commerçant à Saint-Dié, où il est décédé le 8 décembre 1950 sans laisser aucune disposition testamentaire ni aucun héritier au dégré successible et, avant d'y faire droit, il a été admis qu'elle serait rendue publique, conformément aux prescriptions de la loi.

Pour extrait certifié sincère par l'avoué soussigné, à Saint-Dié, le 12 août 1952.

HENRI GÉRARD.

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

SEQUESTRES

Par ordonnance en date du 6 août 1952, le président du tribunal civil de la Seine a, au titre des biens ennemis, donné mainlevée du séquestre apposé sur les biens de la firme Extraction A. G. Grenzachers-Trasser, de Bâle, ordonnance de mise sous séquestre du 28 mai 1917.

Par ordonnance en date du 19 août 1952, le président du tribunal civil de la Seine a, au titre des biens ennemis, donné mainlevée du séquestre apposé sur les biens ennemis détenus par la Banque des pays de l'Europe centrale, en tant qu'il porte sur le dépôt effectué par la Banque Nicolai, de Vienne, ordonnance de mise sous séquestre du 22 janvier 1946.

Par ordonnance en date du 9 août 1952, le président du tribunal civil de la Seine a, au titre des biens ennemis, ordonné la mainlevée du séquestre apposé sur les biens ennemis détenus par le Crédit lyonnais, mais en tant seulement qu'il porte sur les biens appartenant à la société Steiner et Adelberg, de Vienne, ordonnance de mise sous séquestre du 12 février 1915.

Par ordonnance en date du 11 août 1952, le président du tribunal civil de la Seine a, au titre des biens ennemis, ordonné la mainlevée du séquestre apposé sur les biens ennemis détenus par la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, mais en tant seulement qu'il porte sur les droits appartenant à M. Ludwig-Israel Herzer, ordonnance de mise sous séquestre du 30 décembre 1914.

Par ordonnance en date du 11 août 1952, le président du tribunal civil de la Seine a, au titre des biens ennemis, ordonné la mainlevée du séquestre apposé sur les biens et droits appartenant à des sujets ennemis, détenus par la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, mais en tant seulement qu'il porte sur les droits appartenant à M. Bela Jenbach, ordonnance de mise sous séquestre du 30 décembre 1914.

Par ordonnance en date du 20 septembre 1952, le président du tribunal de première instance de Saverne a donné mainlevée du séquestre placé sur les biens, droits et intérêts appartenant au sieur Kylar (Franz), ayant demeuré à Bouxwiller (Bas-Rhin), 45, Grand'-Rue, actuellement domicilié à Sarrebruck, Tulpenstrasse, 10, ordonnance de mise sous séquestre du 30 octobre 1946.

Par ordonnance en date du 7 août 1952, le président du tribunal civil de Belfort a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant au sieur Rohr (Johann), ressortissant ennemi, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, en la personne de son directeur départemental à Vesoul, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnances en date du 18 septembre 1952 le président du tribunal civil de Sarreguemines a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant aux ressortissants allemands suivants:

1° Epoux Wachter (Auguste), ayant été domiciliés à Freyming, 36, rue de Champagne;

2° Neu (Wilhelm) et Neu (Alfred), à Heusweiler (Sarre); Neu (Anne-Marie), à Sarrebruck;

3° Ladwein (Jean-Nicolas), à Ludweiler (Sarre);

4° Epoux Schwindling (Jacques), Baunach (Mina), ayant été domiciliés à Saint-Avold, cité Jeanne-d'Arc;

5° Colli (Ilse), veuve Matz, ayant été domiciliée à Freyming, du 18-Juin-1940;

6° Epoux Hoffmann (Richard), ayant été domiciliés à Freyming, 32, rue Basse;

7° Epoux Muller (Reinert), ayant été domiciliés à Freyming, 41, rue Basse;

8° Epoux Schneider (Adam), ayant été domiciliés à Freyming, 39, rue des Ponts;

9° Epoux Wilkomm (Jean), ayant été domiciliés à Petite-Rosselle, rue B, n° 10;

10° Epoux Spang (Jean), ayant été domiciliés à Freyming, 48, rue du Champagne;

11° Epoux Becker (Jean-Baptiste), ayant été domiciliés à Freyming, 381, rue Principale;

12° Krutten (Mathieu), ayant été domiciliés à Petite-Rosselle, 9, rue Principale;

13° Epoux Recktenwald (Pierre), ayant été domiciliés à Freyming, 11, rue des Prés;

14° Epoux Reinert (Pierre), ayant été domiciliés à Freyming, cité Sainte-Barbe, 9, rue Basse;

15° Epoux Michels, ayant été domiciliés à Freyming, 35, rue Jules;

16° Epoux Mees (Alphonse), ayant été domiciliés à Freyming, 40, rue Dagobert;

17° Epoux Korst, ayant été domiciliés à Freyming, 13, rue du Sable;

18° Epoux Jehle (Joseph), ayant été domiciliés à Freyming, 31, rue de la Concorde;

19° Epoux Jacoby, ayant été domiciliés à Freyming, 12, rue François;

20° Epoux Endres (Grégor), ayant été domiciliés à Freyming, 19, rue de Champagne;

21° Epoux Damm (Henri), ayant été domiciliés à Freyming, 39, rue Jules;

22° Epoux Bernard, ayant été domiciliés à Freyming, rue Principale;

23° Epoux Belesse (Joseph), ayant été domiciliés à Freyming, 36, rue de la Frontière;

24° Epoux Braun (Oswald), ayant été domiciliés à Freyming, 115, rue du 3-Mai;

25° Epoux Becker (Jean), ayant été domiciliés à Freyming, 16, rue des Pierres;

26° Epoux Behles (Nicolas), ayant été domiciliés à Freyming, cité Sainte-Fontaine, 2 *a*, rue Murgues;

27° Epoux Jager (Jacques), ayant été domiciliés à Petite-Rosselle, rue Huber;

28° Epoux Bell (Georges), ayant été domiciliés à Petite-Rosselle, 7, rue Guy;

29° Epoux Kunlz (Pierre), ayant été domiciliés à Freyming, 52, rue des Ponts;

30° Epoux Schaum (Henri), ayant été domiciliés à Petite-Rosselle, 4, rue Saint-Charles-Bas;

31° Epoux Land, ayant été domiciliés à Freyming, 11, rue Georges;

32° Epoux Kellner, ayant été domiciliés à Freyming, 11 *a*, rue Roumaux;

33° Epoux Kendze (Rodolphe), ayant été domiciliés à Freyming, 11, rue de la Forêt;

34° Epoux Schwarz (Joseph), ayant été domiciliés à l'Hôpital;

35° Epoux Kamphausen (Georges), ayant été domiciliés à Freyming, 102, rue du 3-Mai;

36° Epoux Dorr (Jacques), ayant été domiciliés à Freyming, 40, rue Jules,

et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne de M. le directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

DECLARATIONS D'ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

(Décret du 16 août 1901.)

6 août 1952. Déclaration à la préfecture de la Martinique. **Association générale des étudiants de la Martinique (A. G. E. M.).** But: défendre les intérêts des étudiants; établir une solidarité estudiantine; développer le mouvement culturel à la Martinique. Siège social: chez M. Yp-Tcha (Joseph), président, Fort-de-France.

4 septembre 1952. Déclaration à la préfecture de police. L'Association des ingénieurs en anti-corrosion change son titre et devient: **Association des ingénieurs en anti-corrosion de France et de l'Union française.** Siège social: 16, rue de Varize, Paris.

8 septembre 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Riom. **Société de chasse de Saint-Etienne-des-Champs.** But: répression du braconnage et repeuplement en gibier. Siège social: mairie de Saint-Etienne-des-Champs.

9 septembre 1952. Déclaration à la sous-préfecture d'Avesnes. **Sports athlétiques quercitains de la Patriote,** section moto-cross. But: initiation des jeunes gens au sport motocycliste en vue d'entraîner les futurs soldats qui voudraient servir dans les formations mécanisées. Siège social: café du Blagau, rue Thiers, le Quesnoy.

9 septembre 1952. Déclaration à la préfecture de la Loire-Inférieure. **Syndicat d'entretien de la vallée d'Indre.** But: suppression de la vaine pâture. Siège social: café de la Gare, Saint-Herblain.

9 septembre 1952. Déclaration à la préfecture des Vosges. **La Familiale Notre-Dame de Viménil.** But: éducation populaire de bienfaisance. Siège social: presbytère de Viménil.

15 septembre 1952. Déclaration à la préfecture de Chartres. **Association des parents d'élèves de l'école privée Saint-François-d'Assise** (garçons — orphelins d'Auteuil). But: grouper les chefs de famille ayant la charge des enfants inscrits à l'école; soutien matériel et moral à l'école, aux familles et aux maîtres. Siège social: au château, les Vaux-en-Pontgouin.

18 septembre 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Pontoise. **Amicale bouliste du Bois-Saint-Denis.** But: pratique du sport boules. Siège social: 57, avenue Louis-Dequet, Tremblay-les-Gonesse.

26 septembre 1952. Déclaration à la sous-préfecture d'Argentan. **Cantine scolaire de Sainte-Opportune.** But: distribuer des repas chauds aux élèves des écoles publiques. Siège social: école publique de filles, Sainte-Opportune.

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.

Vient de paraître :

L'ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA NATION

POUR LE

TEMPS DE GUERRE

(LOI du 11 juillet 1938, mise à jour).

La loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la Nation pour le temps de guerre, entièrement mise à jour, ainsi que les principaux décrets, arrêtés et circulaires se rapportant à cette loi, viennent d'être réunis en un volume par les soins de la Présidence du Conseil.

Voici quelques-uns des titres traités dans cet ouvrage :

Accords amiables.
Affectations spéciales.
Bureaux spécialisés des préfectures.
Carburants.
Défense passive.
Engagements.
Entreprises de travaux publics.
Etrangers.
Groupements et sociétés.
Main-d'œuvre.
Occupation temporaire des propriétés.
Opérations immobilières des services publics.
Protection sanitaire.
Ravitaillement alimentaire.
Recensements et essais de mobilisation.
Réquisitions.
Transmissions.
Transports.

Ce volume de 420 pages, imprimé sur beau papier et relié sous couverture forte, est en vente, au prix de 600 F, à la Direction des Journaux officiels, 31, quai Voltaire, et dans les deux points de vente: 19, rue Scribe, et 91, avenue des Champs-Elysées; il est également expédié sans frais, contre versement du montant de la commande par mandat-poste, chèque ou chèque postal (C. C. P. Paris 9063-13).